

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du**  
**Lundi 25 mars 2013**

- - -

**PROCES-VERBAL**

- - -

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

-----

**Séance Publique du 25 mars 2013**

-----

## **Procès-verbal**

-----

**Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption de l'ordre du jour

**Francis VIGUIE :** J'aurais une remarque sur l'ordre du jour. Nous étions intervenus sur la question de l'eau. Mme le Maire, vous vous étiez engagée à ce que nous ayons un débat en Conseil municipal en début d'année. Nous sommes fin mars. Nous savons qu'il y a un forum de l'eau organisé par l'Agglomération au mois de mai. Nous réaffirmons notre souhait sur une question aussi importante. Il serait impensable que le Conseil Municipal n'ait pas à se prononcer. L'Agglomération organise mal cette discussion et nous tenions à le faire remarquer. Nous souhaitons qu'il y ait un débat, un vote et une consultation populaire sur ce sujet, sans quoi la situation deviendrait caricaturale.

**Hélène MANDROUX :** Un débat est prévu qui se fera à la Maison de la Démocratie où chacun pourra s'exprimer.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**Magalie COUVERT :** Je précise pour mes collègues et l'assistance que la séance de ce soir est traduite en langue des signes et que cette traduction apparaît à l'écran.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 48

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –  
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

-----  
Mesdames BECCARIA, BLANPIED, BENOARGHA-JAFFIOL, MIRAOU et  
Messieurs VIGNAL, SUDRES et LANNELONGUE (avec procuration) entrent en  
séance  
-----

## **1- Elaboration du Projet Educatif de Territoire et réforme des rythmes scolaires**

### **Organisation des instances et de la concertation En vue d'une mise en application en septembre 2014**

**Jean-Louis GELY :**

La Ville de Montpellier soutient la refondation de l'Ecole engagée par le gouvernement pour favoriser la réussite éducative et l'épanouissement des enfants. Dans ce cadre, la réforme des rythmes à l'école primaire vise à réduire le temps de scolarité quotidien pour une organisation des temps de l'école plus respectueuse des rythmes naturels d'apprentissage et de repos des enfants.

Le projet du gouvernement, ambitieux et porteur de sens, ne doit pas être résumé au simple décalage de trois quart d'heure des temps scolaires et périscolaires quotidiens et à l'ajout d'une demi-journée hebdomadaire d'enseignement.

Il doit s'accompagner d'une restructuration globale de l'organisation scolaire au bénéfice de l'enfant, pour que le temps passé à l'école permette à chaque élève de bénéficier d'un parcours pédagogique cohérent comprenant des activités éducatives, culturelles, sportives ou de loisirs.

La qualité du projet éducatif est donc essentielle et dépend largement de la concertation dont il sera issu. C'est pourquoi il faut y associer l'ensemble de la communauté éducative, et au premier rang l'Education Nationale, ainsi que les représentants des personnels impliqués et des enseignants, et aussi des parents d'élèves, compte tenu de l'impact des nouveaux temps scolaires sur l'organisation des familles. Devra également y prendre part le monde associatif, impacté et fortement concerné. Pour que ce dialogue porte tous ses fruits, il faudra le mener dans le respect des prérogatives de chacun tout en visant le maximum d'implication de chaque partenaire.

Cette démarche rejoint directement le Projet de Réussite Educative, déjà affirmé comme une priorité pour la ville, car réussir l'éducation de tous les enfants est un pilier de la cohésion sociale et de la réduction des inégalités.

La réflexion collective telle qu'engagée autour du Projet Educatif Local (PEL) de Montpellier associe largement la communauté éducative dans son ensemble et se structure autour de 5 axes essentiels pour l'enfant :

- **l'Identité**, c'est-à-dire le renforcement de l'apprentissage de la langue ;
- **la Citoyenneté**, avec l'éducation comportementale et l'apprentissage du « vivre ensemble » ;
- **l'Eveil**, grâce notamment à l'initiation ludique à la culture scientifique et technique et au développement durable ;
- **l'Intégration**, avec l'appropriation d'un destin collectif inscrit dans le territoire grâce à la découverte du patrimoine de la ville ;
- **la Socialisation** qui passe aussi par la pratique des sports collectifs et du spectacle vivant.

Cette construction du Projet Educatif Local doit aujourd'hui être approfondie, afin de mener à bien la réforme des rythmes scolaires. Il est donc essentiel de poursuivre le dialogue en profondeur déjà engagé avec l'ensemble de la communauté éducative, afin d'orienter le Projet Educatif Local vers le nouveau schéma et la nouvelle ambition que représente le Projet Educatif de Territoire (PEdT), dont la Ville se réjouit qu'il soit inscrit dans le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école.

Dans ce cadre seront associés et consultés des représentants de l'ensemble des acteurs investis dans l'éducation de l'enfant : comme prévu les services de l'Etat concernés, et principalement l'Education Nationale, les représentants des personnels de la Ville, des enseignants et des parents d'élèves, ainsi que les associations d'éducation populaire, culturelles ou sportives œuvrant dans le domaine éducatif, les autres collectivités (Communauté d'Agglomération, Conseil Général) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault.

Des consultations spécifiques seront organisées sur des thèmes précis et concrets tels que :

- l'organisation et le contenu d'une pause méridienne élargie dans le respect des rythmes chronobiologiques de l'enfant ;
- l'équilibre entre aide au travail de l'élève et accès aux loisirs culturels et sportifs sur les temps périscolaires et particulièrement celui qui suit la fin de la classe ;
- l'organisation équilibrée du mercredi entre le temps scolaire du matin et l'espace loisirs et détente qui devra perdurer l'après-midi ;
- l'amplitude d'ouverture des écoles et organisation familiale pour le bien-être de l'enfant.

Pour mener à bien ce projet, la Ville se propose d'organiser une large concertation et réflexion selon le rythme suivant :

- **Dès le deuxième trimestre 2013**, mise en place d'un Conseil consultatif, présidé par le Maire ou son représentant, qui a vocation à être l'organe central de réflexion du projet et qui se réunira pour poser d'emblée les bases de la démarche du futur Projet Educatif de Territoire ;
- **D'ici la fin 2013**, au plus tard, concrétisation d'un socle qui devra aboutir à une organisation des temps équilibrée, à l'issue des concertations ;
- **Au printemps 2014**, présentation au Conseil Municipal du Projet Educatif de Territoire proprement dit, formalisant, conformément au dispositif prévu par le Ministère de l'Education nationale, dans le cadre d'un engagement contractuel de trois ans, les conditions d'intervention des collectivités, des services de l'Etat partenaires et des organismes financeurs ;
- **Rentrée scolaire 2014**, mise en application des nouveaux rythmes.

En conséquence et afin de mener à bien l'ensemble de la démarche indispensable à la mise en application de cette réforme dans des conditions optimales, la Ville sollicite, à titre dérogatoire et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2013-77 du 24 janvier 2013, le report de la mise en œuvre concrète des nouveaux rythmes scolaires à septembre 2014.

Compte tenu de l'importance du sujet et des enjeux d'organisation qui y sont liés, la Ville se laisse la possibilité de se faire accompagner pour mener à bien cette démarche.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'engagement de la Ville dans la démarche telle que formalisée et, notamment, la mise en œuvre des concertations larges, nécessaires à l'élaboration du Projet Educatif de Territoire.
- d'approuver le calendrier de travail et, en conséquence, la demande auprès du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) de report de la mise en application de la nouvelle organisation scolaire à la rentrée de 2014, conformément à la procédure dérogatoire prévue au décret 2013-77 du 24 janvier 2013.

**Hélène MANDROUX :** Nous avons déjà parlé de cette affaire pour laquelle il y a eu une conférence de presse. De nombreuses villes ont été déjà interrogées sur ce projet éducatif très important. Il faut nous positionner sur 2013 ou 2014. Vous le savez, ici nous sommes pour cette réforme des 4,5 jours. Au-delà d'un certain nombre d'heures, un enfant ne peut absolument pas être en éveil et enregistrer ce qu'on veut lui faire apprendre. Ce qui nous a semblé important est surtout de réussir ce projet éducatif, et non pas d'en faire une simple garderie pour les enfants. Il s'agit que ce temps lié à l'éducation soit réussi. L'enfant va passer plus d'heures dont nous serons responsables que d'heures dont la responsabilité incombe à l'Éducation nationale. Cela implique énormément de partenaires.

La priorité reste l'enfant. Nous devons lui aménager un temps qui lui permettra de s'épanouir. L'enfant, quels que soient son école ou ses handicaps divers et variés, devra acquérir les mêmes connaissances pour réussir son entrée en 6<sup>ème</sup>. Nous avons besoin de rencontrer les parents, concernés puisque leurs horaires vont changer en fonction de ce qu'ils avaient prévu jusqu'à aujourd'hui, les enseignants mais aussi tout le milieu associatif, les Maisons pour tous. C'est pour cela qu'à partir de cette réflexion nous souhaitons évidemment que ce parcours pédagogique soit cohérent dans les activités sportives et culturelles et doit permettre à l'enfant de s'épanouir par rapport à son parcours. Une commission va être mise en place. Ce projet éducatif local va entrer dans un projet éducatif de territoire. Voilà ce que nous allons mettre en place pour septembre 2014.

**Jean-Louis GELY :** En exergue de mon intervention, je voudrais rapidement saluer une étude qui a été faite par le journal *U.F.C. Que choisir* qui a classé la restauration scolaire dans les écoles primaires publiques de Montpellier en deuxième place parmi les 15 plus grandes villes du territoire, avec la note de 18,4 sur 20. Je voulais l'indiquer et en profiter pour apporter mes remerciements et ma reconnaissance auprès des services de la cuisine centrale. Ce service est d'une précision et d'une méticulosité exceptionnelles.

Pour en revenir aux rythmes scolaires, vous savez que les Villes peuvent décider d'appliquer cette réforme à la rentrée 2013 ou 2014. A partir de là, une grande polémique s'est mise en place, qui devenait un peu une course

à l'échalote. En réalité, il s'agit de se décrisper. Il existe une alternative, car c'est quelque chose de compliqué à mettre en place. Si des communes ont la certitude de pouvoir mettre en place dans des conditions convenables, voire bonnes, ce dispositif à partir de 2013, naturellement, il faut qu'elles le fassent. Mais lorsqu'il y a des difficultés d'ordre général et aussi parfois des situations particulières, il faut savoir prendre une mesure avec objectivité, recul et sérénité. Je ne pense pas que le milieu éducatif ait besoin d'une polémique supplémentaire. A Montpellier, nous avons été amenés à prendre une décision. Vous savez que le décret a prévu que ce soit le Maire qui ait la responsabilité de cette décision, mais nous avons souhaité prendre une délibération à la fois pour déterminer un choix sur la base d'une assemblée collective, mais aussi pour prendre des dispositions dès le mois d'avril qui permettent de bâtir les éléments du projet éducatif de territoire. Dès que le premier texte formel a été publié, nous avons commencé un rang de concertations avec tous les partenaires éducatifs, la direction académique, les syndicats communaux, les syndicats enseignants, les parents d'élèves, la CAF et le milieu associatif. L'objectif de la réforme est de faciliter les apprentissages fondamentaux.

Aujourd'hui, nous avons en France les journées scolaires les plus longues et le nombre le plus réduit de journées scolarisées à l'échelle de l'année. Nous avons des résultats très inférieurs à la moyenne enregistrée dans les pays de l'OCDE. Il y a donc un problème. A l'époque de la suppression brutale du samedi, une très grande majorité des acteurs et usagers éducatifs protestaient. Cet objectif doit être vu par rapport au contenu et selon le rapport entre les semaines travaillées et les semaines intermédiaires au niveau de l'ensemble de l'année. Nous touchons aux conditions de travail de différents agents, ainsi qu'à quelque chose de moins palpable que j'appellerais les comportements. Nous sommes dans une civilisation de consommation et de loisirs qui n'est pas très compatible avec cet objectif d'équilibre en termes de temps et d'équilibre au service des enfants. Ces contradictions peuvent être délogées d'un revers de la main. Il faut expliquer, se concerter et se servir de cette réforme comme d'un levier pour améliorer sensiblement les choses. S'il y a un temps potentiellement plus long proposé aux familles et aux enfants, il faut des animations éducatives dignes de ce nom, avec des contenus lisibles, positifs, et en articulation avec ce qu'il se passe dans le temps scolaire. Il ne faut pas que cela soit l'école après l'école ou l'école à la place de l'école, sans quoi la réforme n'atteindrait pas son objet. En réalité, le débat va donc au-delà de l'organisation des temps périscolaires supplémentaires. C'est une question de stratégie dans la composition des rythmes scolaires, de complémentarité entre les rythmes scolaires et périscolaires, de moyens, et c'est une question de ressources. Or, entre le décret du 28 janvier et la rentrée 2013, je le dis franchement et après en avoir beaucoup discuté, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il y avait un risque de ne pas pouvoir atteindre ces objectifs dès la rentrée 2013.

La crainte du court terme est la plus importante pour les collectivités, sachant que l'obstacle n'est pas « inévitable ». Comment peut-on y arriver ? Pas forcément en recrutant à tire-larigot des animateurs, même s'il faudra le faire. Mais il existe des mobilisations supplémentaires à opérer à l'intérieur même de la collectivité et avec le secteur associatif, qui est à mon avis insuffisamment mobilisé dans nos dispositifs à l'heure actuelle. Ce milieu associatif sera dans la nécessité de se repositionner dans cette nouvelle donne, compte tenu du fait que les mercredis matins seront de nouveau scolarisés, alors que beaucoup de ce temps était affecté à des activités sportives ou culturelles. C'est vrai aussi pour les centres de loisirs. Donc les associations ont intérêt à s'impliquer dans les temps périscolaires en général. Cela se prépare avec un recul dans le temps nécessaire.

D'autres pistes sont à explorer, comme les autres collectivités. La Communauté d'Agglomération dispose dans ses compétences de beaucoup d'équipements éducatifs. Je m'occupe à l'Agglomération du schéma directeur des temps et territoires par rapport à la nouvelle donne des rythmes scolaires qui explore trois pistes. La première est le reformatage des horaires et des capacités d'accueil des équipements intercommunaux par rapport à la nouvelle donne. La seconde est le dialogue avec les donneurs d'emplois publics et privés pour voir de quelle manière les temps de travail peuvent être aménagés pour les parents qui travaillent et qui souhaitent récupérer leurs enfants plus tôt à l'école. Beaucoup d'enseignants considèrent que quand les familles le peuvent, ce n'est pas plus mal qu'elles viennent rechercher leurs enfants, en particulier en maternelle pour qu'ils puissent être inclus dans un contexte familial. Enfin, le troisième volet concerne les transports. La fréquentation va devenir plus importante. Il serait intéressant de pouvoir déplacer les enfants. Vous voyez donc l'alchimie que cela représente, et tous les partenaires qu'il s'agit de faire travailler ensemble. Cela va être un très beau challenge pour toutes les collectivités.

Le projet éducatif de territoire est un document reconnu par le projet de loi. C'est important, car aujourd'hui les projets éducatifs locaux n'ont pas de statut particulier. Là, les PEDT seront des documents reconnus par la loi.

L'objectif est de fixer les contenus, les priorités, l'articulation entre les temps scolaires et périscolaires, la convergence entre les différents acteurs, ainsi que l'évaluation du dispositif.

Naturellement, sur le plan interne, nous mettons en place un comité technique qui réunit toutes les directions des services concernés, et un comité de pilotage avec les adjoints délégués dans les différents départements concernés. Il y en a beaucoup, dont la jeunesse, l'enfance, les sports, les maisons pour tous, la cohésion sociale urbaine, entre autres... C'est autour de ce noyau que nous avons commencé à travailler. Ensuite, il faut qu'il y ait une instance qui réunit tous les représentants des acteurs institutionnels, associatifs et usagers du monde éducatif. Ce dispositif existe de façon très émiettée pour une demi-douzaine de démarches éducatives. L'objectif est de les rassembler tous dans un seul comité consultatif. Nous avons établi un planning qui nous permettra de faire une première mouture de ce PEDT à l'échelle de la ville de Montpellier à l'horizon du début de l'année civile 2014. Aujourd'hui, nous débattons sur la décision et la démarche de politique éducative. D'ici les vacances de printemps, nous aurons installé le comité consultatif, et ensuite nous proposerons à l'ensemble des partenaires jusqu'aux grandes vacances des réunions thématiques. En même temps qu'il y aura ces discussions, existera aussi une association des conseils d'écoles. Je tiens absolument à ce qu'on envoie le même conducteur aux conseils pour qu'ils puissent contribuer à cette réflexion collective. Nous consoliderons cette réflexion dans le cadre du conseil annuel de la réussite éducative qui nous permettra de faire le point. Fin juin 2013, nous ferons un point d'étape au comité consultatif ; puis de septembre à novembre, nous relancerons sur cette base des groupes de travail pour élaborer les premiers scénarii qui seront présentés au mois de décembre. Nous délibérerons début 2014 sur la première mouture du projet éducatif de territoire. Si vous le souhaitez, je pourrai faire quelques communications régulières sur l'avancée de ce travail au sein du Conseil municipal.

**Hélène MANDROUX :** Je pense que les explications données sont suffisamment claires pour que tout le monde comprenne l'ambition que nous avons de réussite éducative. Il faudra faire un premier bilan en juin 2015 de cette première année avec de nouveaux horaires.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** Je ne trouve pas que les explications aient été si claires. Il existe tout de même des questions simples à se poser. Voilà quatre ans, nous étions à la semaine de 4,5 jours. Il s'agit simplement de revenir à une situation qu'on a connue. Pourquoi est-ce si compliqué à mettre en place et à expliquer ? Autant dire la réalité. Il y a deux obstacles qui vous ont empêché de mettre en œuvre cette réforme en 2013. Il s'agit d'abord du coût de la mise en œuvre de la réforme, et puis l'échéance municipale. La mise en œuvre aura lieu après les élections municipales. Pour autant, je ne nie pas que de vraies questions se posent dans l'application de cette réforme, qui dans son principe était soutenue par beaucoup. Que va-t-on faire du temps libéré ? Le risque est de remplacer le temps scolaire par des temps de garderie où l'enfant ne fera rien. Il faut dire comment on va y répondre. Quels moyens vont être employés ? On ne créera pas un temps de qualité avec des gens payés en vacances sur des horaires morcelés. C'est impossible. Je voudrais vous faire une suggestion. Il y a sûrement à proposer aux enseignants eux-mêmes de prendre en charge une partie de ce temps libéré avec des activités pédagogiques. Cela existe déjà car des municipalités financent les temps d'études surveillées. Je connais un peu ce milieu, et je pense que des enseignants sont volontaires pour cela. On ne peut pas vous reprocher de faire de la concertation, mais je ne suis pas sûr que repousser à un an soit vraiment la condition *sine qua none* pour qu'ait lieu cette concertation. Les vraies raisons ne sont pas dites. Je suis un peu déçu de la décision que vous proposez ce soir.

**Francis VIGUIE :** Ce débat est extrêmement important. La dernière fois, nous avons demandé le report. Si on veut faire une réforme ambitieuse, la seule question sérieuse reste celle des moyens dont on dispose pour l'effectuer. Sans quoi, il est inutile de parler. Si elle est reportée, c'est pour une raison de moyens. Le premier problème est national et non local. Si on estime que l'école est un enjeu majeur, cela suppose des embauches à un niveau supérieur à ce qui existe aujourd'hui. De plus, si on veut faire de l'école un lieu d'éveil important, cela suppose un nombre d'animateurs important. Il n'est pas raisonnable de dire que ce sont les instituteurs eux-mêmes qui vont faire de l'animation. Cela suppose donc des moyens en termes d'animation, d'enseignants et en taux d'encadrement. Or il est prévu de baisser le taux d'encadrement. C'est un problème sérieux.

L'autre problème posant question est aussi la réduction de la dotation de l'Etat. Si j'ai bien compris, il devait y avoir cette année pour cette question des aides de l'Etat, mais elles ne sont même pas prévues pour l'année prochaine. Nous avons un gel cette année des dotations de l'Etat, ce qui signifie une baisse avec l'inflation.

Pour l'année prochaine et l'année d'après, s'annonce une baisse de 1,5. L'austérité générale dans ce pays aura des conséquences sur nos projets. Cela pose des problèmes sérieux. L'impression qui domine ici est qu'on ne veut pas parler de ce qui fâche, alors on ne parle pas de moyens. De plus, on renvoie tout de même à la prochaine équipe municipale.

En outre, on ne parle pas de la rentrée prochaine. Il existe une série de problèmes de surcharge ou de fermetures de classes, et de nombreux mécontentements. Globalement, dans le vieux Montpellier, il y a des problèmes majeurs dans les écoles. A Montpellier, le nombre d'enfants en primaire est autour de 30, quand il est de 26 dans la moyenne nationale. Il faudrait prendre ces problèmes et les traiter pour la prochaine rentrée.

**Jacques DOMERGUE :** J'hallucine quand j'entends les propos de M. ROUMEGAS qui souhaite que les enfants soient pris en charge par les enseignants. Il fallait oser le dire.

Que se passe-t-il ? Il y a un problème sur lequel nous sommes tous d'accord, et des solutions sur lesquelles nous divergeons. Le problème est la surcharge des classes en France et la masse de connaissances infligée aux enfants. Nous sommes le seul pays à avoir des horaires aussi lourds pour des enfants aussi jeunes. Dans beaucoup d'autres pays, l'enfant a fini sa journée scolaire entre 13 et 14 heures, ensuite l'après-midi est consacrée aux activités sportives et culturelles. C'est ainsi que l'enfant peut être équilibré. Chez nous, c'est le contraire qui se passe. Les enfants sont épuisés. La réforme Peillon au départ partait d'un objectif. Ici, quel est l'objectif ? Faire en sorte qu'on améliore les rythmes scolaires. Quand vous écoutez les sociologues sur ce sujet, ils ne vous disent pas que le meilleur rythme pour l'enfant est de le faire travailler le mercredi matin, mais que l'enfant, dans une semaine chargée, doit avoir un *break*. Le rythme idéal serait de les faire travailler le samedi matin. Déjà, sur la méthode, on n'est pas en phase avec ce que disent les spécialistes. Ensuite, vous allez essayer de faire croire aux Français que parce qu'un enfant va avoir trois quart d'heure de moins d'enseignement dans la journée, il va être moins fatigué. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que le plus souvent, cet enfant va rester dans la classe car il sera pris en charge.

Ensuite, il y a la méthodologie. Que vous ne l'ayez pas fait cette année, c'est un minimum. Il est rare qu'une réforme fasse autant de mécontents. Les enseignants sont contre, certaines associations de parents d'élèves sont contre, les collectivités locales sont vent debout. Pour une réforme qui se veut progressiste, cela part mal. Puis il y a le problème du financement. Je ne suis pas d'accord avec les chiffres annoncés. Le seul chiffre publié est celui de Paris, où cela va coûter 70 M€. Paris, c'est un peu moins que dix fois Montpellier. Je veux bien que vous fassiez avec un peu moins de 2 M€, mais cela ne va pas se faire à la sauvette. Cela va être difficile.

Le centre est l'enfant, et pour l'enfant, il faut faire des choses simples. Qu'il sache lire, écrire et compter quand il arrive en 6<sup>ème</sup>. C'est ce que nous avons fait avec la réforme Fillon, avec le fameux socle. Il s'agit de choses basiques. Former l'esprit d'un enfant, c'est lui donner la capacité d'avoir un esprit critique, lui apprendre ce qui est beau ou laid, le bien et le mal. C'est cela, former un enfant. Ensuite, il aura le temps d'acquérir la connaissance. S'il a un cerveau bien fait, cet enfant sera apte pour se construire demain. Aujourd'hui, je crois qu'on part dans la mauvaise direction. Nous n'avons pas les moyens de mettre en place cette réforme qui ne va pas dans l'intérêt de l'enfant. Comprenez bien que nous ne voterons pas cette délibération.

**Hélène MANDROUX :** On ne peut pas comparer le coût de la Mairie de Paris en faisant une simple division. La Mairie de Paris salarie certains professeurs.

**Hervé MARTIN :** Permettez-moi de remercier Jean-Louis GELY pour sa présentation que j'ai trouvée très claire et qui, sur le fond, me semble pertinente. M. DOMERGUE dit tout et son contraire en disant qu'il faut uniquement apprendre à l'enfant à lire et à compter, puis il ajoute ensuite l'esprit critique. Ce n'est pas tenable. Je mets de côté l'argument de la situation par rapport aux municipales. Il y a un projet sérieux à mettre en place, il faut prendre le temps de le monter.

La vraie question est de prendre les choses globalement. Tout part de ce qu'on veut apprendre aux enfants. Les rythmes scolaires se déclinent à plusieurs niveaux. Le ministre a décidé de s'attaquer au niveau de la semaine et de la journée. Et là, on ne revient plus à la situation antérieure. Ce n'est pas organisé de la même façon. Il y a aussi le temps sur l'année. Le ministre a dit qu'on en parlerait. Je regrette qu'on n'en parle pas en même temps car, bien entendu, les choses sont liées. Puis, il y a la question – pour moi prioritaire – des programmes et des



contenus. Que veut-on apprendre à nos enfants ? L'organisation découle de cela. Là, il y a un vrai souci. On n'a pas abouti sur ce projet.

On a souvent comparé la France avec les autres pays aux rythmes différents. L'important est tout de même que l'enfant soit avec sa famille. J'ai travaillé en Angleterre, et je peux vous dire qu'à 17 heures, les bureaux se vident. Le rythme de travail des adultes est très différent des adultes en France. Moi, je suis d'accord pour que les parents puissent aller récupérer leurs enfants le soir à 17 heures. Si on ne se penche pas concrètement sur le temps de travail des parents, on ne résout rien. Il faut se rapprocher des syndicats.

Je ne pense pas qu'il faille placer l'enfant au centre du système éducatif. C'est un leurre. L'éducation, c'est une science humaine, un métier de relation entre enfant et adulte. Il faut mettre trois choses au centre du système éducatif : l'enfant bien entendu, les adultes, parents et enseignants, et le contenu qu'on veut inculquer. La réforme actuelle ne prend les choses que par un bout, au lieu de prendre en compte ce triptyque.

**Richard MAILHE :** Je vais essayer d'être un peu positif. Le Mouvement sportif olympique s'associe à cette problématique de l'activité périscolaire. Nous avons dégagé une certaine somme dans un projet de développement sportif. Nous avons diminué de 5% les fédérations. L'éducateur sportif placera l'enfant au cœur de ses préoccupations. Nous irons, dans le cadre des fédérations, enseigner l'activité sportive dans le cadre du contrat que nous avons avec le rectorat. Nous débloquons cet argent au service des établissements scolaires. Il est important d'être présent aux côtés de Jean-Louis. Le Mouvement sportif régional sera à tes côtés pour développer ces activités sportives dans le cadre du périscolaire.

**Philippe THINES :** Le Parti radical de gauche soutient complètement cette décision pour une question de respect. Respect des élèves, des parents d'élèves, des instituteurs, des agents de la Mairie, mais aussi de nos partenaires économiques. On a reproché à l'UMP de faire la dernière réforme à la hussarde. Voilà ce qui fait la différence entre nous. Aujourd'hui, nous sommes respectueux de l'écoute. Les parents et instituteurs sont favorables à une réflexion avant la mise en place de cette organisation. De plus, nous n'avons aucune obligation de mettre en place l'organisation du temps périscolaire. La Mairie de Montpellier le fait car elle souhaite le faire dans un projet éducatif et non simplement laisser les enfants en garderie et vagabonder dans la rue. C'est une restructuration complète. On ne peut pas tout changer du jour au lendemain sans respecter personne.

**Patrick VIGNAL :** M. DOMERGUE, vous avez un estomac d'acier. C'est la droite qui a cassé le service public. Vous avez cassé l'ensemble des enseignants. Vous avez cassé la police. Cela fait dix ans que vous nous mettez dans un gouffre, et vous nous expliquez aujourd'hui comment peut marcher l'Éducation nationale. Vous êtes un sacré bon politique, car il faut avoir du courage. C'est la droite qui portera éternellement la honte d'avoir fermé les IUFM. Le métier d'enseignant ne se décrète pas comme cela. Il faut des formations.

Je suis d'accord avec vous sur un point. La base est de savoir écrire, lire et compter. Dans certaines zones sensibles, les enfants ont 800 mots, dans d'autres 3 000. C'est déjà une inéquité qui ne prépare pas à la cohésion sociale et à la compétitivité de nos enfants pour plus tard. Je soutiens cette réforme qui est très ambitieuse. Il faudra du temps pour la mettre en place, mais on ne peut pas sacrifier notre jeunesse. Cela coûtera de l'argent, mais c'est indispensable.

J'entends beaucoup de choses sur les enseignants. Je voudrais les saluer, car aujourd'hui ils sont tout : à la fois meneurs de groupe, psychologues... Le métier d'enseignant est un métier d'humain par excellence. Il doit fabriquer un enfant pour demain avec une confiance en soi, développer son humanité. Il faut investir dans l'éducation.

J'aurais aimé que cette réforme se mette en place le plus rapidement possible, mais je comprends vos contraintes. Je sais que vous irez plus loin.

**Hélène MANDROUX :** Je vous remercie. La jeunesse commence très tôt. Nous avons la responsabilité de ce tronc commun de départ concernant les maternelles et primaires. Si un enfant rate ce tronc commun de départ, la suite sera un échec. Quand on parie sur une réussite éducative de qualité, on parie sur la réussite de ces enfants qui demain seront des adultes qui auront pu avoir entre leurs mains tous les atouts de leur réussite. Il

faudra regarder sur le long terme l'évolution de ce que nous préparons aujourd'hui.

**Serge FLEURENCE :** Le report de la réforme n'est pas du tout un problème de moyens. Effectivement, tout le monde n'est pas d'accord avec cette réforme. Il nous faut donc du temps pour la réussir. Il ne faut pas oublier notre personnel. Tous les syndicats nous ont demandé de reporter la réforme, car il faut qu'on travaille avec eux. Quelles conséquences cela va-t-il donner pour le personnel ? Nous ne voulons pas nous retrouver avec un conflit long et difficile. Donc, nous prenons le temps d'étudier toutes les répercussions pour notre personnel. Ensuite, nous proposerons des modifications avec l'accord des syndicats. Quand nous serons arrivés à cela et aurons évalué les moyens, nous donnerons ces moyens, car nous voulons réussir cette réforme.

**Jean-Louis GELY :** Les débats comme celui-ci sont nécessairement convenus. Je parlais la dernière fois du noir et du blanc, nous en avons eu un exemplaire. Cela dit certaines critiques qui m'ont été adressées n'ont absolument pas tenu compte des propos que j'ai tenus. J'ai évoqué la question des moyens sans les dissimuler, mais en indiquant qu'ils n'étaient pas décisifs dans la décision que nous prenons. Nous avons fait une évaluation des moyens qui est dans une fourchette entre 1,5 et 2 M€. Mais comme vient de le dire excellemment Serge FLEURENCE, il faut faire une concertation et balayer la totalité des moyens. Bien sûr qu'il faudra des embauches, et il y en aura. Mais il faut déterminer la convergence et la consolidation de tous les contributeurs à ce dispositif. Cet ordre de grandeur des moyens est tout à fait comparable à ce qu'ont annoncé toutes les communes de même taille que Montpellier, quelle que soit leur majorité politique.

Je suis confiant, car quel que soit le résultat des urnes en 2014, la réforme devra se mettre en place. Le décret est établi. La meilleure façon de pérenniser cette réforme est de faire en sorte que toutes les collectivités soient en mesure de la développer de la façon la plus sereine et positive possible.

Pour répondre à M. VIGUIE sur les moyens liés à la rentrée 2013, je ne les ai pas perdus de vue. Il y a bien sûr des problèmes d'effectif dans certaines écoles. J'ai porté ces questions auprès de Mme le Maire et à d'autres adjoints. Nous sommes en train de réfléchir très concrètement de façon globale sur l'ensemble du territoire par rapport à des études de prospective démographique. Nous établissons les nécessités en termes de réaménagement et de constructions nouvelles. J'ai indiqué qu'il faudrait un nouveau groupe scolaire sur le quartier du nouveau Saint-Roch. Il y aura ce nouveau groupe scolaire. S'agissant de Celleneuve, nous avons mis en place un dispositif nouveau qui tient compte de la problématique contingentée d'un bâtiment qu'on ne peut plus étendre et d'un développement de la démographie scolaire important, en y ajoutant des constructions nouvelles. Rassurez-vous, cette situation n'est pas en jachère. Nous y réfléchissons de façon très concrète.

Je ne suis pas d'accord du tout avec la fermeture d'un poste à Auguste Comte. Je l'ai écrit à l'inspecteur d'académie. J'ai rendu publique cette lettre et vais dès demain réécrire une lettre à l'inspecteur pour lui demander de reconsidérer cette décision.

**Hélène MANDROUX :** Je vous remercie pour ce débat. Je mets au vote cette affaire.

Pour : 47

Contre : 4

Abstentions: 5

Adopté à la majorité.

-----

*Mesdames BOYER, PRUNIER, BENOARGHA-JAFFIOL, MIRAOU, CLAVERIE (qui quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur MORALES) et Messieurs ARAGON et SUBRA (qui part définitivement et donne procuration à Madame BIGAS) sortent de la séance.*

-----

## **2- Rapport annuel 2012 de la Commission Communale pour l'Accessibilité des personnes handicapées.**

### **Magalie COUVERT :**

La loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes handicapées (moteur, sensoriel, mental, psychique) et à mobilité réduite.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 12 février 2015, la loi fixe plusieurs échéances en termes de mise en accessibilité : adoption d'un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et de l'Espace Public (PAVE), réalisation de diagnostics d'accessibilité pour les établissements Recevant du Public (ERP) de catégories 1 à 4 puis accessibilité des services de communication publique en ligne (Internet, téléphone...), des ERP et des transports.

La loi du 11 février 2005 a également prévu la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Pour la Ville de Montpellier, cette commission a été créée par délibération le 26 juillet 2010 et la première séance plénière a eu lieu le 15 septembre 2011. Selon l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rôle de la CCA est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Ladite commission est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile nommés par Madame le Maire. Y siègent 7 élus, 5 associations liées au handicap, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les usagers.

La CCA a comme mission d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentant les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

Le présent rapport, présenté au Conseil Municipal, constitue un premier état des lieux de l'accessibilité du territoire communal. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet d'identifier un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes handicapées dans la cité.

Ce rapport est, entre autres, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2012. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes handicapées.

Ce rapport a été validé en Commission Communale plénière le 22 février 2013. Après présentation au Conseil

Municipal, il sera transmis pour information à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

**Magalie COUVERT :** Une personne handicapée est un citoyen à part entière, et à ce titre la société doit lui permettre de participer à la vie de la cité. C'est à la société de s'adapter à la personne handicapée. La loi de 2005 a posé des principes fondamentaux, notamment l'accessibilité pour tous sans exclusion. Pour la première fois, cette loi considère de façon intégrée le cadre bâti, la voirie, les systèmes de transport et leur intermodalité. L'enjeu est d'éliminer tout obstacle dans le cheminement des personnes souffrant de déficiences. Cette accessibilité doit être concertée. Au niveau local, la commission communale d'accessibilité qui a été créée en septembre 2011 est venue formaliser cette instance de concertation. L'accessibilité doit s'entendre de manière générale. Cette mise en accessibilité de notre cité participe à une démarche de développement durable. C'est en ce sens que l'accessibilité a fait l'objet de propositions lors du Grenelle de l'environnement. Nous ne pouvons pas dissocier accessibilité et performance énergétique.

Après ce préambule, je voudrais signaler que la Ville de Montpellier a su développer un partenariat essentiel avec les associations qui oeuvrent dans le champ du handicap. La mise en place de la commission communale d'accessibilité a permis d'instaurer de véritables dialogues systématiques. Les associations ont trouvé des interlocuteurs à l'écoute. Nous avons compris que nous devons construire l'accessibilité ensemble, dans une démarche participative et durable. Ce rapport est extrêmement riche et représente un état des lieux à un instant T. Je voudrais remercier les services et les associations. Je ne ferai pas de présentation exhaustive, mais m'en tiendrai à quelques points importants que nous avons pu relever.

On estime aujourd'hui sur la ville de Montpellier, mais aussi nationalement, la population de personnes handicapées à un peu plus de 10%. A ces 10%, nous pouvons ajouter les personnes âgées vieillissantes, mais aussi les personnes qui ont du mal à circuler, comme les parents aux poussettes, mais aussi les personnes handicapées temporairement. Cela représente 30% de la population. Un gros travail de relevés d'informations sur l'espace public a été fait par les services. Ce diagnostic a conclu qu'un tiers de la voirie aujourd'hui est entièrement accessible. Les passages piétons sont globalement accessibles. Le travail reste important et se fait au quotidien. Nous pouvons aujourd'hui nous satisfaire de plusieurs choses sur la ville, notamment les feux tricolores. Ensuite, j'ai voulu vous montrer ce qu'il fallait faire en termes de places de parking. Il faut que ces places soient larges. Il faudra adapter un certain nombre de rues à ces nouvelles largeurs. Parallèlement, nous développons les transports publics. Grâce à l'arrivée du tramway en 2001, la ville a fait un grand bond en avant en termes d'accessibilité pour les personnes handicapées. Cela a permis d'ouvrir la ville à ces personnes qui avaient de gros soucis pour se déplacer. Des travaux sont faits sur les lignes de bus. Un travail de cartographie a été effectué sur les établissements relevant du public. Le diagnostic nous démontre que si nous voulons mettre en accessibilité l'ensemble des bâtiments, le coût est de 28 M€. Nous avons donc décidé de définir des priorités. Nous nous concentrerons d'abord sur les mairies de proximité et les maisons pour tous. Pour mettre en place ce travail, nous nous basons sur des bâtiments qui sont des pilotes en termes d'accessibilité. Dans tout ce diagnostic, nous avons remarqué que nous n'avons pas avancé sur le recensement des logements accessibles sur la ville. Nous nous sommes fixé pour 2013 de tenter d'aller plus loin et de travailler avec les bailleurs sociaux, mais aussi le parc privé. Enfin, nous avons recensé ce qui est fait au sein de la Ville en direction des handicapés. Des choses sont faites, notamment dans l'éducation, avec des soutiens dans des structures innovantes telles que des centres de loisirs mixtes. Nous travaillons activement à l'accessibilité des bureaux de vote. Nous respectons bien sûr les 6% d'emplois de personnes

handicapées. Nous sommes au-delà depuis plusieurs décennies. Nous avons bien sûr le soutien matériel et financier aux associations et avons divers partenariats dans les domaines culturels et sportifs.

**Hélène MANDROUX :** C'est la première fois qu'on fait un rapport sur une commission communale sur l'accessibilité des handicapés. Aujourd'hui, nous sommes dans une société où tout être différent, quelle que soit la raison de cette différence, fait peur. Il faut savoir respecter l'autre dans sa différence. Nous, élus, devons nous battre pour ces progrès sociaux, par rapport à cette peur. Aujourd'hui, les gens ont plus tendance à se refermer sur eux-mêmes plutôt qu'à ouvrir les portes. Je voulais remercier Mme COUVERT, ainsi que tous les partenaires et responsables associatifs, car il est très important de comprendre que demain, nous pouvons tous être des handicapés moteur. Le handicapé a le droit de vivre et d'être respecté dans son handicap.

Le Conseil prend acte.

-----  
Monsieur DUMONT entre en séance.

Madame BONIFACE-PASCAL sort de la séance.

Madame FARGIER (donne procuration à Madame BLANPIED) et Monsieur SUBRA quittent définitivement la séance.

-----  
**3- Emplois d'avenir**

**Serge FLEURENCE :**

Le gouvernement a affirmé comme objectif national la réduction du chômage, en particulier celui des jeunes qui sont plus frappés encore par la crise économique et les évolutions du travail que les autres catégories de la population.

Le territoire de la Ville de Montpellier reflète la réalité de ce constat.

Au regard de celui-ci et malgré un contexte budgétaire particulièrement contraint, la Ville souhaite manifester sa volonté de participer activement à la lutte contre le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes, en particulier issus des zones urbaines sensibles, la priorité devant dans ce cadre être donnée aux jeunes qui ne disposent pas de qualification, en leur permettant d'accéder à un premier emploi et d'acquérir des compétences.

Les emplois d'avenir, dans le cadre de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, offrent les outils adaptés et nécessaires à la réalisation de cet objectif visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le recrutement de 15 jeunes peu ou pas qualifiés afin de leur offrir un premier accès à l'emploi et de leur permettre d'acquérir des compétences.

Ces emplois seront proposés dans des domaines d'activités présentant un caractère d'utilité sociale ou ayant un fort potentiel de création d'emploi au sein des écoles de la Ville.

Les jeunes recrutés dans le cadre de ces emplois d'avenir bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement renforcés au sein des services de la collectivité afin d'assurer leur bonne intégration et l'acquisition des compétences visées.

Une attention particulière sera donnée à la définition, pour chaque emploi, du dispositif de formation destiné à participer à l'acquisition de ces compétences, dispositif dans lequel l'intervention du CNFPT sera prioritaire.

Enfin, afin de suivre et d'évaluer la réalisation du dispositif, la Ville propose l'instauration d'un comité de pilotage associant les différents acteurs de celui-ci.

Le projet de convention ci-joint entre la Ville et l'Etat précise l'ensemble de ces dispositions.

### **Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le recrutement de 15 jeunes peu ou pas qualifiés dans le cadre des emplois d'avenir ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention avec l'Etat précisant l'ensemble des dispositions relatives au recrutement de ces emplois d'avenir ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget 2013 de la Ville, chapitre 922.

**Serge FLEURENCE :** Mes chers collègues, vous n'ignorez pas les efforts que fait le gouvernement dans la lutte contre le chômage, plus particulièrement en direction de la jeunesse. Ces emplois d'avenir sont dirigés vers des gens de 16 à 25 ans, ne disposant pas d'autres qualifications qu'un CAP ou un BEP. Ces jeunes doivent être inscrits à la mission locale d'insertion. Cet organisme fera des propositions aux collectivités pour l'embauche de ces jeunes en emploi d'avenir. Ces jeunes auront un tuteur et bénéficieront d'un encadrement et d'une formation de façon à pouvoir intégrer la collectivité s'ils le souhaitent. Notre intention est la même que celle que nous avons au moment des emplois jeunes. C'est désespérant pour ces jeunes formés, quand on leur dit, à l'issue de la période, qu'il n'y a pas de place pour eux. Nous avons recruté des emplois jeunes en fonction des prévisions de postes à pourvoir dans la collectivité. C'est la raison pour laquelle nous proposons d'acter le recrutement de 15 jeunes en emplois d'avenir, car cela correspond à nos besoins à court terme.

**Hélène MANDROUX :** Vous avez réfléchi à la pérennité des emplois que vous nous proposez. Au niveau du CCAS, il y en a 7, ce qui fait 22. Je reconnais que cela me paraît peu. Je voulais vous le dire. Il faut aller au-delà. Car d'abord, il y a une aide pour trois ans. Il faudrait faire un effort, d'autant plus que nous ne savons absolument pas si ces 15 jeunes vont aller jusqu'au bout. Je vous demanderai de recruter un nombre plus conséquent. D'autres secteurs que l'éducation ont des besoins supplémentaires.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** C'est le premier texte que nous avons eu le plaisir de voter dès le mois de juillet à l'Assemblée nationale en session extraordinaire. La volonté de la gauche au gouvernement a été de ne pas créer des emplois aidés fourre-tout et de bien cibler le public à qui ces emplois s'adressent. Même si l'emploi n'est pas pérennisé, cela habitue les jeunes au monde du travail et leur donne le goût d'aller plus loin. Ensuite, l'idée a été aussi de garantir l'accès à la formation, et d'avoir un tutorat. Ce sont aussi obligatoirement des CDI, car c'est sur une longue période que le jeune peut se structurer et avoir le temps d'engager une formation. Tout cela a été cadré, et même si cela ne débouche pas sur des emplois pérennes dans la structure accueillante, il est important de le faire. Nous avons aussi ciblé des quartiers, et je dois dire que la droite était vent debout contre la proposition faite. Nous nous sommes battus pour que ces inégalités de territoire soient reconnues, car certains quartiers connaissent 40 à 50% de chômage chez les jeunes. Ce projet est ambitieux et accompagné d'un objectif chiffré, 250 000 emplois d'avenir. Il suffit de faire une règle de 3 pour voir que pour tenir les objectifs, il faudrait qu'il y ait à Montpellier 700 emplois d'avenir. Cela concerne aussi le

secteur associatif et les autres collectivités. Si une Ville comme Montpellier, de la même couleur politique que la majorité, se contente de 15 emplois d'avenir, je crois que nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux. La Ville devrait s'engager sur au moins 150 emplois d'avenir.

**Francis VIGUIE :** La question de fond est celle du chômage. Pour nous, la question majeure est de savoir si l'on fait ou non de l'austérité. A partir du moment où l'on fait le choix d'une politique d'austérité, dont on a pu voir les effets partout en Europe, cela pose des problèmes majeurs, et le chômage ne peut qu'augmenter. Le PS a tous les pouvoirs dans ce pays. La question de fond est une question de volonté politique. Depuis de nombreuses années il existe des emplois aidés, mais le bilan est que cela ne marche pas. Cela permet à un moment donné de compenser, mais cela ne marche pas sur le fond. Aujourd'hui, dans une situation de crise économique imposée par la finance, comment répond-on à cela en faisant des choix politiques qui vont contre la finance et le patronat ? Il y aurait par exemple une première mesure à prendre, qui est l'interdiction des licenciements boursiers. On peut faire des propositions en termes de développement des services publics. On peut avoir une bataille de fond contre la finance et la dominer pour avoir moins de licenciements. C'est une bataille globale. Les emplois aidés aujourd'hui sont trop souvent, et je le regrette, une aubaine pour le patronat. Nous ne sommes pas pour cette politique et ne l'aurions pas votée. Sur l'échelle de Montpellier et sur ce que vous nous proposez là, nous continuons à dire que ce n'est pas la solution. Il faut prendre le taureau par les cornes, et non pas essayer de replâtrer des choses qui ne marcheront pas. Nous ne voulons pas que notre vote soit assimilé au fait que nous ne souhaitons pas que ces 15 jeunes travaillent. 15 emplois sur 4 000, cela fait 0,3%, c'est ridicule et triste. Nous ne prendrons pas part au vote.

**Jacques DOMERGUE :** Nous voterons la création de ces 15 emplois, même si je suis convaincu que ce n'est malheureusement qu'un épiphénomène dans l'avenir de ces jeunes dans des quartiers confrontés à des taux de chômage à 50%. J'aurai quelques chiffres. 1 500 pertes d'emploi par jour depuis que le gouvernement Hollande est aux affaires. 250 000 emplois perdus en 7 mois. L'annonce de demain va nous permettre de battre le record de chômage en France de tout temps. Les emplois jeunes sont des pis-aller qui ne créeront pas réellement d'emplois. Avant de créer l'emploi, il faut savoir ce qu'on va faire faire à ces jeunes. On retrouve le problème génétique entre la droite et la gauche dans la façon d'analyser la notion d'emploi. L'emploi, ce n'est pas le politique qui le décrète, mais l'activité. Quand un chef d'entreprise a de l'activité, il peut donner du travail à ses salariés. Vouloir créer de l'emploi occupationnel ne va pas régler le problème de la France, qui est aujourd'hui dans une spirale négative qui nous entraîne on ne sait pas où. Aujourd'hui, la situation est tellement dramatique qu'il faut effectivement prendre le taureau par les cornes, mais pas comme on s'y prend aujourd'hui. Le problème de l'Etat est de donner les conditions à l'entrepreneur pour se développer. Ce n'est pas l'emploi public qui va redresser la France. Assommer l'entreprise avec une fiscalité confiscatoire, c'est vouer le pays à l'échec. Il faut faire en sorte que les gens aient envie d'entreprendre. Les emplois d'avenir ne résoudront rien. Quand vous allez à La Paillade en disant que vous allez créer 15 emplois, ils vont vous rire au nez. Et ne vous étonnez pas si la prochaine fois vous êtes aussi mal accueillie, Madame le Maire.

**Michel PASSET :** Depuis plusieurs années, nous avons des dispositifs qui se succèdent pour quelque chose qui devrait être normal. Quand on a fini sa scolarité, quelle qu'elle soit, on devrait trouver du travail. C'est loin d'être le cas. Il y a un choix à faire : croissance et développement social, ou austérité. Quand on choisit l'austérité, on ne règle pas le problème du chômage de la jeunesse. C'est ce qu'on vit en Europe et en France. C'est le chasseur qui coupe les deux pattes avant de son chien et lui demande de courir plus vite. C'est difficile.

Monsieur ROUMEGAS, vous m'avez scié. Qu'y a-t-il aujourd'hui pour les collectivités ? Réduction des dotations de l'Etat, accroissement des charges, avec l'acte 3 de la décentralisation taillée dans le vif. Partout, on réduit les effectifs, et vous nous proposez d'embaucher ces 100 jeunes ! Il s'agit d'un double langage.

Le groupe communiste votera ces 15 emplois malgré ce que je viens de dire. Cela ne résoudra aucun problème, mais créer un emploi est toujours bien pour celui qui l'attend. Nous mettons deux conditions. La première est qu'il doit s'agir de 15 emplois en plus, et non en remplacement. La seconde est qu'il faudra en embaucher 15 au bout des 3 ans, et ne pas faire comme pour les emplois jeunes.

**Stéphanie BLANPIED :** La ligne du Président est claire. Pour lutter contre la finance, il faut retrouver notre souveraineté budgétaire. Toutes les décisions se lisent à la lumière de cet objectif. Et oui, je suis désolée, Michel, mais les collectivités ont des efforts à faire. Elles n'ont pas fait les mêmes efforts qu'un certain nombre de fonctionnaires d'État depuis quelques années.

Monsieur DOMERGUE, la politique d'emploi est une politique globale. Il ne vous a pas échappé qu'au-delà du fait qu'on aide à la création d'emploi, certes avec des emplois aidés qui sont là aussi pour donner de l'espoir, nous avons également signé un pacte de compétitivité qui donne des crédits d'impôts aux entreprises. On ne les empêche pas d'entreprendre, bien au contraire. En revanche, nous les empêchons d'investir pour leurs actionnaires, et non de réinvestir dans leurs exploitations. C'est le sens du rétablissement du niveau d'imposition du capital au même niveau que le travail. Le second débat est la modulation de l'impôt sur la société qui sera plus bas pour les entreprises qui ne réinvestissent pas dans leurs sociétés. Cela viendra rapidement sur la table de nos députés.

**Philippe THINES :** Je suis assez d'accord avec le fait de créer des emplois pérennes. Je vais souvent à la Mosson et discute avec des associations. Je peux vous dire que la grande majorité des représentants de la Mosson ne rejette pas Mme le Maire. Ce n'est pas parce qu'il y a eu 30 jeunes qui sont venus crier leur désespoir. Je me félicite que Mme le Maire veuille aller au-delà de 15 emplois, et qu'on dise que ces emplois soient pérennes. Ce n'est pas de la compétence de la mairie de créer des emplois. Ce n'est pas non plus à elle de gérer les zones franches. Cela me fait rire car il n'y a pas longtemps, on reprochait le fait qu'il y ait trop d'employés municipaux et d'embauches. Ce projet est important pour ce type de public sans diplôme, depuis longtemps abandonné par les entreprises.

**Patrick VIGNAL :** Le problème de l'emploi et du chômage est vraiment très compliqué. Monsieur DOMERGUE, il est temps qu'il y ait un vrai front républicain pour sortir de ces ornières. J'entends depuis longtemps cette demande sociale de nos enfants. Ce chômage déshonore la République. Effectivement, François HOLLANDE a dit le 6 mai vouloir se battre contre la finance. La première mesure serait d'interdire le licenciement boursier. Il n'est pas possible que Sanofi fasse des bénéfices et qu'ils mettent dehors leurs collaborateurs. Nicolas SARKOZY a laissé la France aux nantis et à la finance, sauf une, BETTENCOURT, à qui il a fait les poches. J'espère qu'il le paiera un jour.

On se retrouve avec des caisses vides. Que fait-on pour l'entreprise ? Le gouvernement veut donner 20 M€ aux entreprises pour redémarrer. La gauche a envie aussi de créer de l'entreprise, mais pas à n'importe quel prix. C'est l'économie qui est au service de l'Homme, et non le contraire. Voilà la différence fondamentale qu'on a entre la gauche et la droite. Je partage l'avis de M. VIGUIÉ, s'il y a trop d'austérité, je ne suis pas sûr que cela relance. Nous sommes dans une situation compliquée. La Ville ne doit pas forcément créer de l'emploi, mais doit créer les conditions pour faire de l'emploi. Cela doit être une priorité. Cependant, je pense que la Ville de Montpellier doit pouvoir faire mieux que 15 emplois. Ce dispositif est un bon dispositif.

**Max LEVITA :** La politique, c'est ici et maintenant. Ici, nous ne sommes pas à l'Assemblée nationale. Il ne nous appartient pas de discuter la politique du gouvernement. J'aimerais attirer votre attention sur un certain nombre de points assez préoccupants. Le premier point est que le gouvernement, que je soutiens, a engagé une politique de réduction des dotations aux différentes collectivités locales. Je ne discute pas le bien-fondé de cette décision. Mais pour l'instant, personne ne sait comment cet effort va être réparti entre les différents niveaux : Régions, Départements, intercommunalités et communes. Une bataille gigantesque a lieu pour



établir les règles. Le Premier ministre a d'ailleurs établi six groupes de travail sur le sujet. Ensuite, l'acte 3 de la décentralisation prévoit de nombreux transferts de compétence, mais est muet sur les aspects financiers de ces transferts. Par exemple, les Régions revendiquent de nouveaux transferts, et donc légitimement des transferts financiers. D'où deux questions. Ces transferts seront-ils réalisés avec la création de nouveaux impôts ? C'est peu vraisemblable. Ces transferts seront-ils réalisés avec des ponctions sur les impôts des autres collectivités ? On ne le sait pas, mais devons toujours craindre le pire. Enfin, troisième remarque, le gouvernement prévoit de nouveaux transferts de charges, comme par exemple la réforme des rythmes scolaires. Il s'agit d'une nécessité absolue, mais qui aura un coût. Ces quelques remarques, mes chers collègues, sont donc pour vous inciter à la plus grande prudence possible.

**Hélène MANDROUX :** Merci de nous faire comprendre toutes les difficultés présentes. La crise économique est tout à fait là.

**Christiane FOURTEAU :** Cette délibération représente 15 emplois. Aujourd'hui, les jeunes sont désespérés. A la mission locale des jeunes de l'Agglomération de Montpellier en 2012, ce sont 4 000 premiers accueils que nous avons reçus et 10 000 jeunes qui sont suivis, qui n'ont pas trouvé d'emploi au cours de l'année. Certains voudraient que la Ville en prenne un très grand nombre. Je pense qu'il ne faut pas faire de démagogie. Nous sommes tenus de leur apporter une formation et de les accompagner avec un tuteur. Il faut avoir la capacité d'avoir suffisamment de personnes pour encadrer ces jeunes. Dans les quartiers sensibles, ces jeunes ont beaucoup de difficultés à entrer dans la vie professionnelle, même quand ils ont des diplômes. Aujourd'hui, même en ajoutant d'éventuels autres emplois créés par les autres collectivités et le monde associatif, nous sommes encore loin des chiffres alloués. Des efforts restent à faire, même si j'ai entendu ce qu'a dit Max LEVITA. Merci de voter pour cette délibération, qui pour les jeunes de Montpellier est peut-être un moment d'espoir. Ces jeunes vont sortir de ces emplois avec un CV enrichi et une formation. J'espère que les collectivités auront l'occasion de pérenniser ces emplois.

**Fanny DOMBRE-COSTE :** Les emplois d'avenir ne sont pas la seule réponse au problème du chômage, mais une mesure d'urgence pour répondre à un problème grave dans notre pays qui est que 150 000 jeunes sortent chaque année de l'école sans aucune formation. Il faut trouver des réponses. En voici une. Il y en a d'autres. Nous travaillons notamment sur la refondation de l'école. Il y a d'un côté les mesures d'urgence, et de l'autre côté les mesures structurelles. Monsieur DOMERGUE, la situation dans laquelle nous sommes n'est pas uniquement liée à la crise. C'est aussi le résultat d'une désindustrialisation de notre pays depuis dix ans, de choix et de non-choix, de décisions qui n'ont pas été prises pour soutenir les filières d'avenir, l'innovation et la recherche alors que c'est là que se joue la qualité de nos produits à l'exportation et celle de nos entreprises. C'est un chantier sur lequel vous avez échoué. Il est important de dire la vérité. Ces emplois d'avenir sont une réponse qui va apporter enfin un peu d'espoir pour se redessiner un avenir.

**Serge FLEURENCE :** Chers collègues, il est bien évident que nous n'allons pas en rester là. Le Conseil municipal de ce soir ne se prononce ce soir que pour une première vague d'emplois avenir. Nous vous en proposerons davantage lors de prochaines séances, mais je ne peux pas vous dire le nombre. Je répète que ce que nous voulons, ce sont des emplois pérennes, pour des jeunes que nous allons former et conserver s'ils le souhaitent. Je vais demander aux services de calculer le nombre d'emplois jeunes dont nous avons besoin pour renforcer nos différents services afin d'offrir une qualité du service public. Cela se passera en fonction de nos besoins et de nos objectifs principaux de formation.

Pour : 54

Contre : /

Ne prennent pas part au vote: 2

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame BONIFACE-PASCAL revient en séance.  
-----

#### **4- Convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics**

##### **Ville de Montpellier - Fédération du Bâtiment de l'Hérault**

**Max LEVITA :**

Avec un peu plus de 1 500 000 actifs et 129 milliards de travaux annuels, le secteur du bâtiment représente à peu près la moitié de l'industrie française. Il s'agit donc d'une composante essentielle du tissu économique.

Les collectivités locales, quant à elles, au premier rang desquelles les communes, sont le premier investisseur public (plus de 70 % de l'investissement public).

Montpellier tient sa place dans ce contexte. Huitième ville de France, capitale régionale du Languedoc Roussillon, elle est l'un des principaux donneurs d'ordre locaux dans le domaine du bâtiment et des travaux publics tant de manière directe qu'au travers des opérations d'aménagement urbain qu'elle a mis en place depuis plus de 30 ans et pour lesquelles elle est aujourd'hui unanimement reconnue.

La crise économique affecte durement le bâtiment et les travaux publics qui donnent des signes de ralentissement d'activité assez significatifs. La commune de Montpellier est parfaitement consciente du rôle majeur que jouent les entreprises de bâtiment dans le tissu économique et de la nécessité d'utiliser la commande publique dans l'intérêt du maintien de celui-ci. C'est dans cet esprit qu'elle maintient, année après année, un haut niveau d'investissement comme son dernier budget vient encore de le démontrer.

Dans ce contexte, il apparaît donc absolument nécessaire de permettre un accès le plus facilité possible des entreprises à la commande publique.

Pour ce faire, la Fédération Française du Bâtiment, représentée par son antenne départementale, et les services de la Ville ont travaillé de concert à l'élaboration d'un projet de convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics.

Il s'agit de définir des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de marché mises en œuvre par la commune.

Ce projet de convention, annexé à la présente délibération, traite de nombreux points allant de la définition des besoins, à la procédure de passation et jusqu'aux modalités d'exécution des marchés de travaux. Ainsi, dans le cadre général défini par le code des marchés publics et les grands principes de liberté d'accès, de transparence et d'égalité de traitement :

- Il prévoit un effort de recours aux « petits lots » permettant un accès plus facile des petites entreprises aux marchés,
- Il prévoit également un cadre plus souple sur les modalités de reconduction des marchés permettant aux entreprises de pouvoir s'adapter plus facilement au contexte économique,

- Il précise en outre un certain nombre de points relatifs à la simplification et à l'accès aux procédures.

Toutes les dispositions de la convention ont vocation à s'appliquer aux procédures formalisées mais aussi aux procédures adaptées lancées par la Ville en matière de travaux. Elle intégrera donc le corpus de règles appliqué quotidiennement par les services de la Ville en matière de marchés publics.

**En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver la convention annexée à la présente,
- D'autoriser madame le Maire ou son adjoint délégué à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**Max LEVITA :** La crise économique actuelle affecte gravement le bâtiment et les travaux publics. La Ville de Montpellier est parfaitement consciente du rôle majeur que jouent les entreprises de bâtiment dans le tissu économique et de la nécessité d'utiliser la commande publique dans l'intérêt du maintien de celui-ci. C'est dans cet esprit que nous avons maintenu, année après année, un haut niveau d'investissement, comme son dernier budget vient encore de le démontrer. Dans ce contexte, il apparaît donc absolument nécessaire de permettre un accès le plus facilité possible des entreprises à la commande publique. Dans cette convention, il s'agit d'établir des règles de bonne pratique tendant à simplifier, à harmoniser et à simplifier les procédures de mise en marché par la Ville de Montpellier. Cette démarche a été élargie aux différents satellites de la Ville. Nos collègues députés se sont emparés du combat au niveau national pour engager la lutte contre la concurrence déloyale. Nous pourrions aller plus loin si les députés nous votent un code des marchés publics plus adapté à la situation actuelle, nous permettant d'engager la lutte contre la concurrence déloyale. Nous pouvons par exemple nous donner les moyens de suivre les sous-traitances.

**Hélène MANDROUX :** Il apparaît important aujourd'hui que nous puissions avoir des lots moins importants pour pouvoir faire travailler des petites entreprises à la recherche de travail.

**Mustapha MAJDOUL :** On ne peut que se féliciter de la signature de cette convention. Espérons qu'elle permettra d'ouvrir un peu plus les marchés publics à nos PME et artisans. Mais pourquoi ne pas recourir systématiquement au morcellement de la commande publique ? Sans quoi, ce seront toujours les mêmes grands groupes qui vont répondre, comme à chaque fois. En attendant que la loi vienne interdire les sous-traitances abusives, on peut dans l'octroi de nos commandes publiques s'assurer que l'entreprise qui exécute le marché ne peut l'exécuter à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. Il faut s'assurer que la marge de l'entreprise ne peut dépasser un certain pourcentage.

**Michaël DELAFOSSE :** Cette convention est très importante. Derrière chaque logement qui se construit à Montpellier, il y a deux emplois à l'année. La loi doit être changée. Si l'entreprise ne possède pas, par exemple, de soudeur, elle peut faire appel à un ouvrier d'un autre pays de l'Union européenne, mais qui est payé avec les prestations sociales du pays d'origine. Il y a donc concurrence déloyale. Cet argument d'avoir recours à des salariés d'autres pays car cette expérience n'existe pas sur le plan national est de plus en plus dévoyé. On se retrouve aujourd'hui dans le BTP avec des filières de quasi-esclavagisme. On fait venir des travailleurs d'autres pays dans des conditions indignes et payés moins cher. Cela fragilise aussi l'effort de formation des jeunes. La Fédération Française du Bâtiment a donc raison de pointer ce problème. La question est la qualité de l'emploi sur le territoire. Si nous avons unanimité ce soir, cela sera un bon signal en direction des entreprises vertueuses et de celles malicieuses.

**Philippe THINES :** Voilà concrètement une décision de lutte contre le chômage que la Ville peut faire. C'était une demande récurrente des artisans. Aujourd'hui la Ville y répond. Ici vous êtes vraiment à l'écoute des artisans et des jeunes qui réclament du travail. Le fait de faire des petits lots est une vraie réponse concrète dans les compétences de la Ville. Bravo !

**Michel PASSET :** Je voterai cette délibération, mais je crains fort que quelques articles ne soient que des vœux pieux. Je m'excuse, mais il y a une loi européenne. La libre concurrence est ce qu'elle est en Europe, hélas. Une entreprise a le droit de déclarer ses salariés aux conditions sociales et de salaire du pays d'origine. Vous avez voté les traités européens, maintenant il faut les appliquer. J'ai beaucoup d'espoir, mais je crains que cela ne tienne pas la route sur cette question.

**Jacques DOMERGUE :** Nous voterons cette délibération. Quand vous allez dans les grandes surfaces en périphérie de Montpellier, on parle partout espagnol. Le droit européen fait que les entreprises espagnoles peuvent soumissionner. Lors du débat organisé par la CCI, l'économiste qui intervenait avait bien dit que vous aviez tort de vous concentrer sur la création d'emploi sur les grosses infrastructures, car il ne s'agit pas d'emplois pérennes avec des entreprises venant de l'extérieur et sous-traitant. Il faut faire attention à cela. Ce ne sont pas les Montpelliérains qui travaillent aujourd'hui.

**Hélène MANDROUX :** Effectivement, ce ne sont pas les gros travaux qui débouchent sur des emplois pérennes. Voilà pourquoi les petits lots sont importants dans cette convention, qui vont permettre aux entreprises locales d'avoir des marchés.

**Louis POUGET :** ACM est tout à fait prête à signer cette convention. Nous avons eu des contacts avec la Fédération du bâtiment. Un paragraphe pose des problèmes techniques, que nous sommes en train de résoudre. Ensuite, il y a aussi la Chambre des Métiers. Les programmes de réhabilitation représentent 3 000 logements pour 45 M€ d'investissement. Nous lançons les appels d'offres cage d'escalier par cage d'escalier, corps de métier par corps de métier, de manière à ce que les artisans locaux puissent répondre. Nous avons signé avec la Chambre des Métiers une convention où nous nous engageons à payer les artisans 15 jours à réception de la facture. Nous avons besoin de cette main d'œuvre locale par rapport à un service nécessaire, et ils peuvent compter sur nous pour avoir leurs règlements rapidement. Voilà dans quel esprit nous travaillons à ACM.

**Max LEVITA :** M. DOMERGUE, j'appartiens à deux commissions d'appels d'offres, celle de la SERM et celle de la Ville. A aucun de ces deux endroits, nous n'utilisons le moins-disant. Dans tous les dossiers présentés, il y a une partie technique qui compte pour 60%, et le prix pour 40%. Le prix n'est pas fondamental dans la décision en ce qui nous concerne.

Pour : 57

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame LE VAN et Madame BLANPIED (avec procuration) sortent de la séance.  
-----

## 5- Bourse Initiatives Jeunes 2013

## Participation de la Ville

### Michel PASSET :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de **mars**, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **8 550 €**, et de la répartir de la manière suivante :

### **Simon Bleuzé, étudiant en L3 cinéma**

Production culturelle

*Entre les clous*

Réaliser un court métrage comique avec sur le thème des passages piétons afin de remettre en cause l'information télévisuelle telle qu'elle est conçue.

Expositions de photos à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la maison pour tous Albertine SARRAZIN.

**Montant accordé : 800 €**

### **Emilie Marhuenda, étudiante en biologie**

Production culturelle

*Clip vidéo EUTHERIA*

Réaliser deux clips vidéo autour de l'album du groupe de musique montpelliérain «GRAVITY».

Diffusion et concert à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant accordé: 500 €**

### **Sarah Cazanova, étudiante en arts du spectacle**

Production culturelle

*Ac-corps perdus*

Mettre en scène un spectacle d'inspiration japonaise et française alliant drame et drôlerie autour du thème de l'amour, de ses désillusions et incompréhensions.

Mise en scène en mai au Trioletto, Montpellier.

**Montant accordé: 250 €**

### **Timothé Renard, étudiant en musique**

Production culturelle

*Ouâka*

Enregistrer un album musical autour d'un spectacle fédérant plusieurs genres musicaux.

Concerts acoustiques à l'Espace Montpellier Jeunesse en juin 2013 puis dans les maisons pour tous Léo Lagrange et Rosa Lee Parks.

**Montant accordé: 1 500 €**

**Julien Prevost, étudiant en cinéma**

Production culturelle

*American fast food*

Réaliser un court métrage utilisant les codes cinématographiques de films de gangsters américains afin d'obtenir une comédie.

Diffusion à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant accordé: 800 €**

**Gontran Kinguele, animateur**

Production culturelle

*Ceci n'est pas une web série !*

Réaliser une série de huit épisodes mettant en scène la vie de 7 jeunes montpelliérains filmés au cours de leurs tribulations dans la ville de Montpellier.

Diffusion sur le web.

**Montant accordé: 800 €**

**Safâa Najim, lycéenne**

Vivre ensemble à Montpellier

*Les milles et une nuits*

Réunir les habitants autour d'un moment festif et les investir dans la vie du quartier des Hauts de Massane en organisant un défilé de robes orientales de sa création.

Soirée à la maison pour tous Georges Brassens.

**Montant accordé: 500 €**

**Johanna Verheyen, étudiante en L3 histoire**

Production culturelle

*Le Vietnam: entre tradition et transition*

Se rendre au Vietnam afin de réaliser un reportage photo et audiovisuel sur les modifications des traditions engendrées par la modernisation dans un pays où les traditions sont fortes.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant accordé: 600 €**

**Laurent Quentier, étudiant en théâtre**

Production culturelle

*Chicago*

Réaliser une pièce de théâtre à partir de la comédie musicale et du film.

Mise en scène au théâtre La Vignette en mai 2013.

**Montant accordé: 800 €**

**Léo Pacquelet, étudiant aux beaux-arts**

Production culturelle

*Récréation*

Réaliser un court métrage sur l'amitié à travers l'histoire d'un demandeur d'emploi confronté à un choix qui met en péril une amitié de longue date.

Diffusion aux Rencontres du court en septembre à Montpellier.

**Montant accordé:800 €**

**Clémence Bigaud, étudiante au conservatoire**

Production culturelle

*Le langue-à-langue des chiens de roche*

Mettre en scène une pièce de théâtre qui traite des identités, de liberté et de culture.

Mise en scène au théâtre La Vignette en mai 2013.

**Montant accordé:800 €**

**Audrey Hoyuelos, étudiante en master théâtre**

Production culturelle

*Soirée théâtrale à l'université Paul Valéry*

Le petit prince et Les bâtisseurs d'Empire

Création d'un festival universitaire de théâtre sur le thème de la problématique de la place des jeunes dans notre société.

Représentation gratuite à la salle Jean Moulin.

**Montant accordé:400 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **8 550 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Michel PASSET :** J'attire votre attention sur le fait que vous avez à votre place un livre réalisé sous l'impulsion du Conseil montpelliérain de la Jeunesse. Il s'agit d'une bouffée d'air pour des jeunes de La Mosson. Valoriser leur travail est très important, car c'est leur donner confiance.

Pour : 54

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

.

## **6- Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013**

**Michel PASSET:**

Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être acteurs de leur Ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains.

Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité et dans la vie sociale.  
Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation. Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement d'attribution joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse la somme **11 700 euros** et de la répartir de la manière suivante:

#### **Association France Palestine Solidarité 34**

Association montpelliéraine créée en 1991.

Titre du projet: Echanges sportifs, participation au tournoi international Saint-Martin- Gazelec

Quartiers: Saint Martin

Objectif:

L'association développe la solidarité avec le peuple palestinien. Elle souhaite proposer aux jeunes footballeurs de Bil'in en Cisjordanie de participer à ce tournoi et d'échanger avec les Montpelliérains.

**Montant accordé: 1 500 €**

#### **Association Montpellier Petit Bard Futsal**

Association créée en juin 2007.

Titre du projet: Tournoi Futsal Mixte 2013

Quartier: Petit Bard

Afin de promouvoir le futsal, l'association projette d'organiser un tournoi mixte en avril au gymnase Marcel Cerdan.

**Montant accordé: 1 000 €**

#### **Association INTER AGROS MONTPELLIER 2013**

Association montpelliéraine créée en octobre 2011.

Titre du projet: Les Inter Agros 2013

Quartiers: Hôpitaux-Facultés

Objectif :

Pour leur édition 2013, l'Inter Agro prévoit à Montpellier une rencontre nationale, sous forme d'évènement sportif et festif, qui réunira tous les ingénieurs agronomes.

**Montant accordé: 1 000 €**

#### **Association CBS2**

Association créée septembre 2001.

Titre du projet: 22<sup>ème</sup> colloque des thésards du CRBM (Centre de Recherche de Biochimie Macromoléculaire)

Quartier: Hôpitaux-Facultés

L'association de l'Ecole Doctorale Sciences Chimiques et Biologiques pour la Santé a pour objet de fédérer les étudiants de cette discipline au sein d'une plate forme d'échanges scientifiques. Cette année, à Montpellier, elle organise le 22<sup>ème</sup> colloque des thésards en biochimie sur les campus universitaires UM1 et UM2.

**Montant accordé: 800 €**



### **Association ENV AGROTECH**

Association créée 2007.

Titre du projet: Les innovations scientifiques

Quartier: Hôpitaux-Facultés

L'association promeut les sciences et les procédés agroalimentaires. En 2013, Env Agrotech envisage une sensibilisation grand public sur les innovations scientifiques en matière de santé et agroalimentaire.

**Montant accordé: 800 €**

### **Association ESSOR « Savoirs et partage »**

Association créée septembre 1995.

Titre du projet: Initiation musique

Quartier: Petit Bard-Pergola

Dans le cadre de l'accompagnement éducatif des enfants, adolescents et de leurs familles dans les quartiers ZUS du Petit Bard-Pergola, toute l'année, l'association proposera des stages d'initiation musicale afin de permettre aux jeunes d'exprimer leur singularité mais également de découvrir et reconnaître celle des autres.

**Montant accordé: 1 000 €**

### **Association CAPTA'CREATION**

Association créée en juillet 2010.

Titre du projet: Capta'Création

Quartier: Gély-Figuerolles

Objectif :

Spécialisée dans la création de spectacles dramatiques, chorégraphiques et musicaux participatifs pour les jeunes et avec les jeunes, l'association souhaite mettre en scène un spectacle vivant autour de la question des Droits de l'Homme.

**Montant accordé: 1 500 €**

### **Association MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE**

Association créée 1999.

Titre du projet: Génération votante

Quartier: Tous

L'association crée du lien social et lutte contre les discriminations. Elle organise une campagne de sensibilisation afin d'amener les jeunes des quartiers à voter.

**Montant accordé: 1 500 €**

### **Association MIXTURE**

Association créée en septembre 2010.

Titre du projet: Stages d'initiation DJ

Quartier: Pompignane

Objectif :

Chargée de l'encadrement d'activités pédagogiques autour de l'initiation au mixe et au scratch, l'association Mixture organise des ateliers pendant les vacances de Printemps pour les 12-18 ans à la Maison pour tous Albert Dubout.

**Montant accordé: 600 €**

### **Association ALTAZALO**

Association créée en septembre 2012.

Titre du projet: Altazalo prend la route

Quartier: Tous

Objectif :

Dans le cadre de ses actions de sensibilisation à l'environnement auprès des 12-16 ans, l'association va proposer des ateliers itinérants dans la ville de Montpellier et le département.

**Montant accordé: 1 000 €**

#### **Association STREET WAY**

Association montpelliéraine créée en novembre 2009

Titre du projet: Festival Battle Street Way

Quartier: Hopitaux Facultés

Objectif :

L'association Street Way, qui promeut le Hip Hop sous toutes ses formes artistiques, organise deux battles le premier en individuel en mai et le second en collectif courant octobre, à la Maison pour tous Rosa Lee Parks.

**Montant accordé: 1 000 €**

Code	Associations	FM	Montant
680	Association France Palestine Solidarité 34	M	1 500 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	M	1 000 €
	INTER AGROS MONTPELLIER 2013	M	1 000 €
	Association CBS2	M	800 €
5370	ENV'AGROTECH	M	800 €
3675	ESSOR « Savoirs et partage »	M	1 000 €
5356	CAPTA'CREATION	M	1 500 €
4488	Association Montpellier contre la violence	M	1 500 €
2252	Association MIXTURE	M	600 €
	Association ALTAZALO	M	1 000 €
5585	Association Street Way	M	1 000 €
<b><u>TOTAL GENERAL :</u></b>			<b><u>11 700 €</u></b>

**LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924**

#### **« En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **11 700 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Pour : 54

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----

Madame BECCARIA et Messieurs ABBOU (avec procuration) et PASSET (avec procuration) sortent de la séance.

-----

## **7- Convention de partenariat Ville de Montpellier - Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier**

### **Autorisation de signature**

**Marc DUFOUR :**

La Ville de Montpellier conduit depuis longtemps une politique active en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

Le territoire montpellierain se caractérise à la fois par une situation économique et sociale plus difficile que la moyenne nationale et par un très grand dynamisme : jeunesse, matière grise, attractivité, croissance démographique, nombre élevé de création d'entreprises.

Capitale régionale, Montpellier est le premier pôle d'activités économiques et le cœur culturel, universitaire et touristique du territoire. Elle concentre sur son territoire près des 2/3 des emplois de l'agglomération.

En 2012, la Ville de Montpellier accueillait 12 152 établissements inscrits au registre de la CCITM avec une grande majorité de TPE.

Dans le cadre de ses compétences générales, la Ville de Montpellier crée les conditions favorables pour l'implantation et le développement des activités économiques sur son territoire. Elle intervient au quotidien dans la vie des entreprises et de leurs salariés pour garantir un environnement de qualité (plan local de déplacement, travaux d'amélioration de la voirie, aménagement et propreté de l'espace public, gestion des parcs de stationnement en centre-ville, création de nouveaux quartiers alliant logements pour tous et commerces de proximité, rénovation urbaine des quartiers plus anciens, construction de crèches et de nouvelles écoles dans tous les quartiers afin de limiter les déplacements et faciliter la vie quotidienne des habitants...).

La Ville de Montpellier a souhaité, dans le cadre de ses compétences, coordonner ces différentes politiques publiques qui ont un impact direct ou indirect sur les acteurs économiques. Entre proximité et prospective, la Ville dispose de plusieurs leviers d'actions qui forment ensemble un cohérent et stratégique afin de soutenir l'activité économique : animation et promotion commerciale, organisation et gestion du commerce non sédentaire, partenariat avec les associations et chambres syndicales, soutien aux clubs d'entreprises, réflexion et mise en œuvre de stratégies d'aménagement au travers d'un urbanisme commercial maîtrisé...

Au travers du projet de la Cité des métiers, la Ville de Montpellier s'est également engagée de manière volontariste en faveur de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

La Ville de Montpellier et la CCITM partagent l'objectif de tirer le meilleur parti de ces atouts afin de favoriser le développement économique et commercial du territoire ainsi que la création d'emplois. Conscientes de l'intérêt de mettre en synergie leurs actions respectives au service de cette stratégie commune, elles ont décidé de systématiser et d'approfondir le partenariat qui les lie de longue date.

Partenaire des collectivités locales, la CCITM a pour mission essentielle la création des conditions favorables à l'implantation et à l'essor d'activités économiques créatrices d'emplois et facteurs d'attractivité du territoire.

Relais entre les entreprises et les collectivités locales, la CCITM joue aussi un rôle primordial de soutien, d'assistance technique et d'information auprès des dirigeants d'entreprises ou des porteurs de projets dans leur parcours de création.

La Ville de Montpellier et la CCITM souhaitent établir un partenariat durable et encore renforcé afin de favoriser notamment :

- la connaissance du tissu économique local par le biais d'études, d'observatoires, d'échanges de données...
- la réflexion sur l'aménagement, le développement du territoire et de son équipement
- la mise en place d'actions communes de dynamisation commerciale (animations, manifestations, promotions...)

Il est proposé de formaliser au travers d'une convention, d'une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse, le cadre du partenariat liant les parties signataires en précisant les différents axes d'actions et les moyens mis en œuvre pour les accomplir.

Pour l'année 2013, l'engagement financier de la Ville de Montpellier spécifiquement lié aux actions de la convention proposée s'élève à :

- participation à hauteur de 10% du montant de l'étude sur les comportements d'achats et les perspectives d'équipements commercial à l'échelle du territoire de la CCITM, avec un plafond fixé à 25 000€.
- participation à hauteur de 20 000€ à l'organisation des Assises du Territoire.

Les autres montants décrits dans la convention relèvent d'actions ou politiques de la Ville déjà engagées par ailleurs : versement de 20 000€ à la CCITM au titre du protocole Odysseum, Chèques parkings au titre de la convention spécifique à cette opération, organisation des manifestations commerciales et des Illuminations.

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

-d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer la convention de partenariat liant la Ville de Montpellier et la CCITM.

**Francis VIGUIE :** Il faudrait débattre d'un problème plus globalement. Quelle est la conception du commerce dans cette ville ? Pour nous, la logique est assez absurde. Vous avez développé vous-même une logique concurrentielle entre les territoires eux-mêmes à Montpellier. Vous aidez Odysseum, et du coup le Polygone veut un étage où s'élargir. Vous aidez les commerçants du centre-ville, qui veulent du coup des chèques parking gratuits. Que la Chambre de Commerce et d'Industrie fasse son travail, qu'elle vive moins des subventions publiques. Nous sommes pour des quartiers vivants, avec un commerce vivant, équilibré sur l'ensemble de Montpellier, et non pas une logique de subvenir. Il y a besoin d'une cohérence globale sur la ville. La conception du Jeu de Paume n'est pas claire. Cette logique d'une Municipalité intervenant, aidant à l'aide de subventions publiques des logiques concurrentielles sur la ville est quelque chose que nous ne pouvons pas soutenir.

**Marc DUFOUR :** C'est justement l'objet de cette convention que d'essayer de mettre une cohérence au niveau de l'ensemble du Grand Montpellier sur un schéma d'urbanisme commercial. La Ville participe au niveau de 10 % de cette étude, ce qui suppose que l'ensemble des partenaires s'implique pour que nous ayons une vision sur l'ensemble du territoire.

Les choix faits au niveau du Jeu de Paume ont été faits pour éviter justement ces problèmes de concurrence et pour tenter d'amener des enseignes qui n'existent pas au niveau du territoire. La Ville n'intervient uniquement qu'en tant qu'aménageur pour faciliter un certain nombre d'éléments et éviter une paupérisation du centre-ville de Montpellier au détriment de la périphérie.

Pour : 47

Contre : 2

Abstentions: /

Adopté à la majorité.

## **8- MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention**

**Marc DUFOUR :**

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du coeur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'oeuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14 000 € HT ).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

Mme Fabre Jalila, 'Jaly couture', 4, rue Cabanel	1137.50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>650 €</i>
<i>Part Etat ( FISAC )</i>	<i>487.50€</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 1137.50 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908 – Nature 20421),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **9- Concession kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation**

**Marc DUFOUR:**

Un avis d'appel à candidatures pour la concession du kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet à usage de restauration et vente à emporter a été lancé en janvier 2013 pour en désigner le futur exploitant. A la cloture de l'appel d'offre le 14 février 2013, trois dossiers de candidature ont été déposés : M Joël Gallon, M Ludovic Chopineaux, M Pierre Mignon Ourtaud, actuel concessionnaire de la Ville.

Les trois projets ont été analysés au regard des cinq critères suivants indiqués dans l'appel d'offres :

- Dossier personnel :
  - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
  - Motivation du candidat.
- Dossier commercial :
  - Ouverture du kiosque,
  - Gamme de produits et tarifs,
  - Cohérence du projet par rapport au lieu.
- Dossier financier :
  - Viabilité économique du projet
  - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de M. Chopineaux est la plus intéressante au vu des critères ci-dessus. M. Chopineaux a une forte expérience professionnelle dans le domaine de la restauration, étant gérant d'établissements similaires. Le dossier commercial proposé est très intéressant (gamme de produits adaptés, propositions de plats du jour régionaux, prix abordables). Le réaménagement

complet du lieu lié à un investissement important du candidat donne une plus-value au kiosque situé à un emplacement emblématique de la Ville. Le dossier financier présenté est solide.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 3 100 € mensuel avec intéressement de la Ville au chiffre d'affaires (1,5 % du chiffre d'affaires si celui-ci dépasse 600 000 €).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider l'attribution de la concession du kiosque alimentaire n°3 à M Ludovic Chopineaux,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur ABBOU (avec procuration de Monsieur Jacques MARTIN) revient en séance.  
Madame DOMBRE-COSTE sort de la séance.  
Messieurs DOMERGUE (avec procuration) et MELLA quittent définitivement la séance.  
-----

## **10- Convention d'étude entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon, portant sur la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments accueillant des enfants.**

**Jacques TOUCHON:**

Le 2<sup>ème</sup> Plan National Santé Environnement 2009-2013 a prévu, pour son action n°19, la réduction des expositions aux substances préoccupantes dans les bâtiments accueillant les enfants, ce qui implique l'identification des établissements recevant des populations dites sensibles implantés sur des sites potentiellement pollués du fait d'anciennes activités industrielles. Les établissements concernés sont les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et lycées, les établissements hébergeant des enfants handicapés, ainsi que les établissements de formation professionnelle des jeunes du secteur public ou privé. Les aires de jeux et espaces verts attenants sont également concernés.

Cette démarche est transcrite dans l'article 43 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, publiée au journal officiel du 5 août 2009. Elle est pilotée par le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM).

Une circulaire du 4 mai 2010 a défini une démarche de diagnostic des sols des établissements accueillant des populations sensibles construits sur d'anciens sites industriels. Il s'agit d'une démarche d'anticipation environnementale et non de prévention d'un risque avéré.

Pour la région Languedoc-Roussillon, 60 établissements ou groupes scolaires sont concernés par cette action dont 19 pour le département de l'Hérault. Le groupe scolaire situé boulevard des Arceaux à Montpellier fait partie des établissements visés par cette action. Il comprend les écoles maternelle Chaptal et élémentaire Jeanne d'Arc. Il regroupe environ 114 enfants de 3 à 6 ans et 125 enfants de 6 à 11 ans.

Le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a transmis les résultats du diagnostic de sol du groupe scolaire.

Les analyses confirment l'absence de risque pour les enfants, néanmoins, en application du principe de précaution, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer préconise :

- la réalisation d'une autre campagne d'analyse en période hivernale (salles de classe moins aérées, chauffage pouvant favoriser la remontée du perchloroéthylène plus lourd que l'air).
- la vérification de la qualité de l'air dans les locaux / habitations situés entre un ancien pressing (actuellement un salon de coiffure situé au 17 Boulevard des Arceaux) et le groupe scolaire des Arceaux.

S'agissant des écoles, le rectorat a informé le 15 octobre 2012 les directeurs des deux écoles des résultats du diagnostic et de la nécessité de faire une nouvelle campagne d'analyses en période hivernale.

A cet effet, une convention d'étude de la surveillance de la qualité de l'air intérieur doit être passée entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon.

Les objectifs seront de :

- Réaliser des mesures temporaires de Composés Organiques Volatils – COV- (dont le perchloroéthylène et le benzène) et de renouvellement d'air à l'intérieur du groupe scolaire des Arceaux et dans son environnement proche (bâtiments proches, air ambiant extérieur).
- Comparer les résultats obtenus avec :
  - ceux issus d'une campagne de mesure précédente,
  - les valeurs réglementaires en vigueur (benzène),
  - les teneurs habituellement rencontrées.

Le montant de la prestation s'élève à 4 700 € TTC.

Les modalités techniques et pratiques d'organisation des prélèvements seront réalisées en lien avec la Direction Travaux et Maintenance de l'Action Solidaire

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'adopter la convention d'étude de la surveillance de la qualité de l'air entre la ville de Montpellier et Air Languedoc Roussillon
- de retenir les modalités financières afférentes à cette convention.
- de prélever les crédits sur la ligne 1409, nature 6226, chapitre 9212.1.

**Jacques TOUCHON :** Cette convention vise à vérifier la qualité de l'air, en particulier dans les établissements qui accueillent des enfants et proches d'industries polluantes. Un premier contrôle a été fait,



qui s'est avéré tout à fait positif. Le but de cette convention est de faire un deuxième contrôle par but de prévention dans deux écoles du groupe des Arceaux, les écoles maternelle Chaptal et élémentaire Jeanne d'Arc.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **11- Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013- Prévention, environnement, santé, biodiversité, culture scientifique et technique, relations avec les universités.**

### **Jacques TOUCHON:**

Depuis de nombreuses années, la ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Pour l'exercice 2013, il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
928	6281	AEECL – Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	1 925 €
928	6281	AFVPZ – Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	23 €
928	6281	ANPZ – Association Nationale des Parcs Zoologiques	627 €
928	6281	CEPA – Conservatoire des Espèces et des Populations Animales	1 375 €
928	6281	EAZA – European Association of Zoos and Aquarias	2 027 €
928	6281	ISIS – International Species Informations Systems	1 817 €
928	6281	Ordre des vétérinaires	953 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 8 747 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 928;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relative à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur DUFOUR (avec procuration) sort de la séance.  
-----

## **12- Dénominations de voies et d'espaces publics**

**Philippe THINES :**

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

### **QUARTIER MONTPELLIER CENTRE**

- ANTIGONE

Un passage relie l'allée Henri II de MONTMORENCY au boulevard d'ANTIGONE au droit du Collège JOFFRE. Cette allée a été aménagée pour sécuriser notamment le passage des collégiens vers le centre-ville, les halles Jacques COEUR et la station de tramway Léon BLUM. **Nous proposons de la dénommer :**

**Allée Thomas SANKARA**

**(1949-1987)**

**Homme politique africain**

Thomas SANKARA est un homme politique anti-impérialiste, panafricaniste et tiers-mondiste burkinabé. Il est né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Il incarna et dirigea la révolution burkinabé du 4 août 1983 jusqu'à son assassinat. Il a notamment fait changer le nom de la Haute-Volta, issu de la colonisation, en un nom issu de la tradition africaine le Burkina Faso qui signifie « le pays des hommes intègres ». Son gouvernement entreprit des réformes majeures pour combattre la corruption et améliorer l'éducation, l'agriculture et le statut des femmes.

~

Le parvis de la Maison de la Poésie n'est pas dénommé. **Nous proposons de le dénommer :**

**Parvis Pierre TORREILLES**

## **1921-2005**

### **Poète et libraire**

Pierre TORREILLES, né le 21 mai 1921 à Aimargues, et décédé le 22 février 2005 à Montpellier, est un écrivain et poète français.

Il est le fondateur de la librairie Sauramps à Montpellier.

Après des études de lettres et de théologie, Pierre Torreilles participe, durant la Seconde Guerre mondiale, à la Résistance dans les maquis du Vercors et de la Haute-Loire. Il se lia d'amitié avec Guy Lévis Mano qui devint son éditeur.

En 1959, il était devenu libraire dans l'entreprise de son beau-père, M. Sauramps et en 1960 il ouvre, sous ce nom de Sauramps, une vaste librairie qui est devenue une des plus renommées de France.

Il publie de nombreux ouvrages, souvent des livres d'artistes avec ses amis peintres, Yves PICQUET ou Jacques CLAUZEL.

Pierre TORREILLES, internationalement connu pour son amour et sa défense du livre, a de toujours doublé sa vie publique d'une recherche poétique passionnée et exigeante.

De 1953, date de son premier recueil, "Solve et coagula" paru aux éditions G.L.M, à "Ressac", son dernier recueil publié aux éditions "Fata Morgana" avec le concours du peintre ENAN en février 2006, ses œuvres se sont succédées sans discontinuer, couronnées de nombreux prix (Prix de l'Académie Française ; Prix international de Nice ; Prix Max-Jacob).

## **QUARTIER PORT MARIANNE**

- **PORT MARIANNE - RICHTER**

Afin de poursuivre cette tradition des Folies et de l'architecture innovante, la Ville de Montpellier a décidé d'impulser la conception et la réalisation de 12 nouvelles « Folies » du XXI<sup>e</sup> siècle, témoins de la vitalité architecturale de Montpellier, accueillant des logements, des bureaux, des commerces. Une de ces folies sera construite entre le Lez et le Rond Point Christophe Colomb. **Nous proposons de dénommer le futur parvis :**

### **Parvis Oscar NIEMEYER** **(1907-2012)** **architecte et designer brésilien**

Oscar RIBEIRO DE ALMEIDA DE NIEMEYER SOARES, né le 15 décembre 1907 à Rio de Janeiro, où il est mort le 5 décembre 2012, est un architecte et un designer brésilien.

Il est un des plus célèbres architectes brésiliens. Son œuvre, qui s'inscrit étroitement dans le mouvement du style international, tient une place majeure dans l'histoire de l'architecture moderne. Il est surtout connu pour la construction de Brasilia au Brésil avec l'urbaniste Lucio Costa, inaugurée en 1960. Exilé en Europe au milieu des années 1960, il a notamment construit le siège du Parti communiste français, l'ancien siège du journal L'Humanité et la Maison de la culture du Havre.

Il a reçu le prix Pritzker en 1988 et a été fait commandeur de la légion d'honneur en 2010.

~

- **PORT MARIANNE – PARC MARIANNE**

A port Marianne, sur l'axe Hôtel de Ville / bassin Jacques Cœur / Cité du Corps Humain et en bordure de l'avenue Raymond Dugrand, un miroir d'eau se développe sur un parvis monumental entre le show-room RBC dessiné par Jean Nouvel, prix Pritzker 2008, et le futur immeuble « Nuage » du designer Philippe Starck.

Conçu par le fontainier Jean-Max Llorca comme une lame d'eau de faible épaisseur où se reflètera le ciel et l'environnement immédiat, le miroir d'eau sera animé de jets d'eau et créera un évènement ornemental à l'orée du parc Georges Charpak. Il assurera la transition avec l'espace public de l'avenue et sa rambla et sera complété par l'œuvre d'art de Guy Ferrer, dénommée TOLERANCE, constituée de 9 lettres-sculptures posées sur des socles individuels au sein du parc public. **Nous proposons de dénommer le parvis :**

**Parvis Stéphane HESSEL  
(1917-2013)  
Résistant, diplomate et écrivain français**

Stéphane HESSEL est né allemand et il arrive en France à l'âge de 8 ans. Naturalisé français en 1937, normalien, il rejoint les Forces françaises libres en 1941 à Londres. Résistant, il est arrêté et déporté.

A la Libération, il rejoint le secrétariat général de l'ONU, participe en tant que secrétaire à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et devient diplomate. Elevé à la dignité d'ambassadeur de France par François Mitterrand en 1981, il milite pour les sans-papiers et pour les Palestiniens.

Toute sa vie a été consacrée à l'intérêt général et aux intérêts de la République française, notamment en qualité de diplomate aux Nations Unies. Une vie au service des autres jusqu'à lancer son appel universel, le manifeste *Indignez-vous*.

« Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé ».

Héritier des valeurs du Conseil National de la Résistance, Stéphane Hessel nous laisse un véritable enseignement : « il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers ».

## **QUARTIER MOSSON**

- MOSSON

La ZAC Pierres Vives est en cours de construction, Art & Build est l'architecte en chef de cet éco-quartier qui comprendra 750 logements, des bureaux et des commerces.

Au cœur de ce quartier a été construit le bâtiment éponyme créé par l'architecte Zaha HADID, il abrite les Archives Départementales de l'Hérault, la Médiathèque Départementale et Hérault Sport. Deux rues restent à dénommer, nous proposons de suivre la thématique de Pierres Vives : l'univers rabelaisien.

Entre la rue Marius PETIPA et l'avenue du Professeur BLAYAC, une rue reste à dénommer, **nous proposons :**

**Rue GARGANTUA**

Entre l'avenue de l'Europe et la rue Marius PETIPA, une rue reste à dénommer, **nous proposons**

**Rue GRANDGOUSIER**

## **QUARTIER CROIX D'ARGENT**

- CROIX D'ARGENT

Une piste cyclable a été créée entre la rue Ferdinand BARRE et l'avenue du Colonel PAVELET, elle relie le PAE Clos de l'Hirondelle et la ZAC des Grisettes. **Nous proposons de la dénommer :**

**Allée Samuel ADAMS  
(1722-1803)  
Homme politique américain**

Samuel ADAMS, né le 27 septembre 1722 à Boston, où il est décédé le 2 octobre 1803, était un homme politique, écrivain et philosophe américain. Considéré comme patriote, c'est l'un des Pères fondateurs des États-Unis et il mena la fronde anti-britannique avant et pendant la Révolution américaine. Ses talents d'orateur et d'écrivain lui permirent de s'imposer dans les assemblées et les réunions. Il rédigea des pétitions et des résolutions qui firent avancer le processus révolutionnaire et l'organisation politique du pays. Il signa la Déclaration d'Indépendance américaine et collabora à la rédaction de la constitution du Massachusetts et des Articles de la Confédération.

Samuel Adams est considéré comme l'un des principaux architectes du républicanisme et fut l'une des grandes figures politiques du Massachusetts et des États-Unis au XVIIIème siècle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**13- Travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac et  
réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci  
Reprise du réseau d'eau potable  
Appel d'Offres  
Autorisation de signer les marchés**

**Philippe THINES :**

Dans sa séance du 23 juillet 2012, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupements de commande avec le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac, de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci mitoyen à la rue du Professeur Blayac et de la reprise du réseau d'eau potable.

Dans le cadre de la convention de groupement de commande, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, signer et exécuter les marchés.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un appel d'offres soumis aux articles 33 3 al. et 57 à 59 du Code des marchés publics a été lancée selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - garanties techniques et financières ;
  - références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :
  - valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
  - prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu le groupement d'entreprises EUROVIA/RAZEL-BEC/SOGEA/CITEOS/BRL pour un montant de travaux de 3 605 813,29 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 10253.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **14- ZAC DES GRISETTES**

### **Aménagement de la rue du Mas Nouguier et du chemin de Poutingon**

#### **Marché à procédure Adaptée**

#### **Autorisation de signer les marchés**

**Philippe THINES :**

Le groupe scolaire Beethoven qui doit être livré en septembre 2013 est situé au carrefour entre le chemin de Poutingon et la rue du Mas Nouguier.

La Ville a décidé d'engager des travaux d'accompagnement sur les voies bordant le groupe scolaire.

Le projet comprend :

*Sur la rue du Mas Nouguier :*

- la création d'une voie à sens unique de part et d'autre du talus existant conservé ;
- la création d'un dépose minute qui permet l'arrêt et la dépose des élèves ;
- la création d'un trottoir partagé piéton/cycle d'une largeur d'environ 4.00 m côté école et le long du lotissement (côté mur de clôture, uniquement un chasse-roue car il n'y a aucun cheminement piéton) ;

- la création de places de stationnements longitudinales entre les arbres d'alignements dont une place GIG/GIC située à proximité de l'entrée du groupe scolaire ;
- de nouvelles plantations ;
- la reprise de l'éclairage public.

*Sur le Chemin de Poutingon :*

- l'élargissement des cheminements piétons afin d'assurer l'accessibilité PMR.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - o garanties techniques et financières ;
  - o références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
  - o valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
  - o prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie - tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise COLAS pour un montant de travaux de 438 722,56 € HT.
- Lot 2 Eclairage Public - tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise CITEOS TRAVESSET pour un montant de travaux de 146 285,50 € HT.
- Lot 3 Espaces verts- tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise LES JARDINS DE PROVENCE pour un montant de 33 000,00 € HT

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2313, fonction 908-241, programme 2010AP33.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
 Madame LE VAN revient en séance.  
 Monsieur VIGNAL sort de la séance.  
 -----

## **15- Aménagement d'une place Allée des Hauts de Montpellier**

### **Marché à procédure adaptée**

### **Autorisation de signer les marchés**

#### **Philippe THINES:**

Suite à la démolition des tours du centre des Tritons réalisée dans le cadre du Plan de renouvellement Urbain de la MOSSON, la Ville s'est engagée à requalifier les espaces publics autour des nouveaux habitats construits par ACM en répondant aux objectifs suivants :

- créer un espace public de qualité pour marquer l'émergence d'une nouvelle centralité autour des fonctions d'habitat, de commerces et d'équipements scolaires ;
- sécuriser les piétons et cycles ;
- réduire la vitesse automobile ;
- clarifier les domanialités publiques et privées en vue d'une meilleure gestion des espaces ;
- maintenir ou restituer des espaces plantés.

Afin de répondre à ces objectifs, l'aménagement d'une place sur l'allée des Hauts de Montpellier se décompose comme suit :

- mise en place d'un sens unique autour de la place pour une circulation automobile apaisée grâce à une voie de 4 mètres avec stationnement longitudinal en encoche ;
- raccordement de part et d'autre de la place sur l'allée des Hauts de Montpellier qui sera recalibrée à terme à 5,80 mètres ;
- création d'un parvis au droit de la résidence les Chênes Verts pour susciter l'implantation de commerces de proximité ;
- création d'un mail central pour un espace détente ;
- adaptation de l'éclairage public aux nouveaux espaces piétons et véhicules ;
- continuité paysagère avec le parc Georges Brassens situé à proximité par des plantations d'arbres entre les places de stationnement.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie réseau pluvial, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - Garanties techniques et financières
  - Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
  - Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise
  - Prix des prestations.



La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : l'entreprise EUROVIA pour un montant de travaux de 239 965 ,00 € HT
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise A.B.E. pour un montant de travaux de 85 002,00 € HT
- Lot 3 Espaces Verts : l'entreprise UPEE 7 pour un montant de travaux 15 120,00 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2313, fonction 908-241, programme 2010AP31.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Philippe THINES :** La majorité des commerçants présents au marché étaient très satisfaits des travaux que nous avons faits. On peut constater un investissement important sur La Mosson. Quand on compare les quartiers, on s'aperçoit que La Mosson est un des plus accessibles. Les aménagements de voirie y sont importants. Ce quartier n'est pas délaissé et la grande majorité des habitants y sont sensibles.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

## **16- DEMANDE DE SUBVENTIONS**

### **Programme Urbain Intégré FEDER**

#### **Axe stratégique n°1 :**

**Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers,  
notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs**

#### **Mesure 2**

**Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite**

#### **Projet 1.5**

**Accessibilité des personnes à mobilité réduite**

**Philippe THINES:**

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers.

La mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite des cheminements piétons depuis les stations de la ligne 3 du tramway jusqu' à des pôles générateurs de déplacement concourt à cet objectif. C'est

pourquoi, il est proposé de présenter au titre du FEDER (Mesure 2 – Projet 1.5) les travaux de mise en accessibilité PMR issus de la **démarche opérationnelle globale suivante** :

1. Identification des **stations de la ligne 3 du tramway** situées en limite proche ou à l'intérieur **des quartiers CUCS de Montpellier** (Petit Bard, Cévennes, Gambetta/Figuerolles, Tournezy/Saint Martin) et aux abords desquelles le diagnostic réalisé en 2010 dans le cadre du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics la Ville (PAVE) avait mis en exergue des cheminements piétons ne répondant pas aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
2. Sur un périmètre de 300 à 500 m à partir de ces stations, identification **des pôles générateurs** de déplacement dont l'intérêt public dépasse les limites du quartier et nécessite l'utilisation du tramway pour s'y rendre tels que les équipements publics d'Etat (lycée, université, hôpital, CAF, sécurité social, pôle emploi, ...), les équipements publics départementaux (équipements sportifs, collège, siège social, ...), les équipements publics communaux (parc, MPT, marché forains, église...), ou les équipements parapublics (clinique, école et collège privé, cinémas, centre commercial, locaux associatifs de PMR...);
3. Identification **des itinéraires piétons préférentiels** au regard de l'usage actuel, de la lisibilité et du jalonnement existant pour accéder aux pôles générateurs de déplacement ;
4. Vérification de **l'accessibilité** de ces itinéraires piétons au regard des normes d'accessibilité PMR issus de la loi du 11 février 2005 et du décret d'application 2006-1658 du 21 décembre 2006.

Sur chaque itinéraire identifié, un projet spécifique de mise en accessibilité PMR avec un chiffrage des travaux sera effectué et une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux au titre de :

Axe stratégique n°1:

Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers

Mesure 2

Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite

Projet 1.5

Accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le montant des travaux du programme global est estimé à 2 M € HT.

**Dans ce programme global, la première tranche de travaux** permettant d'assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite à partir des stations « Celleneuve » et « Pilory », limitrophes des quartiers CUCS de la Mosson et des Cévennes et desservant les quartiers Celleneuve et Petit Bard, qui a bénéficié d'une participation au titre du Feder, est en cours de travaux.

**En concertation avec les représentants d'association des PMR, les autres tranches de travaux**, qui composent ce programme global ont été arrêtées comme suit :

– Station Astruc : A partir de cette station, limitrophe entre les quartiers des Cévennes et Gambetta, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés :

- Au sud par la **rue du professeur Forgues** vers:
  - le collège Font Carrade ;
  - la résidence pour personnes âgées des Violettes ;
  - La Chapelle associative de la cité Gély.
- Au Nord par **les voies de la cité Astruc** vers :

- la clinique Clémentville ;
- la crèche associative La Babinerie ;
- la maison de quartier Prévert ;
- la Banque de France ;
- le groupe scolaire de la cité Astruc.

– Station Restanque : A partir de cette station, située dans le quartier CUCS Tournezy/Saint Martin, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés par **la rue de l'Industrie et la rue du Lantissargues** vers :

- un bâtiment de logements sociaux ;
- le local APF (Association des Paralysés de France).

– Station Jules Guesde : A partir de cette station, limitrophe du quartier des Cévennes, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés par **la rue de la Taillade** vers :

- le lycée Jules Guesde ;
- la clinique Beausoleil ;
- la Banque de France ;
- la Gendarmerie Nationale.

Sur ces itinéraires piétons principaux, il a été constaté que les continuités piétonnes accessibles aux PMR ne sont pas assurées :

- largeur de trottoirs insuffisante ;
- pentes en travers des trottoirs trop importantes ;
- traversées piétonnes non conformes aux normes d'accessibilité ;
- places de stationnement PMR insuffisantes.

Les estimations de travaux de mise en accessibilité PMR pour ces trois tranches de travaux complémentaires pour laquelle une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux, s'élève à :

<b>Tranche Station Astruc</b>	<b>Montant des travaux</b>	<b>Taux</b>
Rue du professeur Forgues	336 000 € HT	70% Ville 30% Feder
Voies cité Astruc	560 000 € HT	70% Ville 30% Feder
<b>Financement tranche station Astruc</b>	<b>896 000 € HT</b>	<b>100 %</b>
Ville de Montpellier	627 200 € HT	<b>70 %</b>
FEDER	268 800 € HT	<b>30 %</b>

<b>Tranche Station Restanque</b>	<b>Montant des travaux</b>	<b>Taux</b>
Cheminement piéton Industrie / Lantissargues	135 000 € HT	70% Ville 30% Feder
<b>Financement tranche Station Restanque</b>	<b>135 000 € HT</b>	<b>100 %</b>

Ville de Montpellier	94 500 € HT	<b>70 %</b>
FEDER	40 500 € HT	<b>30 %</b>

<b>Tranche Station Jules Guesde</b>	<b>Montant des travaux</b>	<b>Taux</b>
Rue de La Taillade	404 000 € HT	70% Ville 30% Feder
<b>Financement tranche Station Jules Guesde</b>	<b>404 000 € HT</b>	<b>100 %</b>
Ville de Montpellier	282 800 € HT	<b>70 %</b>
FEDER	121 200 € HT	<b>30 %</b>

Ces travaux inscrits au Programme Pluriannuel d'Investissement de la Ville sont envisagés de 2013 à 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la démarche opérationnelle globale des travaux de mise en accessibilité PMR des cheminements piétons principaux aux abords des stations de la ligne 3 du tramway, « Astruc », « Restanque » et « Jules Guesde » à présenter au titre du FEDER ;
- d'approuver les tranches de travaux aux abords des stations « Astruc », « Restanque » et « Jules Guesde » pour un montant total de **1 435 000 € HT** ;
- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour ces tranches de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **17- Travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques - appel d'offres ouvert - autorisation de signer le marché**

**Philippe THINES:**

Le présent marché a pour objet les travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 28-1 et 77 du Code des marchés publics.

Il se décompose en deux lots géographiques :

- lot n° 1 : quartiers Aiguelongue, Port Marianne, Prés d'Arènes, Montpellier Centre ;
- lot n° 2 : quartiers Mosson, Cevennes, Croix d'Argent, Hôpitaux-Facultés.

Le marché est conclu pour une période initiale de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois par périodes successives de un an.

Pour le lot n° 1, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 400 000 € HT au maximum ;

Pour le lot n° 2, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 450 000 € HT au maximum.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

\* au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise

\* au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
- prix des prestations (40%)

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 05 mars 2013 a retenu l'offre économiquement avantageuse de l'entreprise SOTEM pour les lots n° 1 et n° 2.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0002 2500 à l'entreprise SOTEM pour les lots n° 1 et n° 2 ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 928.
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

.

**18- Réfection des revêtements de la Place de la Comédie  
Avenant de transfert au marché n°12M017  
Autorisation de signer**

**Philippe THINES:**

Le marché n°12M017 a pour objet la réfection des revêtements de la Place de la Comédie.

La Commission d'Appel d'Offres du 6 Mars 2012 a attribué ce marché au groupement d'entreprises Crégut/Gascon pour un montant de 385.745,00 € H.T..

Le marché n°12M017 a été approuvé en conseil municipal le 26 Mars 2012 et a pris effet le 21 Mai 2012.

Comme suite à la fusion de l'entreprise Crégut avec l'entreprise Colas le 1° Janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du groupement Colas/Gascon. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché; les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

**En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :**

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur.
- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**19- Aménagement des rues Draparnaud et Marioge  
Avenant de transfert au marché n°12M485A relatif au lot n°1 - Voirie  
Autorisation de signer**

**Philippe THINES:**

Le marché 12M485 a pour objet l'aménagement des rues Draparnaud et Marioge.

Il est divisé en deux lots définis comme suit :

- Lot 1 - voirie ;
- Lot 2 – éclairage public.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 29 Mai 2012 a attribué le lot n°1 à l'entreprise Crégut.

Le marché correspondant n°12485A a été approuvé en conseil municipal le 25 Juin 2012 et a pris effet le 30 Juillet 2012.

Comme suite à la fusion de l'entreprise Crégut avec l'entreprise Colas le 1° Janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du lot n°1. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché ; Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

**En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :**

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur.
- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

.

## **20- Marché maintenance et travaux de voirie** **Avenant de transfert au marché F98D** **Autorisation de signer**

### **Philippe THINES:**

Le marché maintenance et travaux de voirie a pour objet les fournitures et travaux nécessaires à l'aménagement, la réfection et l'entretien de la voirie communale sur les sept secteurs de la ville.

Il est divisé en quatre lots géographiques.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 10 Mars 2009 a attribué le lot n°4 au groupement d'entreprises Crégut/ Screg.

Ce lot F98D a été approuvé en conseil municipal le 30 Mars 2009 et a pris effet le 18 Mai 2009. Il est, ainsi que la totalité du marché, d'une validité d'un an reconductible trois fois : soit une durée maximale de quatre ans.

Chacun de ces lots comprend un montant annuel de travaux compris entre 500 000 € H.T. et un maximum de 1 500 000 € H.T.

Comme suite à la fusion des entreprises Crégut et Screg avec l'entreprise Colas le 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du lot n°4 du marché initial. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché ; Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

### **En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :**

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur.
- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **21- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance**

### **Désignations des Représentants de la Ville**

#### **Régine SOUCHE:**

Avec la création du Conseil Local de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) le 25 octobre 2006, la Ville de Montpellier a montré sa détermination à appréhender les phénomènes de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble des territoires de la commune.

En effet, le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Présidé par le maire, le CLSPD est composé de membre de droit (le Préfet, le Procureur de la République et depuis la parution du décret du 23 juillet 2007 du Président du Conseil Général).

Le CLSPD est structuré de la manière suivante :

- En assemblée plénière
- En comité restreint
- En comité technique de suivi
- En groupe territorial

L'assemblée plénière se réunit au minimum une fois par an. C'est une instance élargie de concertation, présidée par Madame le Maire, au sein de laquelle sont impulsées les orientations générales des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance.

Le comité restreint se réunit trimestriellement assure la mise en œuvre des orientations fixée par l'assemblée plénière et veille à la coordination des actions tout en s'assurant de leur cohérence. En lien avec les cinq groupes territoriaux, il est informé des travaux et des difficultés rencontrés dans ces instances.

Le groupe technique de suivi est un groupe de travail se réunissant mensuellement ayant pour objectif la résolution des problèmes de proximité identifiés sur l'ensemble des territoires et d'y trouver une solution collégiale et d'en assurer le suivi avec la mobilisation des différents partenaires.

Les groupe territoriaux sont des instances de proximité (5 GT), en formation plénières avec les partenaires locaux. Ils favorisent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif, les institutions et opérateurs de terrain par les échanges d'informations.

Un coordonnateur, désigné par le maire est chargé d'assurer les échanges d'informations entre l'ensemble des partenaires et d'impulser une dynamique de concertation. A cet effet, la Ville lui a rattaché un Observatoire Local de La Tranquillité Publique (OLTP), outil d'analyse et de diagnostic partagé à disposition des partenaires recensant les phénomènes de délinquance sur le territoire.

A la suite de la modification des délégations consenties par Madame le Maire à ses Adjoints et conformément à l'article L 2211-2 et L 2121-33 du CGCT, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.



**En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- De désigner les nouveaux représentants dans cette instance :

Ont été élus :

- Mme Régine SOUCHE
- M. Michel PASSET
- M. Jacques TOUCHON
- M. Christian BOUILLE
- Mme Marlène CASTRE
- Mme Annie BENEZECH
- Mme Hélène QVITSGAARD
- Mme Eva BECCARIA
- Mme Audrey DE LA GRANGE
- Mme Magalie COUVERT
- M. Frédéric TSITSONIS

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame DELAGRANGE sort de la séance.  
-----

## **22- Marché d'Interventions de Sécurité - Gardiennage Ouverture et Fermeture de Locaux Autorisation à signer l'Avenant n° 1**

### **Régine SOUCHE:**

Par délibération n° 2010/176 en date du 3 mai 2010, le Conseil Municipal a confié à la société Générale Industrielle de Protection – L.R sise ZAC Font de la Banquière – 34970 Lattes le marché à bons de commande concernant les interventions de sécurité, le gardiennage et l'ouverture – fermeture de locaux.

Ce marché référencé 0G431140 a été conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification datant du 21 mai 2010 avec possibilité de reconduction par période successives d'un an pour une durée maximale de trois ans.

Les prestations font l'objet de bons de commandes pour un montant annuel compris entre un montant minimum de 30 000,00 Euros H.T. et un montant maximum de 350 000,00 Euros H.T.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, une gestion accrue de bâtiments acquis par la Ville en 2012 (bâtiments militaires du périmètre de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie) nécessite un gardiennage supplémentaire afin de renforcer la sécurité avant affectation et réaménagement du patrimoine immobilier. De ce fait, il est demandé d'augmenter les prestations du marché existant n° 0G431140 attribué à la société G.I.P – L.R entre le 01 avril 2013 et le 20 mai 2013.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 avec la société Générale Industrielle de Protection – L.R, titulaire du marché d'interventions de sécurité, de gardiennage et d'ouverture – fermeture de locaux qui a pour objet d'augmenter le seuil maximum de l'exercice en cours à 402 500,00 Euros H.T.

La plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à 15 % du marché annuel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser l'avenant n° 1 au marché 0G431140 relatif aux d'interventions de sécurité, de gardiennage et d'ouverture – fermeture de locaux conformément à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 05 mars 2013.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, chapitre 920.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **23- Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013**

**Philippe SAUREL :**

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 74 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 241 800 € au titre de l'exercice 2013.

<b>CODE ASSOCIATION</b>	<b>NOM ASSOCIATION</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT ACCORDE</b>
4923	280 communications	F	1 000
5643	A bailar Tango -	P	1 000
4185	Acte Chanson	F	3 000
4185	Acte Chanson	P	3 000
3618	Amis de la Librairie les Cinq Continents	F	1 000
5563	AMTRH-KENNEDY	P	5 000
2057	Ars Musica Montpellier	F	2 500
3745	Association Chrétiens et Cultures	P	17 000
4752	Association Continuum	P	3 000
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	F	500
1966	Association des Producteurs Editeur de Musique en Languedoc Rouss	F	4 000
3993	Association Divers Cites	F	1 000
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	p	7 000
382	Association Jules Sonic Prods	F	1 500
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	F	1 000
4755	Association Lola	P	3 000
1832	Association Mareschal	F	500
5156	Association Tout à Fond	F	4 000
3746	Association Uni'sons	F	15 000

1733	Atout Clowns	F	1 000
5044	Café des Amis du Journal l'Humanité	F	1 000
565	Carré Menthe	F	1 000
3845	Centre des arts du cirque Balthazar	F	20 000
771	Champ Libre	P	10 000
1161	CIA - Cie Internationale Alligator	P	2 000
1113	Claquettes en Vogue	P	1 500
161	Club Lyrique de Montpellier	F	3 000
1745	Collectif Artus	F	1 000
1461	Collectif Koa	p	6 000
1946	Crescendoc	F	4 000
3786	Danser Bonheur	F	1 500
5263	De Bouche à Oreille	F	2 000
5386	GRAPHIE	F	1 000
1968	Idéokilogramme	F	1 000
3564	Jazz Club Montpellier	F	1 500
1281	Kaïna	F	7 500
5132	Kino Montpellier	P	1 000
5319	KLUB KLAMAUK	F	1 000
1201	La boutique d'écriture	F	20 000
1201	La boutique d'écriture-	P	1 000
4994	La Compagnie du Capitaine	P	2 000

5040	La Compagnie du P'tit Atelier 3	F	1 000
4953	L'Arc en Ciel des Faubourgs	P	14 000
4010	L'Autre Théâtre	P	2 000
5106	Le Café du Comptoir	F	2 000
992	Le Camescope Apprivoisé - Vidéastes Amateurs Montpelliérains	F	900
1595	Le Cri devout	F	1 000
5095	Les Chiens Andalous	F	5 000
5095	Les Chiens Andalous	P	1 000
3022	Les Ecrivains Méditerranéens	F	500
2683	Les Gens du Quai	F	7 000
2558	Les Murs d'Aurelle	F	5 000
1788	Les Nuits Du Chat	F	2 500
1748	Les Rencontres du Court	P	3 000
3051	Lez' Arts M3	P	500
1193	Libellule	F	1 000
2242	L'oiseau Lyre	P	500
2242	L'oiseau Lyre	F	500
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	P	1 000
5398	MELTING POT MUSIC	P	3 500
5537	MOM ART FACTORY	F	1 000
5351	Montpellier Temps Chante	P	3 000
5049	N.U. (Nos Urgences) Collectif d'Artistes	F	1 000

200	Objectif Image Montpellier-Photo	F	2 000
212	Patrimôme	F	200
212	Patrimôme	P	100
212	Patrimôme	P	100
1867	Pic et Colegram	F	1 500
4979	Polyfolies	F	500
5239	Rhizome	F	3 500
3005	Sonorités	F	5 000
5266	Squeeze	P	2 000
1949	Théâvida	P	4 000
1149	Vent du Sud	F	2 000
TOTAL			<b>241 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 241 800 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité

**24- Attribution de subventions à des compagnies de théâtre, de danse  
et à des groupes de musique**

## Exercice 2013

### Philippe SAUREL :

Reconnaissant l'importance qu'ont les compagnies de danse, de théâtre ainsi que les groupes de musique dans le domaine du spectacle vivant tant au niveau des enjeux artistiques, sociaux, économiques que territoriaux, la Ville de Montpellier conforte son aide financière pour 2013 à travers le versement de subventions.

L'engagement de ces compagnies et groupes musicaux est essentiel à la richesse et à la vitalité artistique de notre cité. Leurs activités dans le domaine du spectacle vivant participent du rayonnement de la Ville de Montpellier et de sa richesse artistique. Ces associations œuvrent également à la diversité des esthétiques de création ainsi qu'à la transmission ou au renouvellement des répertoires.

Les attributions ont été conditionnées par les critères suivants :

- qualité et contenu artistique - niveau de professionnalisation des équipes artistiques,
- capacité à travailler en réseau et à inscrire son travail dans un projet de territoire - originalité des projets - appartenance à une structure de mutualisation - territoires de diffusion - montant des aides apportées par les autres collectivités - rayonnement de la structure.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 63 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 246 500 € au titre de l'exercice 2013.

CODE ASSO	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3140	A Contre Poil du Sens	F	3 500
1207	Action d'Espace	F	2 500
4941	Amadée	F	1 000
4723	Appel du Geste Actuel	F	1 500
3455	Artefactdanse	F	2 000
3252	Association Achles	F	5 000
4951	Association Bruit qui Court	F	6 000
5034	Association Chicanes	F	7 000
1250	Association Corée'graphie	F	3 000
418	Association Rama	F	9 500
5020	Association Stella-Murray Brosch Productions	F	4 500
532	Athome	F	2 000
3991	Bagages d'Acteurs Théâtre Poésie	F	1 000

	Littérature		
3314	Blabla Production	F	2 000
3270	Cause Toujours	F	1 000
1774	Cie Pepi Morena ( ex-Temps Danse)	F	3 000
5122	Compagnie Alegria Kryptonite	F	2 500
2003	Compagnie Auguste Singe	F	2 000
3961	Compagnie Aurelia	F	7 500
5052	Compagnie Autre Mi Na	F	5 000
3668	Compagnie Comme Ca	F	7 000
5109	Compagnie de l'Astrolabe	F	7 000
3471	Compagnie des Nuits Partagées	F	3 000
4932	Compagnie Doré	F	1 000
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	F	2 000
1143	Compagnie les Grisettes	F	3 000
5016	Compagnie Les Perles de Verre	F	5 000
3283	Compagnie Les Têtes de Bois	F	9 000
5205	Compagnie Moebius	F	5 000
3617	Compagnie Point du Jour	F	4 000
4937	Compagnie tire pas la Nappe	F	10 000
5110	Compagnie Vertigo	F	6 000
3311	Compania Inesperada	F	5 000
1523	Dansomania Cie Anne Marie Porras	F	5 000
286	Ensemble Instrumental Contrepoint	F	500
3104	Etre en Scène	F	7 500
4364	Exit Compagnie	F	8 000
4962	Grognon Frères	F	4 000
4991	Groupe Noces Danse Images	F	2 000
597	Hors Commerce	F	9 500
412	Intensités	F	5 000



4936	Interstices	F	2 000
5388	INTIME CAMARADE	F	2 500
5361	l oreille électrique	F	2 000
3185	La Compagnie du Pas'sage - Rencontres Scène Jeunesse	F	2 000
5045	La Compagnie Maritime La Pilotine	F	2 000
1176	La Compagnie Provisoire	F	2 000
3426	La Mentira	F	2 000
4819	L'Atalante	F	5 000
473	Le Bao	F	2 000
3073	Les Fourmis Rousses	F	2 000
5039	Machine Théâtre	F	10 000
5254	Marie Louise Bouillonne	F	2 000
5474	NEDA, IRAN EN CHOEUR	F	500
3156	Primesautier Théâtre	F	2 500
4377	Pulx	F	2 500
1240	Satellite	F	2 000
2857	Singulier Pluriel	F	2 500
1315	Théâtre de la Remise	F	4 000
231	Théâtre en Flammes - Créatef	F	2 000
4214	U Structure Nouvelle	F	9 000
4928	Vilcanota Bruno Pradet et Cie	F	3 000
4967	Zigzags Arbatz et Compagnie	F	3 000
TOTAL			<b>246 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 246 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## 25- Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement. Exercice 2013

### Philippe SAUREL :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 63 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
4755	Association Lola	F	8 000
58	Atelier Théâtr'elles - Espace la Jetée	F	8 000
4799	Cabo Mundo - Cap Monde	F	3 000

5109	Compagnie de l'Astrolabe	P	1 500
5016	Compagnie Les Perles de Verre	P	6 000
5105	L'ADRESSE	F	15 000
324	Les Amis du Théâtre Pierre Tabard	F	3 000
4325	L'Outil Théâtre	F	8 500
3203	Sina Kawa Théâtre	F	3 000
490	Théâtre de la Plume	F	3 000
4817	Vox Rapido	F	4 000
TOTAL			63 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 63 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **26- Attribution de subventions à des associations gérant des chorales** **Exercice 2013**

**Philippe SAUREL :**

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Choeurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Un lieu qui a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux chœurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

La Ville de Montpellier compte aujourd'hui près de 40 chorales, comptant 2 250 adhérents. Si cette discipline musicale se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs

de chœurs sont des professionnels, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Elles se financent principalement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent. La Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les personnes, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 19 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions de 34 500 €.

<b>CODE ASSOCIATION</b>	<b>NOM ASSOCIATION</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT ACCORDE</b>
146	Amis de l'Orgue et Chœurs de la cathédrale	F	2 000
4778	Art et Création Chorale	F	1 500
4011	Atout Choeur	F	1 000
375	B.A. Bach	F	1 000
4630	Choeur d'ô	P	1 000
465	Choeur les Chorégiens	F	2 500
151	Choeur Universitaire de Montpellier LR	F	1 000
148	Choeurs de l'Enclos	F	3 500
2137	Chorale Cor Canto à Cœur Joie	F	1 000
1986	Chorale Protestante de Montpellier	F	1 500
2009	Coralen	F	500
3996	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	F	3 500
149	Ensemble Vocal Claire Garrone	F	5 000

153	Ensemble Vocal de Montpellier	P	6 500
4726	Ensemble Vocal l'Accroche Choeur	F	1 000
152	Groupe Vocal Arlequin	F	500
5172	Le Choeur des Balladins	F	500
547	Vocalys	F	500
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	F	500
<b>TOTAL</b>			<b>34 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 34 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**27- Association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron**  
**Attribution d'une subvention**  
**Convention de partenariat**  
**Exercice 2013**

**Philippe SAUREL :**

L'association Allons'z' Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie de danse particulièrement active dans le quartier Mosson où elle est implantée. Cette compagnie occupe, par une convention signée en 1992, l'Espace Bernard Glandier, un lieu jouxtant le Théâtre Jean Vilar.

La Ville de Montpellier assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs et au public. Cet espace de plus de 327 m² comprend des bureaux, une salle de danse et un espace permettant l'accueil du public. Ces locaux sont mis à disposition de l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron à titre gratuit. La valorisation du loyer s'élève annuellement à 36 047 €.

La compagnie créée en 1986, dirigée par le chorégraphe Didier Théron, propose depuis 26 ans des spectacles qui connaissent bien au-delà du quartier dans lequel ils sont créés une renommée internationale. Elle est régulièrement présente dans de nombreux festivals dont celui de « Montpellier Danse ». Outre ces événements de prestige, cette compagnie travaille tout au long de l'année avec les acteurs sociaux et culturels du quartier Mosson, les médiathèques, les écoles et collèges, ainsi qu'avec des associations culturelles.

Cette compagnie est soutenue par l'ensemble des institutions, État, Région, Département, Agglomération, Ville. L'aide de la Ville de Montpellier est essentiellement versée au titre du fonctionnement du lieu.

Concernant l'Espace Bernard Glandier, celui-ci sert en priorité au travail de la compagnie, création, répétition, diffusion ; la compagnie y dispense aussi des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de création et de diffusion de la danse, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 25 000 € pour assurer le fonctionnement de son lieu, l'Espace Bernard Glandier (n° de dossier : 000343), et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron : Compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats	65 883	87 978	Produits d'exploitation	152 405	117 950
Salaires et charges	239 355	229 452	Subventions	192 542	200 280
Impôts et taxes	4 901	0	DRAC	109 632	113 280
Dotations aux amortissements	8 505	700	Ville	25 910	40 000
Autres charges	551	100	Région	50 000	40 000
Charges financ. et excep.	15 127	-----	Conseil Général	7 000	7 000
-----	-----	-----	TVA sur subventions	-417	-----
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	6 162	-----
<b>Total</b>	<b>334 322</b>	<b>318 230</b>	<b>Total</b>	<b>351 109</b>	<b>318 230</b>
<b>Excédent</b>	<b>16 787</b>				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2432	Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron	F	25 000 €
	<b>Total</b>		<b>25 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Philippe SAUREL :** Nous reconduisons la même subvention que l'an passé. Didier Théron fera une prestation artistique dans le cadre de la ZAT Mosson. Je redis notre attachement à cette ZAT Mosson, où nous avons intégré 70% d'artistes montpelliérains, dont une grande proportion d'artistes issus de ce quartier, avec une vingtaine d'associations partenaires. Ceux qui veulent perturber le sourire des enfants retrouveront dans leur miroir leur propre visage.

**Hélène MANDROUX :** Cette alternance des ZAT entre les quartiers est très importante. Il y a souvent des artistes issus du quartier concerné. Permettre à chacun de s'exprimer est très appréciable.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame DELAGRANGE revient en séance.  
-----

**28- Association Jam - Jazz Action  
Attribution d'une subvention  
Convention de partenariat  
Exercice 2013**

**Philippe SAUREL :**

L'association JAM - Jazz Action gère depuis 33 ans le lieu dénommé « Le JAM », situé 100, rue Ferdinand Lesseps à Montpellier, à présent desservi par la ligne 4 du tramway.

Le JAM - Jazz Action accueille une école régionale de Jazz et une salle de concert de musiques actuelles.

Afin que l'association puisse développer l'ensemble de ses activités, la Ville de Montpellier met gratuitement à sa disposition un bâtiment de 787 m<sup>2</sup> dans le cadre d'un bail emphytéotique acté par convention signée le 25 juillet 1994, prolongée par avenant en 2007, jusqu'au 27 juillet 2017.

L'école enseigne principalement la pratique d'un instrument dans la perspective de la prestation scénique et accueille 250 élèves-musiciens formés par 30 musiciens enseignants.

C'est autour des pédagogies actives que l'enseignement est tourné, ce qui permet aux élèves de se produire régulièrement en concert. Elle dispose de 12 salles de cours équipées. La salle de concert de 350 places accueille plus de 100 concerts par an et dispose en outre d'un studio d'enregistrement. Elle propose des résidences, des festivals et participe à une dynamique territoriale à travers des actions comme : « le Lycéen tour », des concerts de ses élèves en extérieur et des interventions en Maison pour Tous. Elle propose également des cours gratuits autour de l'histoire du Jazz chaque jeudi.

Enfin, la programmation jazz, musiques du monde et musiques actuelles donne une place importante aux découvertes de jeunes talents mais aussi à des musiciens prestigieux.

Considérant que l'association JAM jazz Action au travers de ses actions et de son enseignement participe pleinement au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion du jazz, des musiques du monde et actuelles il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 13 000 euros pour son fonctionnement (n° de dossier : 000017) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association JAM Jazz Action: compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	195 598	188 670	Produits d'exploitation	452 712	445 800
Salaires et charges	324 534	348 370	Subventions d'exploitation	89 800	121 950
Impôts		18 200	DRAC	20 000	20 000
			Région	13 000	25 000
Dotations pour provisions	17 200	51 000	Ville Montpellier	13 000	25 000
Charges exceptionnelles	246	300	Conseil Général	14 000	16 000
-----	-----	-----	Agglomération	12 000	15 000
-----	-----	-----	Autres subventions	17 800	20 950
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	26 271	26 490
-----	-----	-----	Reprise amort. et prov.		12 300
<b>Total</b>	<b>537 578</b>	<b>606 540</b>	<b>Total</b>	<b>568 783</b>	<b>606 540</b>
<b>Excédent</b>	<b>31 205</b>				

N° asso.	Association	Nature	Montant
154	JAM Jazz Action	F	13 000 €
		<b>Total</b>	<b>13 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 13 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions: /



Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur LANNELONGUE (avec procuration) sort définitivement de la séance.  
-----

**29- Association des Chœurs de Montpellier**  
**Attribution de subventions**  
**Convention de partenariat**  
**Exercice 2013**

**Philippe SAUREL:**

L'association des Chœurs de Montpellier a été créée en 2004, dans le but de promouvoir l'art choral sous toutes ses formes. Depuis 2006 elle joue un rôle essentiel dans la gestion et l'animation de la "Maison des Chœurs" en place depuis 2006. Son ambition est double : être d'une part un lieu de rencontre avec le public par l'organisation de concerts, de formations, conférences, festivals et tout autre événement en liaison avec le chant choral et être, d'autre part, un lieu ressources pour ses membres permettant un accès préférentiel pour les concerts, les répétitions, les formations etc.

En 2012, le nombre d'adhérents de l'association des « Chœurs de Montpellier » est de 32 chorales et de 39 individus représentant plus de 1 200 choristes dans des répertoires très divers. 53 concerts, 162 demi-journées de répétition, un festival et des formations spécifiques s'y déroulent chaque année.

Le bâtiment d'une superficie totale de 2 000 m<sup>2</sup> a été mis à disposition de l'association par convention le 28 septembre 2006, renouvelée par avenant n°2 en date du 20 décembre 2011. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 11 700 €.

Le bâtiment dispose d'un accueil, d'une salle de concert pouvant recevoir 200 personnes maximum, des loges ainsi que de deux studios de répétition. Des partenariats réguliers sont établis avec l'Office du Tourisme, l'Opéra de Montpellier et le Conservatoire de Région.

Concernant la promotion du chant choral, et outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des chœurs, l'année 2013 verra la deuxième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo ». En 2012 cette manifestation d'un nouveau type avait accueilli plus de 3 000 spectateurs. La manifestation 2013 sera programmée le samedi 25 mai, elle proposera dans des lieux inattendus (en plein air ou en intérieur) des récitals dans tous les registres. Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association des Chœurs de Montpellier s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 4 000 € pour son fonctionnement (n° de dossier : 000259) et de 5 000 € pour la manifestation « Choralissimo » (n° de dossier : 000260) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe pour cette association. Le budget étant également joint.

Tableau simplifié des comptes de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013 de l'association des Chœurs de Montpellier :

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	14 534	33 600	Produits d'exploitation	22 095	31 600
Salaires et charges	2 140	10 000	Subventions	3 000	12 000
-----	-----	-----	Ville	3 000	12 000
-----	-----	-----	Produits Exceptionnels	1, 70	-----
-----	-----	-----	Résultat exercice 2010	-135	-----
<b>Total</b>	<b>16 674</b>	<b>43 600</b>	<b>Total</b>	<b>24 962</b>	<b>43 600</b>
<b>Excédent :</b>	<b>8 288</b>				

Tableau d'attribution :

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3944	Association des Chœurs de Montpellier	M	5 000 €
3944	Association des Chœurs de Montpellier	F	4 000 €
	<b>TOTAL</b>		<b>9 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement à hauteur de 4 000 € ainsi que pour la manifestation à hauteur de 5 000 €, soit un montant total de 9 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 43

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mesdames BECCARIA, DOMBRE-COSTE et BLANPIED (avec procuration) reviennent en séance.  
-----

**30- Association Confluences**  
**Attribution d'une subvention**  
**Convention de partenariat**  
**Exercice 2013**

## **Philippe SAUREL:**

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels « Les Internationales de la Guitare », une manifestation qu'elle organise depuis 18 ans dans de nombreuses salles de concerts et lieux publics de Montpellier : Salle Rabelais, Jam, Opéra Berlioz, Patio intérieur Nouvel Hôtel de Ville ainsi que dans de nombreuses Maisons pour Tous.

L'édition 2013 se déroulera du 28 septembre au 19 octobre 2013. Sont programmés des artistes de flamenco, de jazz manouche, de blues, de rock et de chanson. Deux créations sont également prévues.

Outre ces concerts, l'association propose des actions de promotion et de dynamisation des métiers d'art concernant la lutherie de guitare, notamment au travers du Salon de la Lutherie au Corum les 5 et 6 octobre 2013.

Enfin, deux autres temps forts irriguent le territoire de la Ville. « Montpellier se fait Label », un temps de concerts dans l'espace public (places, rues, jardins...) ainsi que les « 24h Démentes » dans des lieux décalés à jauge réduite pour une proximité maximum entre artiste et public.

Dans le cadre des « Internationales de la Guitare » quatre objectifs sont définis par convention et en concertation avec la Ville de Montpellier. Ils sont les suivants :

- la programmation du festival doit permettre à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- la programmation du festival doit veiller à réserver une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- une tarification sociale doit être mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;
- le festival doit veiller tout particulièrement à produire l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant, conformément à la législation en vigueur.

En outre, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de nombreux emplacements de communication (kakémonos, tentures de rues, panneaux abris bus, Colonnes Morris...) ainsi que des lieux et matériels municipaux.

Considérant que l'association Confluences à travers ses actions et sa manifestation « Les Internationales de la Guitare » participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion de la musique vivante, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 100 000 € (n° de dossier : 001076) et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de la manifestation est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Confluences : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultat simplifié exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	537 171	716 700	Produits d'exploitation	431 715	295 000
Salaires et charges	236 687	292 100	Subventions d'exploitation	472 507	733 000

Impôts et Taxes	52 674	19 200	DRAC	40 000	40 000
Charges financières et exceptionnelles	27 113		Région LR	180 000	200 000
-----	-----	-----	Agglomération	76 800	150 000
-----	-----	-----	Ville Montpellier	101 920	200 000
-----	-----	-----	Conseil Général	52 500	50 000
-----	-----	-----	Autres villes aggro et en LR	15 000	88 000
-----	-----	-----	Autres et Aides à l'emploi CNASEA	6 287	5 000
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	3 374	-----
Total	853 645	1 028 000	Total	907 596	1 028 000
Excédent	53 951				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
3846	Confluences	P	100 000 €
	<b>Total</b>		<b>100 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 100 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Francis VIGUIE :** Cela vaut aussi pour le Festival Méditerranéen. Il s'agit de deux initiatives de prestige qui ont tout de même des subventions publiques extrêmement importantes. Un regard est donc à porter sur les tarifs pratiqués. Sans quoi, il est évident que les Montpelliérains paient deux fois. A partir du moment où il y a des subventions publiques de ce niveau, on ne doit pas retrouver les tarifs habituels des concerts ou des places de cinéma. Il y a plusieurs concerts à 50 €, ce n'est pas normal. La mairie devrait avoir un droit de regard sur les tarifs pratiqués.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** Autant sur le principe, la demande de droit de regard est logique, mais sur l'exemple pris, je suis obligé de dire qu'il ne s'agit pas d'une approche pertinente. Il faut faire le ratio entre les subventions données, le prix des places et le nombre d'entrées. Pour le Festival des Internationales de la guitare, c'est un des meilleurs ratios de festival en France. D'autres festivals sont beaucoup plus subventionnés. Ici, nous sommes quasiment à la moitié en autofinancement, ce qui est exceptionnel dans les festivals de musique.

**Philippe SAUREL :** D'abord, nous n'avons pas augmenté la subvention. Ensuite, la seconde chose importante est la proximité sur l'ensemble du secteur de la ville. Nous avons réintroduit certains concerts dans les Maisons pour tous. Nous avons été aussi très attentifs sur la convention avec le Pass culture étudiant, puisque les Internationales en étaient sorties, et elles sont revenues cette année. Enfin, concernant la qualité, l'année dernière, nous avons eu Juliette Gréco, et il me semble que c'est quelque chose d'important pour la ville et pour l'ensemble de la chanson française.

Contre : /  
Abstentions : /  
Adopté à l'unanimité

-----  
Monsieur VIGNAL revient en séance.  
-----

## **31- Festival International du Cinéma Méditerranéen Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association**

### **Philippe SAUREL :**

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 2013/16 votée en Conseil Municipal du 4 février 2013.

L'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » dont le nom usuel est Cinemed a pour objectif de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, notamment en organisant un festival dédié à la Méditerranée.

Cette manifestation, lancée à la fin des années 70 sous le nom des « Rencontres avec le Cinéma Méditerranéen », fêtait en 2012 sa 34ème année et accueillait à cette occasion 82 000 spectateurs. Le public, majoritairement montpelliérain, a plébiscité l'édition 2012 affichant plus de 220 films et représentant ainsi plus de 30 nationalités. Le festival décerne, chaque année, de nombreux prix parmi lesquels on compte le Prix Antigone d'Or de 15 000 euros.

Considérant que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier soutient l'association. La contribution de la ville de Montpellier est majeure et en fait le deuxième partenaire fort. Elle se décline non seulement en une subvention d'un montant de 260 000 euros (cf. la subvention attribuée en 2012 par la Ville) mais aussi en une aide en nature équivalente à 51 600 euros en mettant à disposition du festival, d'une part, le centre Rabelais et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et, d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année de l'association, d'une valeur de 36 400 euros.

Les statuts de l'association, établis en 1991, ont été modifiés à quatre reprises. La dernière modification, en date du 25 juillet 2012, invite la ville à désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association, soit 3 membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier et 4 personnalités qualifiées choisies parmi les acteurs de la création, de la diffusion, de l'exploitation et de la critique cinématographique et audiovisuelle et du monde culturel et économique.

### **Les 3 représentants de la Ville de Montpellier sont :**

- Philippe SAUREL,
- - Agnes BOYER
- - Michel PASSET

### **Les 4 personnalités qualifiées et désignés par la Ville de Montpellier sont :**

- Nathalie COMBE

- - Patrick BEDOS
- - Serge LALOU
- - Jacques VALLET

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la liste des membres de l'association
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## 32- MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Opération programmée d'amélioration de l'habitat

### Attribution de subventions

**Christian BOUILLE :**

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Indivision LANDIER, 6 rue Pagès (parties communes)	5.000,00 €
Syndic du 15 rue Balard – bénévole Mme Laure DEBARNOT (parties communes)	4.000,00 €
M. Frédéric Michel PAJUS, 50 cours Gambetta (propriétaire occupant)	4.000,00 €
- Syndic 6 rue Daru, Cabinet HUGON REDON (parties communes)	4.000,00 €
- SARL ALAIN POUX / 14 GD RUE J. MOULIN (parties communes)	3.000,00 €
<b>Total :</b>	<b>20.000,00€</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 20.000,00 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

.

### 33- QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de sauvegarde du Petit Bard Attribution de subvention

**Christian BOUILLE :**

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au Plan de Sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola).

Le Plan de sauvegarde du Petit Bard a été arrêté le 22 août 2007 et modifié par arrêté préfectoral le 23 avril 2009 puis le 16 décembre 2011. Ce dernier arrêté n°2012/01/047 porte approbation de l'avenant n°2 qui vise notamment à intégrer la réhabilitation du bâtiment G partiel (montées G3 à G7) et proroge le Plan de sauvegarde du Petit Bard jusqu'au 31 décembre 2013.

Une convention financière a été signée le 28 décembre 2007 par l'ANAH, la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault qui fixe le montant et les conditions d'attribution des aides. L'avenant n°2 à cette convention approuvé par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2011 intègre la réhabilitation du bâtiment G partiel (montées G3 à G7 soit 45 logements).

Par cette convention, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties communes des immeubles, une subvention de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée à 1 600 € par logement.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation du bâtiment G3 à G7. Les caractéristiques de cette opération et son plan de financement sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaire <i>en qualité de</i>	FDI ICI <i>Syndic de copropriété</i>
Caractéristiques de l'opération	Parties communes
Nature des travaux	Réhabilitation globale du bâtiment

Adresse	<b>Bâtiment G3 à G7 Square André Chénier</b>
Nombre de logements	45
+Coût de l'opération HT	1 027 149,12 €
Dépense subventionnable	1 120 000,00 €
Subventions	
ANAH	462 240,00 €
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>72 000,00 €</b>
Montpellier Agglomération	7 200,00 €
Conseil Général de L'Hérault	64 800,00 €
<b>Total des subventions</b>	<b>606 240,00 €</b>

Les travaux objet de la présente délibération concernent la réhabilitation complète des parties communes (étanchéité, menuiseries extérieures et intérieures, ravalement de la façade, individualisation du chauffage, etc.). Ils permettront une réduction de la consommation énergétique grâce à l'isolation du bâtiment et une meilleure maîtrise de la dépense de chauffage grâce à l'individualisation des installations, concourant ainsi à la lutte contre la précarité énergétique.

Ces travaux répondent également aux objectifs du Plan de sauvegarde en termes de redressement financier de la copropriété et d'amélioration de sa gestion par la mise en œuvre d'une individualisation des charges.

Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer au syndic de copropriété FDI – ICI, demeurant 45 rue Schumpeter à PEROLS (34473), une subvention de 72 000 € pour la réhabilitation globale des parties communes du bâtiment G3 à G7;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, nature 2042, chapitre 908 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic FDI – ICI des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention de la Ville, sur un compte spécifique travaux dédié au bâtiment G3 à G7;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

### **34- Convention d'objectifs et de financement Ville/SNCF Signature d'un Avenant**



**Françoise PRUNIER :**

Par délibération du 25 juin 2012, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de financement entre la Ville et la SNCF pour les enfants accueillis dans les établissements municipaux qui relèvent du régime de protection sociale de la SNCF.

Cette convention ouvre aux prestataires SNCF la possibilité de pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les familles qui relèvent du régime général CAF, à savoir un tarif établi sur le barème national CNAF.

Pour la Ville, la convention prévoit une indemnisation du reste à charge par le versement de la Prestation Indemnité Garde Crèche (PIGC) par la SNCF. Cette prestation est basée sur le modèle que la Prestation de Service Unique (PSU) versée par la CAF, à la différence que dans la convention initiale, elle était plafonnée à un montant mensuel fixé annuellement par la SNCF. Or, la PSU CAF ne prévoit pas ce plafonnement.

Afin de ne pas faire subir un préjudice financier à la Ville, il convient donc d'aligner la PIGC sur la PSU CAF.

Pour ces raisons, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la SNCF s'est accordée à revoir cette clause et propose à la Ville de signer un avenant qui modifie l'article 4 de la convention de la manière suivante :

*« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la famille »*

A la place du paragraphe :

*« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la famille et ne peut excéder un plafond mensuel fixé annuellement par le Département d'action Sociale et indexé sur la base du Barème Mensuel des Allocations Familiales »*

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De prendre acte de la modification de l'article 4 de la convention d'objectifs et de financement susvisée ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer l'avenant joint en annexe proposé par la SNCF et tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**35- Maisons pour tous de la Ville de Montpellier  
Mise à disposition de salle à titre gratuit**

## **Sophie BONIFACE-PASCAL:**

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à **3** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **675 €**.

Les associations concernées sont : Association Métiss'Ka (110€), DSD (245€) et Coopération sens de Vie (320€)

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **14** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **2145 €**.

Les associations concernées sont : Compagnie Minibus (55€), Compagnie des nuits partagées (220€), Face Hérault (55€), Comité de quartier Saint Clément (165€), Compagnie Intermezzo (165€), La Bosphore (55€), Compagnie Lutine (110€), Les Fourmis Rousses (220€), Maison du Judo (110€), Amélie 2 Ailes (330€), Comité de quartier Pasquier Don Bosco (55€) et Montpellier PINK 34 (55€), Collectif citoyen Paillade (440€) et Justice pour le Petit Bard (110€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Messieurs DUFOUR et PASSET reviennent en séance avec leurs procurations.  
Mesdames PRUNIER, SOUCHE et Messieurs Hervé MARTIN, ARAGON, FLEURENCE sortent de la séance.  
Monsieur ABBOU quitte définitivement la séance avec la procuration de Monsieur Jacques MARTIN et donne procuration à Madame BIGAS.  
-----

### **36- Signature de protocoles territoriaux d'aide à la rénovation thermique de logements privés – actions pour la réduction de la précarité énergétique**

**Frédéric TSITSONIS :**

Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en œuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée par différentes initiatives concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),
- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Démarche du Plan Climat Energie Territorial en 2011.

Une des actions de ce Plan Climat Energie Territoire en cours d'élaboration consiste à agir sur les bâtiments de son territoire.

En complément de son intervention sur ses propres bâtiments, la ville de Montpellier soutient très fortement l'habitat privé par la mise en œuvre de procédures d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur l'ensemble de son territoire. Ces OPAH, par leur nature incitative, sont adaptées pour inverser les processus de dévalorisation des copropriétés les plus en difficultés et visent à requalifier durablement leur bâti en incitant à des réhabilitations complètes (parties communes et parties privatives). A cet effet, elles inscrivent les ménages occupant ces logements dans un cercle vertueux en contribuant à réduire leur précarité énergétique par une baisse importante des charges et à offrir un véritable confort d'habiter.

L'action de la Ville sera renforcée par la signature du protocole territorial « Investissements d'avenir » et de son protocole thématique qui constitue le volet territorial applicable à la Commune de MONTPELLIER, annexe au Contrat Local d'Engagement (CLE) du département, qui définit notamment les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre au plan local du programme « Habiter mieux », géré par l'Anah.

Dans ce cadre, la Commune de MONTPELLIER s'engage à mobiliser des moyens humains et financiers et à coordonner ses actions avec l'ensemble acteurs locaux et des partenaires du contrat local d'engagement dans le périmètre des OPAH qu'elle a conclu, pour répondre aux objectifs suivants :

- identifier et accompagner les ménages les plus modestes et à réaliser les travaux prioritaires leur permettant d'obtenir une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement, leur ouvrant droit notamment, à l'aide de l'Anah et à l'aide de solidarité écologique de l'Etat,
- accélérer l'amélioration thermique du parc de logements privés de la Commune de MONTPELLIER et contribuer ainsi aux efforts nationaux de réduction des consommations énergétiques.

Aussi, les parties signataires se fixent pour objectif d'aider 169 propriétaires occupants modestes éligibles au programme sur la durée du présent protocole.

En contrepartie, conformément au décret n° 2012-447 du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), l'Etat complète les financements de **l'Agence nationale de l'habitat**:

- au titre de l'ingénierie en accordant une prime de 438 € par logement, versée au propriétaire occupant ayant recours à l'AMO,
- au titre des travaux, une aide forfaitaire de solidarité écologique (ASE) de 1 600 €, qui peut être majorée à due concurrence des aides accordées par les collectivités locales, dans la limite d'un plafond de 2 100 €.

Ce protocole permet également la mobilisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) générés par ces opérations à hauteur de 25% en raison de leur contribution à la mise en œuvre du programme « Habiter mieux » au prorata des dossiers réalisés. A ce titre, la Ville de Montpellier s'inscrit dans l'option 2 en souhaitant inscrire l'ensemble des CEE générés à son compte EMMY.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'accepter les termes des deux protocoles joints en annexe de la délibération.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces protocoles et tout document relatif à cette affaire.

**Frédéric TSITSONIS :** Vous connaissez l'attachement de la Ville à la réflexion sur les économies d'énergie. La précarité énergétique est quelque chose de très important aujourd'hui par rapport au pouvoir d'achat de nos concitoyens. La Ville s'engage à trouver 169 occupants qui ont de réels problèmes de précarité énergétique et d'augmenter les aides et les subventions. C'est une chose importante et ambitieuse. Nous réfléchissons à amplifier ce phénomène.

**Jean-Louis ROUMEGAS :** Je rappelle souvent la nécessité de travailler aussi sur l'existant, et non seulement sur les logements neufs, mais d'aller aussi sur l'habitat et pas seulement les bâtiments publics. Même si, par rapport à l'enjeu, c'est encore modeste, ce n'est pas insignifiant, et c'est déjà un début qu'on ne peut que saluer. J'indique simplement d'autres pistes. Il faudrait aller vraiment vers un travail sur les logements sociaux – et là, je m'adresse aussi à l'Agglomération et à la Région. Il faut vraiment un plan de rénovation énergétique. Dans des HLM anciens, vous avez parfois des factures de chauffage équivalant aux loyers. C'est vraiment une priorité. De plus, nous pouvons aussi solliciter d'autres partenaires financiers, comme les banques, qui sont prêtes parfois à investir dans la rénovation énergétique sur laquelle elles se rembourseront sur les économies de chauffage. Les collectivités peuvent apporter des garanties sur ces emprunts et monter des partenariats.

**Frédéric TSITSONIS :** Au niveau national, toutes les constatations montrent que le logement social n'est pas le parc immobilier le plus énergivore en France. Ce sont les co-propriétés privées des années 50 et 60 qui ont plus de problématiques. Les logements sociaux, ce sont des financements très structurés qui arrivent aujourd'hui à apporter quelques réponses, même s'il reste beaucoup à faire encore. De plus, nous réfléchissons à une ingénierie qui permettra à des banques et à des sociétés privées d'apporter des aides pour réhabiliter de manière massive. C'est un des enjeux des prochaines années.

**Michel PASSET :** Je signale que l'année dernière, ACM a signé une convention avec cinq copropriétés regroupant à peu près 600 logements sur la ville de Montpellier et l'Agence locale de l'énergie. Nous tirerons un bilan le 5 avril lors d'une conférence de presse. Les économies que nous avons réalisées sont de l'ordre de 15 à 50 %.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Mesdames PRUNIER et SOUCHE reviennent en séance ainsi que Messieurs Hervé MARTIN, ARAGON et FLEURENCE.  
-----

**37- PATRIMOINE**  
**Convention d'occupation précaire**  
**Ville - Société ASF**  
**Dédoubllement de l'autoroute A9**  
**Déplacement du tracé**

**Frédéric TSITSONIS:**

Le 30 mai dernier le Conseil Municipal a approuvé la vente à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Etat, des terrains concernés par la réalisation du dédoubllement de l'autoroute A9.

Dans le cadre du projet OZ, projet communautaire consistant en la réalisation d'un nouveau quartier autour et en liaison avec la future gare TGV, la Communauté d'agglomération de Montpellier a demandé à ASF de modifier le tracé du dédoublement de l'autoroute A9 afin de le rapprocher de celui du futur contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier.

ASF, qui a répondu favorablement à cette demande, sollicite une extension des emprises nécessaires à son ouvrage en vue de réaliser ce déplacement. La procédure d'enquête parcellaire est en cours.

Un certain nombre de parcelles propriété de la Ville sont concernées par ce nouveau périmètre.

Le parcellaire est exclusivement composé de parcelles de terre, cadastrées SN 29 pour 8.086 m<sup>2</sup>, SN 35 pour 1.342 m<sup>2</sup>, SN 32 pour 2.492 m<sup>2</sup>, SO 21 pour 1.079 m<sup>2</sup> et SP 23 pour 3.252 m<sup>2</sup>.

ASF a sollicité la Ville pour obtenir une autorisation de prise de possession anticipée de ces nouvelles emprises.

Afin de permettre à ASF d'anticiper le démarrage des travaux avant régularisation de l'acte authentique de cession, il vous est proposé d'accepter de passer une convention d'occupation précaire à son profit sur ces terrains.

Compte tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit passée à titre gratuit.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la passation d'une convention d'occupation précaire à titre gratuit au bénéfice de la Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Etat, concernant les parcelles de terre cadastrées SN 29 pour 8.086 m<sup>2</sup>, SN 35 pour 1.342 m<sup>2</sup>, SN 32 pour 2.492 m<sup>2</sup>, SO 21 pour 1.079 m<sup>2</sup> et SP 23 pour 3.252 m<sup>2</sup>.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Christian DUPRAZ :** Derrière cette délibération un peu anodine, se cache en réalité un drame. Si, au moment de l'enquête publique pour ce doublement de l'A9, on vous avait dit qu'on peut doubler l'A9 aux frais de l'Etat, mais qu'il vous restera l'argent nécessaire à mettre pour requalifier l'autoroute actuelle en boulevard urbain, et si on vous avait donné le vrai chiffre de 220 M€ qui circule aujourd'hui, je pense que la décision aurait été différente. Au-delà de la vente de ces quelques terrains de la Ville pour réaliser ce doublement de l'autoroute, nous sommes confrontés à une échéance terrible. Il va falloir programmer 200 M€ dans les années qui viennent. Ce n'est pas acceptable. Il faut avoir une autre approche. Cette autoroute doit rester dans la concession d'Etat, y compris dans sa forme de boulevard urbain. Nous suggérons aux collectivités locales de prendre des délibérations en ce sens, disant qu'elles refuseraient de récupérer cette autoroute pour en faire un boulevard urbain à leur compte. La concession actuelle est valable jusqu'à 2033, elle peut le rester. L'Etat et le concessionnaire, Vinci Autoroutes, doivent pouvoir le faire. C'est pour nous une justice par rapport aux financements.

**Anne-Rose LE VAN :** On se rend bien compte du montage de ce type de projet. Nous qualifions cela de grand projet inutile, avec des montages financiers aléatoires, des difficultés de compréhension. A qui cela profite-t-il, et qui l'utilise ? Le doublement, cela signifie que cela va être plus cher et plus long pour des gens habitant à Lunel et se rendant à Montpellier. Les Montpelliérains vont payer aussi une facture assez lourde. C'est le même problème pour la gare TGV. Qui va l'utiliser ? Ce seront des businessmen. Les Montpelliérains

vont prendre le train à Saint-Roch. Nous sommes dans une logique de compétitivité entre les territoires, plutôt qu'une solidarité. Nous voterons contre cette délibération.

**Philippe THINES :** Il faut aussi voir le développement économique qu'il y a derrière. La construction de routes ou de gares crée des emplois. M. DUPRAZ dit que les personnes n'empruntant pas le boulevard vont payer. Oui, la solidarité a toujours lieu en France. C'est un des fondements même de la République. Il est dommage que vous teniez un tel langage.

**Christian DUMONT :** M. DUPRAZ vient de lancer une question extrêmement importante. Ce n'est pas une petite délibération. J'hallucine quand j'ai entendu les questions que vous avez posées à M. DUPRAZ. Vous êtes aux affaires et faites comme si vous ignoriez la teneur du communiqué de M. le Préfet, que ce dernier a fait passer dans la presse. J'attends de vous, en tant que responsables, soit que vous ne connaissiez pas le dossier et que vous ayez l'honnêteté de le dire, soit de reporter cette question à un autre Conseil municipal pour qu'il y ait un véritable débat, avec tous les éléments. Cela ne doit pas être réglé à la va-vite.

**Hélène MANDROUX :** Cela ne concerne pas le dossier qu'on va vous faire voter. Ce que M. DUPRAZ a soulevé est un arrêté du Préfet qui fait état de 200 M€. Le Préfet dit que non. Permettez-moi d'être étonnée des propos de M. DUPRAZ quand M. le Préfet ne parle pas de 200 millions. En revanche, la seconde partie de son intervention est tout à fait exacte. Le Préfet demande effectivement aux collectivités de financer. Les collectivités concernées en priorité sont le Département et l'Agglomération. La Ville ne sera pas concernée par ce financement.

**Christophe MORALES :** Mme LE VAN devrait réviser un peu ses textes avant de dire n'importe quoi. Ce ne sont pas les collectivités qui financeront la nouvelle gare, absolument indispensable car elle permet de faire en sorte que la gare Saint-Roch accueille les TER. Vous oubliez les principes de base du ferroviaire. De plus, la rocade va être utilisée par tout le monde. Je ne passe pas dans votre rue, M. DUPRAZ, et pourtant j'en paie l'entretien. C'est normal. C'est une portion d'un système global qui va permettre le contournement de la ville, qui va éviter les transits.

Pour : 46

Contre : 5

Abstentions: /

Adopté à la majorité.

### **38- Convention de location**

#### **Ville de Montpellier/Comité de Quartier de Port Marianne Sud**

**Frédéric TSITSONIS:**

La Ville de Montpellier dispose d'un local de 135 m<sup>2</sup> situé, allée de la Méditerranée à Port Marianne, dans lequel sont entreposées les maquettes de l'Hôtel de Ville visitées par le public selon un calendrier établi ;

Le Comité de Quartier de Port Marianne Sud recherchant un local dans ce quartier, la Ville de Montpellier propose de partager, dans le cadre d'une convention de location, les locaux précités afin d'en optimiser leur utilisation ;

La mise à disposition de ces locaux se ferait à partir d'un calendrier fixant les créneaux d'utilisation permettant conjointement à la Ville de Montpellier et au Comité de Quartier de Port Marianne Sud d'occuper l'espace ; Cette convention prendrait effet à compter de sa signature pour se terminer au 31 décembre 2014 ;

La valeur locative annuelle de ces locaux a été évaluée à 7425,00 € ;

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du Comité de Quartier, un loyer minoré d'un montant annuel de 35,00 € leur sera proposé. Ledit loyer constituant une subvention en nature s'élevant à 7390,00 €, il conviendra de porter cette somme au compte administratif de la Ville et à celui du Comité de Quartier ;

**Il est donc demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de location proposée au Comité de Quartier de Port Marianne Sud moyennant un loyer minoré et de porter au compte administratif de la Ville les informations comptables ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Pour : 51

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**39- ZAC Port Marianne - Consuls de Mer  
Futur Hôtel de Ville.**

**Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux**

**Lot 12 : "Faux-plafond tissus tendus"**

**Lot 29 : "Courants faibles"**

**Frédéric TSITSONIS:**

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du futur hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m<sup>2</sup> de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1<sup>er</sup> février 2005.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise ALYOS TECHNOLOGY, pour assurer les travaux du lot 12 : « Faux-plafonds tissus tendus ».

Par avenant n°1 au présent lot 12, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 6 800, 00 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 718 200, 87 € HT à 725 000, 87 € HT.



Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, pour assurer les travaux du lot 29 : « Courants faibles ».

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361,83 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 829 493, 34 € HT à 2 255 855,17 € HT.

Par avenant n°2 au présent lot 29, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 436 706,22€ HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 829 493, 34 € HT à 2 692 561,39 € HT.

**Les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage.**

L'augmentation du lot 12 correspond à la motorisation complète du plafond de la salle d'exposition dans un souci d'accessibilité et de maintenance ultérieure. Cette évolution porte le marché du titulaire « ALYOS TECHNOLOGY », à 743 450,87 € HT.

L'augmentation du lot 29 correspond à diverses modifications liées principalement à la réalisation de câblages électriques complémentaires dans les salles techniques, Salle de crise et COC, ainsi que dans les accueils d'étages et salles de réunion du fait notamment de la réorganisation du niveau sous-sol, de l'optimisation du nombre de salle de réunion et de l'amélioration de l'accueil au public. Cet avenant comprend également l'amélioration de la sécurisation du bureau du maire.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC», à 2 714 641,17 € HT.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux et avenants précédents sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial compris avenant antérieur et option HT	Avenant proposé Montant HT	Montant total HT	% augmentation avenant proposé et avenant antérieur p/r marché initial	% augmentation avenant proposé p/r marché initial compris avenant antérieur
2	Lot 12 : « Faux plafonds tissus tendus »	ALYOS TECHNOLOGY	725 000,87	18 450,00	743 450,87	3,52 %	2,54 %
3	Lot 29 : « Courants faibles »	groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC	2 692 561,39	22 079,78	2 714 641,17	48,38 %	0,82 %

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offre en date du 3 juillet 2012 pour le lot 29, le lot 12 ne nécessitant pas l'avis de la commission d'appel d'offre du fait d'une augmentation tout avenant confondu inférieure à 5% par rapport au marché initial ;

**Il est proposé, en conséquence, au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise « ALYOS TECHNOLOGY », lot 12, pour un montant de 18 450,00 € Hors Taxes ;

- d'approuver l'avenant n°3 au marché du groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC,  
lot 29, pour un montant de 22 079,78 € Hors Taxes ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, Service Conduite d'Opérations :  
Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Pour : 51

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**40- Rue Boussinesq**  
**Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée**  
**de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative**  
**Avenant n° 1**

**Frédéric TSITSONIS:**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a décidé le principe d'une double vente, la Ville cédant à Eiffage Immobilier Méditerranée l'emprise foncière de l'ancien boulo-drome Antoine Perrier, rue Boussinesq, et Eiffage cédant à la Ville les locaux construits, comprenant une crèche de 1 344 m<sup>2</sup> (locaux livrés bruts) et une salle associative de 128 m<sup>2</sup>. Le montant des deux ventes est de 1 552 000 € T.V.A. incluse.

La livraison des locaux bruts de la crèche est prévue en avril 2014.

Le présent avenant a pour objet la réalisation d'études et de travaux complémentaires facilitant l'interface entre le chantier des logements et l'aménagement de la crèche.

Ils comprennent notamment, les études d'exécution de la crèche, la réalisation des clôtures définitives, la réalisation des plates-formes de la cour, et la mise en place d'un bac à graisse.

Le montant des travaux s'élève à 74 735,35 € toutes taxes incluses (62 488 € hors taxes), soit une augmentation de 4.81 %. Cet avenant porte le montant total de la vente à 1 626 735,65 toutes taxes incluses.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avenant n°1 au contrat de VEFA pour un montant de 74 735,65 € taxes incluses ;
- de dire que la somme sera imputée sur les crédits de l'aménagement de la crèche prévus à cet effet au budget 2014 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Hélène MANDROUX :** Sachez que le projet Villa Juliette, dans le cadre des Pyramides d'argent, a eu le Prix de l'esthétique.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame BENEZECH quitte définitivement la séance et donne sa procuration à Madame LABROUSSE.  
Messieurs DUPRAZ et BOUILLE (donne sa procuration à Monsieur THINES) quittent définitivement la  
séance.  
-----

## **41- Création de l'Institut CONFUCIUS de Montpellier. Approbation du principe d'adhésion de la Ville de Montpellier comme membre fondateur.**

### **Philippe THINES:**

Les villes de Montpellier et Chengdu sont liées depuis 1981 par un accord de jumelage dont le 30ème anniversaire a été célébré en 2011. Ce jumelage jouit d'un prestige important en Chine car c'est le 1<sup>er</sup> jumelage entre une ville chinoise et une ville étrangère. Cela a permis une coopération exemplaire basée sur les rapprochements opérés par la Ville entre des structures éducatives, universitaires, institutionnelles, économiques, culturelles faits , sportives et hospitalières des deux villes.

La stratégie adoptée par la Ville de Montpellier de générer des projets de coopération décentralisée, alliée à la présence, à l'action de la Maison de Montpellier à Chengdu et au dynamisme relationnel de sa Direction ont activement contribué au développement de ces liens à haute valeur ajoutée.

Les forts liens d'amitié entre les communautés éducatives, culturelles et universitaires sont notamment illustrés par l'existence de bourses d'études universitaires annuelles, par le soutien académique du Rectorat de Montpellier au jumelage d'établissements et aux échanges scolaires, par l'accord universitaire entre l'UESTC (Université des Sciences et Technologies Electroniques de Chine) de Chengdu et l'UM2 (Université de Montpellier 2) et par la convention entre l'Institut de Préparation à l'Administration Générale de l'UM1 (Université de Montpellier 1) et l'institut d'études administratives de Chengdu signée en 2012.

Le fort développement de l'apprentissage du chinois dans les sections internationales des écoles élémentaires et les établissements secondaires de Montpellier créées il y a deux ans et qui concernent 130 élèves en 2012, a été renforcé par l'accord tripartite signé entre le Bureau d'éducation de Chengdu, la ville de Montpellier et le rectorat de Montpellier en mars 2012.

Les liens privilégiés ainsi créés avec l'UESTC et le Bureau de l'éducation de Chengdu, ainsi que le dynamisme du tissu associatif franco-chinois à Montpellier, a permis d'envisager la création d'un institut Confucius à Montpellier.

Cet institut Confucius aura pour vocation d'assurer à Montpellier le rayonnement de la langue et de la culture chinoises, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la ville partenaire de Chengdu.

Ainsi il pourra notamment dispenser des enseignements de langue, organiser des activités de sensibilisation à la culture, de sensibilisation à la médecine traditionnelle chinoise, favoriser les contacts et les échanges avec la Chine, animer le tissu associatif franco-chinois, monter des expositions et des événements (colloque, fête du nouvel an chinois...), organiser des rencontres, des stages linguistiques, des stages d'études, etc.

L'action de la Ville et du rectorat a permis d'élargir le nombre de partenaires, membres fondateurs de l'Institut Confucius qui seront : l'Université de Montpellier 1, l'Université de Montpellier 2, la Ville de Montpellier, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, le Hanban (Bureau de la Commission pour la Diffusion Internationale du Chinois) et l'UESTC (Chengdu).

La création de cet Institut suppose la présentation d'un dossier de candidature auprès du Hanban, afin de solliciter leur agrément nécessaire à cette création, et permettant le versement d'une aide financière.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le principe de la création d'un Institut Confucius de Montpellier dont la constitution en association, les statuts, le fonctionnement et les représentants de la Ville feront l'objet d'une délibération future,
- D'approuver la future qualité de membre fondateur de cette association de la Ville de Montpellier,
- D'approuver le dépôt du dossier de candidature auprès du Hanban.

**Philippe THINES :** Il s'agit d'une demande pour la création d'un studio Confucius à Montpellier. Cet institut Confucius aura pour vocation d'assurer à Montpellier le rayonnement de la langue et de la culture chinoises, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la ville partenaire de Chengdu. Nous sommes bien au-delà des simples échanges qu'on avait voilà quelques années.

**Christian DUPRAZ :** J'ai été un peu surpris du nom de l'institut. Le confucianisme n'est pas tout à fait le style de philosophie que je trouve adapté à notre époque. Il s'agit du respect des traditions les plus compassées, le respect du maître dans toute chose, même dans ses erreurs, et l'opposé de l'esprit d'initiative et de critique dont nous parlions tout à l'heure. On aurait pu trouver autre chose.

**Christian DUMONT :** Je n'ai pas été étonné par le nom de Confucius. La question à se poser est de savoir, à travers les temps de crise que nous connaissons, si on ne se fait pas plaisir, si on ne voit pas l'intérêt général pour l'intérêt particulier. On essaie de nous vendre ce projet en expliquant que cela va renforcer le jumelage avec Chengdu. Cela va participer au développement de l'apprentissage du chinois dans les sections internationales des écoles de Montpellier. On nous explique qu'en 2012, 130 élèves apprendraient le chinois. J'entends bien que c'est peut-être la Chine qui va gouverner le monde dans les années à venir. Mais on n'en est pas là. Ce projet ne concerne qu'une minorité. On aurait pu se poser la question de la création d'un institut franco-anglais. Cela ressortit du gadget et du symbole. Les Montpelliérains n'ont pas besoin de cela.

**Michaël DELAFOSSE :** Il n'y a pas d'adepte du confucianisme dans cette assemblée. Néanmoins, il faut apprendre à connaître l'autre. La diversité fait la force de cette ville. C'est plutôt une bonne nouvelle. On parlait des problématiques d'emplois. C'est tout de même un peu en Chine que cela se passe, même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ce que font les Chinois, c'est vrai. Mais nous avons des relations extraordinaires à nouer. Nous ne devons pas nous replier sur nous-même. Allons de l'avant.

**Hélène MANDROUX :** Je vous précise que ce projet a été monté en association avec l'UM1, l'UM2 et le rectorat. Cela concerne aussi les étudiants et les formations professionnelles.

**Jacques TOUCHON :** Il ne s'agit pas d'un gadget, mais de quelque chose de fondamental. L'ouverture à la culture et à la langue chinoises est une obligation. C'est donner une chance aux jeunes Montpelliérains pour les années à venir. Faire une école Rabelais à Chengdu et une école Confucius à Montpellier est extrêmement important. Et dire que l'école Confucius est le support du confucianisme, il y a là une erreur de culture.

**Jean-Louis GELY :** Je suis effondré par ce que je viens d'entendre. On peut bien sûr invoquer la méconnaissance du dossier. Quelques réponses ont été apportées. D'abord, Confucius, c'est un label qui existe dans les relations franco-chinoises en matière éducative, et pas depuis la semaine dernière. Ensuite, ce n'est pas un gadget. 130 enfants sont concernés aujourd'hui car c'est un dispositif qui commence. Le rectorat a souhaité développer l'apprentissage des langues vivantes dès le premier degré, et pas seulement en chinois. C'est une démarche institutionnalisée par le rectorat que nous avons décidé d'appuyer. C'est un parcours éducatif, une démarche ni finie, ni exclusive.

**Philippe SAUREL :** Si nous voulons poursuivre l'œuvre d'une création de métropole internationale, qui éclaire de la compétence de ses chercheurs, il faut lui donner la capacité de former dans les endroits qui sont utiles pour la culture et l'économie. Toutes les écoles d'ingénieur aujourd'hui apprennent le chinois. C'est le challenge de notre ville de pouvoir donner à ses citoyens ces outils fondamentaux pour l'émancipation de l'Homme, mais aussi pour l'économie et notre prise en compte à l'international. Cet institut est un outil incontournable.

**Philippe THINES :** Qu'est-ce qui a fait la grandeur de la ville de Montpellier ? Ce sont les échanges ! Il y a une base de 20 % de Montpelliérains pour 80 % venant de l'extérieur. Ce n'est pas l'enfermement sur soi. Il faut arrêter de parler de gadget inutile. L'ouverture de la ville sur l'étranger est quelque chose de très important. C'est aussi un outil contre le chômage et pour le développement économique.

**Hélène MANDROUX :** Je souscris à ce que vient de dire M. THINES. Une Ville doit avoir une politique extérieure.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: 2

Adopté à l'unanimité.

## **42- Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages. Abroge et remplace la délibération 2012/599**

**Philippe THINES:**

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différentes réseaux de coopération décentralisée.

L'action Internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et acteurs locaux.

### **Mission à Chengdu du 20 au 27 Avril 2013 :**

La Ville de Montpellier et Chengdu sont à un moment charnière de leur coopération dans le cadre du jumelage. Après une année 2012 qui a vu le renforcement important des projets de coopération dans de nouvelles directions : formations de hauts cadres chinois dans le domaine du droit, de l'administration publique, création et multiplication des classes Rabelais et des sections internationales de chinois à Montpellier, développement des coopérations universitaires, opération de promotion économique des vins des Grès de Montpellier, participation importante au Festival Unicités.....

Un nouveau projet fédérateur d'Institut Confucius en partenariat avec le rectorat de l'académie de Montpellier, deux universités montpelliéraines UM1 et UM2 et l'université des sciences électroniques et technologiques de Chengdu doit être également présenté devant le Hanban, autorité chinoise, lors de cette mission afin de trouver une concrétisation à Montpellier à la rentrée 2013.

La mission en Chine initialement prévue au mois de janvier a donc été reportée au mois d'avril afin d'intégrer ce nouveau projet et de coïncider avec le déplacement du Recteur et du Président de l'UM2. Madame Perla DANAN, Adjointe déléguée aux Relations Internationales se rendra en Chine du 20 au 28 avril prochain accompagnée de Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal, délégué au jumelage avec Chengdu pour appuyer l'avancement durable de ces projets associant plusieurs partenaires locaux.

D'autres projets de collaborations seront aussi évoqués tels que :

- Le rapprochement entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier en partenariat avec l'Université Montpellier 3 afin de mettre en place une collaboration avec leurs homologues chinois, tant au niveau des formations que des échanges architecturaux;
- Le développement d'un programme d'actions culturelles autour du design made in Montpellier au sein de la Maison de Montpellier à Chengdu par la mise en place d'expositions, showrooms éphémère ;
- La présentation du Festival International des Sports Extrêmes (FISE) au bureau des sports de la municipalité de Chengdu pour une possible création de cet événement à Chengdu.

Enfin cette mission sera aussi l'occasion de poser la première pierre de l'Ecole Montpellier à Chengdu, qui sera construite par le cabinet d'architecture montpelliérain à l'origine du groupe scolaire Chengdu de Montpellier. Ce projet avait été initié par Monsieur Ge Honglin, Maire de la Ville de Chengdu, à Montpellier le 26 avril 2012, lors de la pose de la première pierre de l'Ecole Chengdu.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'accorder à Mme Perla DANAN, Adjointe au Maire déléguée aux Relations Internationales et Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal délégué au jumelage avec Chengdu, un mandat spécial pour la mission à Chengdu du 20 au 27 avril 2013;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser Mme DANAN, et M. ASLANIAN à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Pour : 50

Contre : /

Abstentions:/  
Adopté à l'unanimité.

### **43- Quartier Lez - Pompignane**

#### **Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier, BOUYGUES Immobilier et NG Promotion**

**Michaël DELAFOSSE : Affaire retirée**

Pour : 46  
Contre : /  
Abstentions:/  
Adopté à l'unanimité.

### **44- Quartier Lez – Pompignane**

#### **Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)**

**Michaël DELAFOSSE :**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'investit depuis plusieurs années sur son territoire et a fait réaliser plusieurs études urbaines portant sur le quartier de la Pompignane :

- Deux études réalisées sur le centre de quartier en 2010 et 2011 par les architectes-urbanistes Nicolas Boudier et Daniel Delgado, avec l'objectif de renforcer la centralité de quartier, la mixité et la densité urbaines, en accompagnant les transformations du bâti par un réaménagement de l'espace public, priorité étant donnée aux modes de circulation doux et au renforcement des liaisons paysagères entre les rives du Lez et la partie haute du quartier ;
- Une étude réalisée sur le plateau de la Pompignane en 2011 par l'agence d'architecture et d'urbanisme MDR, permettant de dégager une vision globale d'évolution de l'aménagement de cet espace urbain à vocation économique marquée, aujourd'hui introverti et isolé du reste du quartier de la Pompignane. Cette vision se décompose en deux temps : un schéma directeur à long terme fixant les grands axes de composition interne au secteur et de maillage avec les quartiers environnants ; des plans de masse plus fins sur les franges ouest et nord du site susceptibles de muter plus rapidement, où serait privilégiée une mixité fonctionnelle par le développement d'opérations de logements.

Ces études ont conduit le Conseil municipal à adopter par les délibérations n° 2011/141 et 2011/142 en date du 28 mars 2011 des mesures conservatoires, en instaurant deux périmètres d'étude au titre de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme et couvrant le centre de quartier ainsi que le plateau de la Pompignane.

Au vu des enseignements de ces études, la Ville de Montpellier a souhaité s'engager dans le réaménagement du quartier de la Pompignane, suivant un périmètre plus large que ceux des études réalisées, intégrant les berges du Lez et les abords de l'avenue de la Pompignane entre la limite communale avec Castelnau-le-Lez et la rue du Clos de la Cerisaie, le cœur de quartier, les résidences ACM (Office public de l'habitat de Montpellier), ainsi que la bordure ouest du plateau de la Pompignane, le long de la rue de Pinville.

Par délibération n° 2012/309 en date du 25 juin 2012, le Conseil municipal a validé le principe du lancement de ce réaménagement urbain sous la forme d'une zone d'aménagement concerté, et a arrêté les modalités d'association du public ainsi que les principaux objectifs d'aménagement, qui peuvent notamment être résumés comme suit :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale ;
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours, conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité au centre-ville ;
- rétablir à travers une programmation adaptée une répartition plus équilibrée entre habitat social et logement en accession à la propriété ;
- assurer le renouvellement et le maintien, voire le développement, de l'offre commerciale de proximité ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux piétons,
- développer des espaces publics support d'animations récréatives et sportives ;
- améliorer la collecte et la gestion des eaux pluviales ;
- créer un paysage urbain de qualité.

Afin de poursuivre les études nécessaires préalables à la création de la ZAC, Madame le Maire, par décision n° 2012/479 du 20 décembre 2012, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) un mandat d'études (convention de mandat signée le 21 décembre 2012) visant à compléter les études initiales, notamment en matière de programmation, analyse, prospective et impact environnemental sur un périmètre élargi, afin de mieux cerner les enjeux de réaménagement de ce quartier, à l'échelle et en préalable au projet de ZAC. Ce programme d'études complémentaires doit permettre à la Ville de Montpellier d'affiner les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de la ZAC et d'en arrêter plus précisément le contour et le programme. Il doit également venir enrichir la consultation qui permettra de désigner un architecte urbaniste chargé de la conception du projet de la ZAC Lez – Pompignane.

En préambule à cette phase préparatoire, une étude de structuration urbaine du quartier Lez-Pompignane a été confiée à Nicolas Boudier, architecte-urbaniste, en vue de recueillir des éléments de programmation et de définition d'un périmètre opérationnel d'aménagement du secteur, à l'échelle du quartier tout entier. Cette étude donne notamment des éléments en matière de potentiel foncier, de trame viaire et de circulations douces, d'équipements existants, de trame verte, de patrimoine à préserver. Cette étude permet clairement de préfigurer la programmation des aménagements structurants à l'échelle du quartier dans la perspective de la ZAC, de participer à la définition du périmètre opérationnel et d'identifier les espaces à enjeux.

Afin de préserver le site et de ne pas compromettre la faisabilité de l'opération de réaménagement qui sera prochainement mise en œuvre, d'une part, et de ne pas rendre plus onéreuse sa réalisation, d'autre part, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'instituer un nouveau périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation de ce périmètre d'étude est définie en annexe à la présente délibération. Elle reprend les périmètres d'études existants (cœur de quartier, plateau de la Pompignane) pour en réaffirmer l'intérêt et les complète sur les secteurs mis à l'étude depuis (secteurs résidentiels périphériques au cœur de quartier, entre la limite communale de Castelnau-le-Lez, le Lez, la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville).

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet de réaménagement urbain global envisagé.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**



- De prendre en considération la mise à l'étude du réaménagement du secteur dénommé « Lez – Pompignane », tel que défini ci-avant ;
- D'instituer un périmètre d'étude suivant le plan joint en annexe de la présente délibération, délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Patrick VIGNAL :** Je voudrais remercier Michaël DELAFOSSE et les services, car je sais que cela avance très bien aussi sur le centre commercial. C'est important. Les commerçants sont ravis.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: 2

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur TSITSONIS sort de la séance.  
-----

**45- Folies architecturales du 21<sup>ème</sup> siècle  
Port Marianne – Quartier Richter  
Rue Vendémiaire - Parcelle SA 236  
Organisation d'une consultation  
en vue de la cession de la parcelle**

**Michaël DELAFOSSE :**

Dans le cadre de sa politique de développement urbain et de soutien apporté à l'architecture contemporaine, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de cession de terrains communaux situés à proximité des lignes de tramway, avec l'objectif d'y favoriser l'implantation de programmes immobiliers innovants, principalement destinés à l'habitat, et témoins de leur époque, dans le but d'enrichir et de diversifier le patrimoine architectural de Montpellier.

Lieux de la création, de l'innovation et de l'audace architecturales, les « Folies architecturales du 21<sup>ème</sup> siècle » viendront raconter une histoire, contribueront à diffuser l'architecture contemporaine, intégreront l'art dans l'architecture, créeront des repères et l'identité urbaine de demain. Elles devront également intégrer une réflexion sur les modes d'habiter et sur la qualité de l'habitat, en réponse à l'évolution de la demande sociale.

Ainsi, à Port Marianne, dans le quartier Richter, entre le Lez, la place Christophe Colomb, la bibliothèque Richter et le secteur de l'Hôtel de Région, la Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle dont l'accès se situe rue Vendémiaire, cadastrée section SA n° 236, d'une superficie de 2 525 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle est composée d'un bâtiment en R+1+terrasse entouré d'un espace clôturé affecté à l'usage de parking privatif et d'espaces verts.

Ce bien, appartenant au domaine privé de la commune, était affecté jusqu'à fin 2012 à l'usage de bureaux donnés en bail locatif.

A ce jour, ce bien n'est plus affecté ni utilisé et peut donc être librement cédé.

La Ville souhaite organiser en vue de la cession de cette parcelle une consultation sous conditions, permettant de mettre en œuvre à cet endroit un projet de folie architecturale du 21<sup>ème</sup> siècle. Ce terrain est en effet idéalement situé à la croisée des grands projets urbains que sont le quartier Antigone, puis la réorientation du développement urbain vers le littoral et la mer (axe de la route de la Mer, quartiers de Port Marianne, projet Eco-cité, ...). Il symbolise l'articulation entre les grandes actions publiques d'urbanisme, ainsi que la croissance urbaine maîtrisée (bien que forte) de Montpellier.

Le principe retenu par la collectivité est celui d'une consultation ouverte de promoteurs associés à une agence d'architecture confirmée, en association avec une jeune agence d'architecture (agence de moins de dix ans). L'objet principal de la consultation restant la cession du terrain, un appel à projet avec mise en concurrence sera réalisé sur la base d'une esquisse architecturale répondant au programme validé, intégrée dans son environnement urbain (maquette 3D infographique). Ce travail sera demandé aux trois équipes admises à concourir, à la suite d'une présélection sur références, motivation et intentions (pré-projet non esquissé) pour l'ensemble des candidats qui se seront manifestés pour participer à cette opération. Une prime d'indemnisation de 10 000 € sera attribuée à chacune des trois équipes pour la réalisation de ces esquisses, 60 % minimum de ce montant devant être destinés à la rémunération du travail de conception architecturale.

Le règlement spécifique de cette consultation sera établi par la Ville et transmis aux trois candidats admis à remettre une offre, permettant de laisser s'exprimer une grande liberté de conception architecturale, en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Les conditions de jugements des trois offres finales seront précisées dans le règlement spécifique.

A ce stade de la présélection des trois équipes, l'appréciation des candidatures sera effectuée au regard des réponses fournies portant sur :

- le courrier d'intention,
- la fiche synthétique de proposition complétée,
- la note d'objectif,
- les références et moyens du dossier promoteur(s),
- les références et moyens du dossier architectes.

La collectivité se réserve le droit d'engager une modification préalable du plan local d'urbanisme, conformément au programme établi pour l'opération, et dans des délais compatibles avec celle-ci.

Situé en zone 1 U7-4 du PLU de Montpellier, la valeur du bien, compte tenu des contraintes exposées, a été estimée par les services fiscaux suivant avis en date du 24 janvier 2013 à un montant forfaitaire de :

- 420 € / m<sup>2</sup> de surface de plancher de logement développée par le projet ;
- 220 € / m<sup>2</sup> de surface de plancher de locaux tertiaires (bureaux, commerces, ...) développée par le projet,

Les principales contraintes du site, outre l'ambition architecturale, le règlement du PLU ainsi que les servitudes d'urbanisme, sont liées à l'état bâti et l'environnement du terrain, la présence de réseaux en sous-sol, la programmation spécifique de la « Folie », la proximité du Lez, le transfert des installations de radiotéléphonie présentes sur le pylône voisin, l'implication des équipes et la mise en concurrence dès la phase amont de la consultation.

Une délibération viendra autoriser, une fois l'acquéreur retenu, la vente de ce bien.

**En conséquence, au vu du projet de consultation et de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'organisation de la consultation en vue de la cession de la parcelle SA 236 pour la réalisation d'une Folie architecturale du 21<sup>ème</sup> siècle, avec le paiement d'une prime d'indemnisation de 10 000 € pour chacune des trois équipes qui seront présélectionnées pour présenter une offre de projet,
- D'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente de la parcelle SA 236, d'une surface de 2 525 m<sup>2</sup>, sur la base du prix plancher de 420 € / m<sup>2</sup> de surface de plancher de logement développée par le projet et 220 € / m<sup>2</sup> de surface de plancher de locaux tertiaires de type bureaux, commerces ou autres développée par le projet,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**46- ZAC Port Marianne – Consuls de Mer  
Agrément de candidature COGIM  
(Lot L2)**

**Michaël DELAFOSSE :**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;

- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m<sup>2</sup> de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGIM en vue de la cession du lot L2 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

COGIM  
Résidence Port d'Attache  
245 avenue Marie de Montpellier  
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot L2  
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot L2 correspond à :

- un volume à provenir de la subdivision du volume 27 d'un ensemble immobilier complexe situé chemin de Moularès, dénommé « Quartier du Nouvel Hôtel de Ville » et dont l'assiette foncière est constituée des parcelles cadastrées section DS n°597, 599, 601, 605, 607, 609, 625, 626 et 628 d'une superficie totale de 37 745 m<sup>2</sup> ;
- la parcelle cadastrée DS n°658 d'une superficie de 322 m<sup>2</sup>.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 62 logements collectifs et 450 m<sup>2</sup> de locaux professionnels.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 4 461 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de COGIM en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 62 logements collectifs et des locaux professionnels sur le lot L2 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**47- ZAC Port Marianne – Consuls de Mer**  
**Agrément de candidature URBIS REALISATIONS**  
**(Lot L1)**

**Michaël DELAFOSSE :**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;

- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m<sup>2</sup> de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'URBIS REALISATIONS, en vue de la cession du lot L1 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

URBIS REALISATIONS  
266 place Ernest Granier  
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot L1  
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot L1 correspond à :

- un volume à provenir de la subdivision du volume 27 d'un ensemble immobilier complexe situé chemin de Moularès, dénommé « Quartier du Nouvel Hôtel de Ville » et dont l'assiette foncière est constituée des parcelles cadastrées section DS n°597, 599, 601, 605, 607, 609, 625, 626 et 628 d'une superficie totale de 37 745 m<sup>2</sup> ;
- la parcelle cadastrée DS n°656 d'une superficie de 92 m<sup>2</sup>.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 41 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée :                      3 330 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature d'URBIS REALISATIONS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature d'URBIS REALISATIONS en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 41 logements collectifs sur le lot L1 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

## **48- ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°2A)**

**Michaël DELAFOSSE :**

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération est située le long de la future avenue Théroigne de Méricourt et se compose des îlots 1 et 2, chacun étant lui-même décomposé en deux lots. Ces quatre lots ont fait l'objet d'une consultation de promoteurs durant le premier trimestre 2011.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession du lot n°2A de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements sociaux et de commerces détaillé ci-après.

- Dénomination du candidat :

ACM  
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
407 avenue du Professeur Antonelli – CS 15590  
34074 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Lot n°2A  
ZAC Port Marianne – Rive gauche

- Parcelles cadastrées :

Section SC n°129 et n°132



d'une superficie totale de 916 m<sup>2</sup>

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 48 logements sociaux pour une surface de plancher de 3 399 m<sup>2</sup> et des locaux commerciaux pour une surface de plancher de 174 m<sup>2</sup>.

- SDP maximale :

Surface envisagée : 3 399 m<sup>2</sup> SDP

Surface maximale autorisée : 3 570 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 48 logements sociaux et de locaux commerciaux sur le lot 2A de la ZAC Port Marianne – Rive gauche ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**49- Quartier Port Marianne – Jacques Cœur  
Pavillon de présentation du chantier de l'hôtel de ville  
Permis de construire pour changement d'affectation  
Autorisation de dépôt et de signature**

**Michaël DELAFOSSE:**

Dans le cadre de la réalisation du nouvel hôtel de ville, conçu par les architectes Jean Nouvel et François Fontès, un local temporaire destiné à assurer la communication autour de ce projet majeur a été implanté au cœur du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et le bassin d'agrément. Ce local à l'architecture contemporaine, également conçu par l'agence Jean Nouvel, a permis, durant toute la durée du chantier de la mairie, de porter à la connaissance du public les détails du projet et du quartier qui l'accompagne.

La construction de l'hôtel de ville est désormais achevée et son inauguration est intervenue en novembre 2011. La vocation initiale de ce local de communication temporaire n'est donc plus aujourd'hui d'actualité, c'est pourquoi son changement d'affectation est aujourd'hui envisagé au regard des usages et des services qu'il peut encore rendre à la population.

En effet, le maintien et l'ouverture au public de ce pavillon au-delà du chantier de l'hôtel de ville, pérennisera la vocation d'information et d'exposition de ce local très appréciée par un grand nombre de montpelliérains qui pourront toujours obtenir dans ce lieu unique tous les renseignements sur les projets urbains en cours ou à venir. La présence de maquettes dans ce local continuera à nourrir cet intérêt en permettant une approche ludique et pédagogique du développement urbain de la ville.

Le maintien de cette construction permettra également de répondre à une demande du tissu associatif local qui, pour des raisons liées aussi bien à son emplacement exceptionnel au cœur du quartier qu'à son très bon niveau d'équipement, souhaiterait pouvoir en faire usage pour organiser des réunions et rencontres de quartier.

Dans l'objectif d'associer à la fonction initiale d'exposition et de communication de ce bâtiment une nouvelle vocation d'accueil des associations de quartier, un dossier a été constitué en vue d'obtenir le permis de construire autorisant cette évolution d'affectation.

Organisé de plain-pied, ce local offre une surface de plancher de 115 m<sup>2</sup> comprenant une vaste pièce principale ainsi que des sanitaires et un local technique. Son parti architectural résolument contemporain a été imaginé avec les mêmes matériaux et coloris que ceux de l'hôtel de ville, lui assurant une parfaite intégration à son contexte urbain environnant.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer le permis de construire du local d'exposition et de réunion situé en rive gauche du Lez, dans le quartier Jacques Cœur ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le permis de construire de ce local ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**50- ZAC OVALIE**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Tranche 4 - lot 3B**  
**ACM**

**Michaël DELAFOSSE:**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 3B de la tranche 4.

**Maître d'ouvrage : ACM**

CS 15590  
407, avenue du Professeur Antonelli  
34074 MONTPELLIER Cedex 3

**Localisation du projet :** Section PB n°234

**Surface du lot :** 1024 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 52 logement collectifs sociaux

**SDP envisagée :** 3726 m<sup>2</sup> SDP  
3965 m<sup>2</sup> SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**51- ZAC DES GRISETTES :**  
**Agrément de candidature SCI SAINT ROCH**  
**Lot n°9**

**Michaël DELAFOSSE:**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SCI SAINT ROCH en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de la nouvelle clinique Saint Roch dans cette ZAC.

**Dénomination du candidat :** SCI SAINT ROCH  
Centre médical Odysseum  
194 avenue Nina Simone  
CS19537  
34960 MONTPELLIER cedex 2

**Localisation :** ZAC des Grisettes  
Lot n°9

**Parcelle cadastrée :** Section EK n°49, 195p, 267p, 293p, 295p et 309

**Surface du lot :** 9 911 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Clinique Saint Roch

**SDP envisagée :** 17 124 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 20 450 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de SCI SAINT ROCH prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de SCI SAINT ROCH pour la construction de la nouvelle clinique Saint Roch sur le lot 9 de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Michaël DELAFOSSE :** C'est une décision très importante, car la clinique Saint-Roch a une activité croissante et était à l'étroit en centre-ville. M. PONSEILLE s'est approché de vous et a voulu étudier des sites pour pouvoir développer l'activité. Le site des Grisettes présente plusieurs intérêts majeurs. Il est à proximité du tramway, permettant donc aux nombreux personnels de pouvoir utiliser ce mode de transport. Du point de vue de l'aménagement à l'échelle de la ville, cela permet de rééquilibrer l'aspect économique sur la partie ouest de Montpellier. Nous devons toujours être attentifs à une logique d'équilibre territorial. De plus, c'est l'un des premiers établissements de santé qui sera raccordé aux réseaux de chaleur qui utilisera ce que produit l'usine de méthanisation en termes d'énergie.

**Hélène MANDROUX :** Cela offre un lieu de santé de ce côté de la ville. Cela représente un équilibre important.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité

## 52- ZAC DES GRISETTES

### Agrément de candidature A.C.M. Lot 7BC

#### **Michaël DELAFOSSE:**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nougulier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 44 logements collectifs dans cette ZAC.

**Dénomination du candidat :** ACM  
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
407 avenue du professeur Antonelli

34074 MONTPELLIER Cedex 3

<b>Localisation :</b>	ZAC des Grisettes (5 <sup>ème</sup> tranche) Lot n°7BC
<b>Parcelle cadastrée :</b>	Section DZ n°130P
<b>Surface du lot :</b>	3 927 m <sup>2</sup>
<b>Nature du projet :</b>	44 logements collectifs
<b>SDP envisagée :</b>	3 075 m <sup>2</sup> SDP
<b>SDP maximale autorisée :</b>	3 220 m <sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 7BC de la 5<sup>ème</sup> tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**53- ZAC DES GRISETTES :  
Agrément de candidature SCI LES GRISETTES  
lot n°9**

**Michaël DELAFOSSE:**

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nougulier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SCI LES GRISETTES en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un bâtiment de consultations médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch dans cette ZAC.

**Dénomination du candidat :** SCI LES GRISETTES  
Centre médical Odysseum  
194 avenue Nina Simone  
CS19537  
34960 MONTPELLIER cedex 2

**Localisation :** ZAC des Grisettes  
Lot n°9

**Parcelle cadastrée :** Section EK n°49, 195p, 267p, 293p, 295p et 309

**Surface du lot :** 9 911 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Bâtiment de consultations pour activités médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch

**SDP envisagée :** 3 813 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 4 550 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de SCI LES GRISETTES prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de SCI LES GRISETTES pour la réalisation d'un bâtiment de consultations pour activités médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch sur le lot 9 de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**54- Foncier**  
**Route de Mende**  
**Cession « BOUYGUES Immobilier »**

**Michaël DELAFOSSE:**

La société BOUYGUES Immobilier a réalisé une opération immobilière sur les parcelles cadastrées BP 3 et BP 315, route de Mende, sur une emprise totale de 2 133 m<sup>2</sup>.

Conformément à l'emplacement réservé C2 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée BP 323 d'une superficie de 179 m<sup>2</sup> a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de la route de Mende.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 50€/m<sup>2</sup>, soit 8 950 € (huit mille neuf cent cinquante euros) pour 179 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 13 février 2013, la société BOUYGUES Immobilier a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Les travaux d'aménagement permettant d'élargir le trottoir seront pris en charge par la Commune, les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « travaux suite acquisition ».

Maître Emmanuel DOSSA, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la Société BOUYGUES Immobilier. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir la parcelle cadastrée BP 323 d'une superficie de 179 m<sup>2</sup> au prix de 50 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 8 950 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la route de Mende correspondant à l'emplacement réservé C2 du PLU ;
- de saisir Maître Emmanuel DOSSA, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ; de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de prévoir les travaux d'aménagement de la route de Mende, au droit de l'opération, dès que la Ville sera propriétaire ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**55- Foncier**  
**Rue de l'Aiguelongue**  
**Propriété « Résidence Le Cèdre »**



**Michaël DELAFOSSE :**

La société « DOMINIUM SA » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle AY 43 d'une contenance de 1 655 m<sup>2</sup>.

Lors de l'instruction du permis de construire, il a été constaté que le trottoir et la bande de stationnement étaient aménagés sur le domaine privé. Il est donc proposé de régulariser l'emprise des aménagements existants par l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée AY 246 d'une superficie 48 m<sup>2</sup>.

Lors des assemblées générales des 13 septembre et 21 décembre 2012, les copropriétaires de la résidence « Le Cèdre », nouvellement propriétaires, ont donné leur accord à cette cession à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la copropriété « Résidence le Cèdre ». Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée AY 246 d'une superficie de 48 m<sup>2</sup>, afin de régulariser la propriété foncière des aménagements publics, trottoir et stationnement, de cette partie de la rue de l'Aiguelongue ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**56- Foncier**  
**Rue René Etiemble**  
**Classement dans le domaine public communal**

**Michaël DELAFOSSE:**

Conformément à la convention de participation au Programme d'Aménagement d'Ensemble – PAE Aqueduc, le constructeur “SCI Aqueduc 2002” a réalisé une voie de liaison entre la rue du Professeur Phung et la rue Georges Denizot.

Cette nouvelle voie, dénommée rue René Etiemble, a fait l'objet d'une remise d'ouvrage auprès des services techniques municipaux et doit intégrer le domaine public communal.

Les différents relevés cadastraux ont été établis par le cabinet de géomètres Siragusa et sont en cours d'enregistrement auprès du service du cadastre.

La SCI Aqueduc 2002 propose donc à la Ville le transfert de propriété de la voie réalisée.

Le notaire désigné par le constructeur est Maître Salles à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir l'emprise de la voie dénommée rue René Etiemble, à savoir la bande roulante, les trottoirs latéraux ainsi que les emplacements de stationnement le long de la voie ;
- de saisir Maître Salles, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- de classer la voie dans le domaine public communal ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**57- Foncier**  
**P.A.E. Allée du Tiers Etat**  
**Acquisition emprise Kaufman & Broad**

**Michaël DELAFOSSE:**

A la suite de l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le conseil municipal du 19 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet de requalification de l'allée du Tiers Etat, conformément à l'emplacement réservé C 196 du plan local d'urbanisme (PLU).

La société Kaufman & Broad est propriétaire de 4 parcelles cadastrées EZ 574, EZ 572, EZ 578, EZ 580 pour une superficie totale de 878 m<sup>2</sup> concernée par cette opération.

Il a été négocié l'acquisition de cette emprise au prix de 54 €/m<sup>2</sup>, ce qui représente un total de 47 412 €, montant qui sera couvert par une recette encaissée par la Ville au titre du PAE.

Le notaire désigné par la société Kaufman & Broad est Maître Laurent Daudet à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir les parcelles EZ 574, EZ 572, EZ 578, EZ 580 au prix de 54 € /m<sup>2</sup>, soit un total de 47 412 €, afin de contribuer à la requalification de l'allée du Tiers Etat ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de saisir Maître Daudet, notaire à Montpellier pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **58- Foncier Avenue du Pic Saint Loup Cession "SCI Le Clos Dardé"**

### **Michaël DELAFOSSE:**

La SCI Le Clos Dardé a réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée AP 16 d'une contenance totale de 2 829m<sup>2</sup>.

Conformément à l'emplacement réservé C8 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle AP 366a de 239 m<sup>2</sup> a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 50€/m<sup>2</sup>, soit 11 950 € (onze mille neuf cent cinquante euros) pour 239 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 11 février 2013, la SCI le Clos Dardé a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Maître DUFOREST, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la SCI le Clos Dardé. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

### **En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir la parcelle cadastrée AP 366a de 239 m<sup>2</sup> au prix de 50 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 11 950 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint Loup correspondant à l'emplacement réservé C8 du PLU ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de saisir Maître DUFOREST, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**59- FONCIER**  
**Z.A.C Nouveau Saint Roch**  
**Vente à la S.E.R.M de trois terrains**  
**Avenue de Maurin**  
**Parcelles EX 690, 692 et 694**

**Michaël DELAFOSSE:**

La Ville est propriétaire de trois parcelles de terrain nu sise 19, 21 bis et 23 avenue de Maurin, cadastrées section EX n° 690, 692 et 694, d'une superficie totale de 708 m2.

La Ville a acquis ces biens auprès de la Communauté d'Agglomération en novembre 2007 pour un montant de 60 000 €, dans le cadre de la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

Il s'agit de trois délaissés de terrain faisant suite à la construction de la ligne de tramway, à ce jour respectivement occupés par un parc de stationnement sauvage, une voie de passage et une friche.

Ces biens sont inclus dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch créée par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008. A ce titre, il conviendrait de les vendre à la S.E.R.M, concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de ladite ZAC, afin qu'ils soient intégrés à une opération d'ensemble.

La cession pourrait être consentie pour un prix de 70 000 €, montant correspondant au prix d'acquisition actualisé par évaluation de France Domaine en date du 17 janvier 2013.

**En conséquence, au vu de l'estimation de France Domaine, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la cession à la S.E.R.M des parcelles sises 19, 21b et 23 avenue de Maurin, cadastrées section EX n° 690, 692 et 694, d'une superficie de 708 m2, pour un montant de 70 000 € ;
- de dire que la recette correspondante sera imputée au budget de la Ville ;
- de dire que l'acte authentique de vente sera confié à l'Office notarial de Baillargues, étude retenue par la S.E.R.M.
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Contre : /

Ne prennent pas part au vote : 6

Adopté à l'unanimité.

**60- Cession partielle par ACM à la Ville**  
**des parcelles AK 14 et AK 52**  
**pour l'alignement de la rue Jean-François Breton**

**Michaël DELAFOSSE:**

ACM est propriétaire des parcelles AK 14 et AK 52 sur le site de Lavalette, rue Jean-François Breton, sur lesquelles a été édifiée la résidence universitaire Agropolis à la suite de leur acquisition à la Ville en 1987.

La Ville souhaite d'une part intégrer dans le domaine public communal la rue Jean-François Breton existante mais également les emprises nécessaires à son alignement projeté.

Les parcelles AK 14 et AK 52 sont partiellement impactées par ce projet. C'est pourquoi la Ville a sollicité ACM en vue de la cession d'une emprise de 125 m<sup>2</sup> sur la parcelle AK 14 et 55 m<sup>2</sup> sur la parcelle AK 52, soit 180 m<sup>2</sup> au total.

ACM conservera ses accès à l'identique dans le cadre de l'aménagement futur.

Compte tenu de l'affectation future de ces emprises foncières à la voirie communale, la cession par ACM sera réalisée à l'euro symbolique. L'établissement du document de division, confié à l'Office notarial de Baillargues, et les frais de régularisation de la vente seront pris en charge par la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver l'acquisition à l'euro symbolique par la Ville à ACM d'une emprise foncière d'environ 180 m<sup>2</sup>, à soustraire, conformément au document d'arpentage, des parcelles AK 14 (environ 125 m<sup>2</sup>) et AK 52 (environ 55m<sup>2</sup>), dans le cadre du projet d'alignement de la rue Jean-François Breton ;
- de prendre en charge les frais d'élaboration de document d'arpentage et les frais de l'acte à établir par l'Office notarial de Baillargues ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur TSITSONIS revient en séance.

Madame BOYER (avec procuration) et Monsieur Hervé MARTIN sortent de la séance.  
-----

**61- Acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault  
des anciennes archives départementales  
2, avenue de Castelnau  
parcelles cadastrées CD 291 et CD 289p**

**Michaël DELAFOSSE:**

Dans le cadre du projet de restructuration de l'ancien hôtel de Ville accueillant actuellement les archives municipales contemporaines, la Ville est intéressée par l'acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault d'une partie du site des anciennes archives départementales situées 2, rue de Castelnau. L'acquisition de ce site permettra à la Ville de centraliser ses archives aujourd'hui organisées sur deux sites : les archives contemporaines dans l'ancienne mairie et les archives historiques à la médiathèque Emile Zola.

La partie du site des anciennes archives départementales qui intéresse le projet de la Ville représente une emprise foncière d'environ 9000 m<sup>2</sup> composée :

- de la parcelle CD 291 d'une superficie de 3492 m<sup>2</sup> supportant le bâtiment principal affecté aux archives, d'une superficie utile d'environ 8137 m<sup>2</sup>, représentant environ 34 km linéaires d'archivage,
- d'une partie de la parcelle CD 289 pour une superficie d'environ 5500 m<sup>2</sup> (à faire confirmer par géomètre) supportant une partie du bâtiment principal et une habitation d'environ 200 m<sup>2</sup> qui était destinée au logement de la directrice des archives départementales. Sur cette parcelle est également édifiée la chapelle des Récollets, bâtiment du XVII<sup>ème</sup> siècle inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, d'une superficie au sol de 850 m<sup>2</sup> environ et son parvis dont le Conseil général conserve la propriété. Une servitude de tour d'échelle sera instaurée au profit du Conseil général afin de permettre l'accès à la chapelle pour d'éventuels travaux ainsi qu'une servitude de passage pour l'accès des véhicules légers sur 4 mètres de largeur le long de la façade Est de la chapelle.

Sur la base de l'avis des services fiscaux en date du 4 septembre 2012, il est proposé l'acquisition de ce bien situé en zone urbaine 2U1-9 du plan local d'urbanisme au prix de 5.100.000 € TTC. L'échéancier de paiement sera le suivant :

- 50 % à la signature de l'acte authentique
- 50 % à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2014

Cette acquisition ainsi que les travaux d'adaptation du bâtiment seront payés dans le cadre de l'autorisation de programme n° 2012 P04 « Acquisition et travaux archives » dont le montant total est de 7M€.

L'acte authentique régularisant cette acquisition fera l'objet d'un acte administratif rédigé par les services du Conseil général de l'Hérault.

La maison d'habitation demeurera occupée par la directrice des archives départementales jusqu'au 31 décembre 2013. La Ville n'entrera en jouissance de cette partie du bien qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Une partie du terrain supportant la maison d'habitation pourra faire l'objet d'une valorisation pour un montant compris entre 1 et 1,3 million d'euros dans le cadre d'un programme de construction de logements confié par la Ville à un promoteur ou à un aménageur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acquérir une partie du site des anciennes archives départementales, propriété du Conseil général de l'Hérault, situé 2 avenue de Castelnau et cadastré parcelles CD 291 et CD 289p au prix de 5.100.000 € TTC ;
- d'instaurer au profit du Conseil général, fonds dominant, les deux servitudes suivantes :
  - une servitude de passage de 4 mètres de largeur le long de la façade Est de la chapelle,
  - une servitude de tour d'échelle autour de la chapelle,
- de dire que l'acte authentique régularisant cette acquisition fera l'objet d'un acte administratif rédigé par les services du Conseil général de l'Hérault,

- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville (programme n° 2013 P04 « Acquisition et travaux archives ») et qu'elle sera payée conformément à l'échéancier suivant :

- 50 % à la signature de l'acte authentique
- 50 % à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2014,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à demander les subventions les plus larges possibles pour cette opération.

**Michael DELAFOSSE :** Il s'agit d'acquérir le bâtiment des archives départementales pour y relocaliser les archives municipales.

**Philippe SAUREL :** Cette opération est une bonne opération. Contrairement à ce qui était écrit dans la presse, évaluant le coût à 7 M€, l'achat n'est qu'à 5 M€, sur lesquels il y aura une vente à un opérateur estimée à 1,2 M€. Cela fait un coût résiduel de 3,8 M€.

**Christian DUMONT :** C'est extraordinaire la façon dont les uns et les autres, vous présentez vos questions. M. SAUREL nous dit que c'est une bonne affaire, que cela ne va nous coûter que la bagatelle de 3,8 M€. On vient de construire une nouvelle mairie, et personne n'a pensé que cette nouvelle mairie pourrait abriter des archives ? Il suffisait de mettre un étage supplémentaire au-dessus du parking. Là, nous allons acheter au Conseil général son ancien bâtiment des archives, car celui-ci a créé un autre bâtiment de 145 M€ pour y mettre ses archives. On marche sur la tête ! Beaucoup de gens n'ont jamais fréquenté les archives. Il s'agit d'un cimetière vivant de papiers. Des sociétés se sont spécialisées dans les archives. On pouvait très bien envisager qu'un opérateur privé dans la banlieue montpelliéraine mette vos archives dans un hangar avec un coût de location. On aura investi 148 millions pour des archives. C'est extraordinaire de dépenser avec autant d'indécence. Vous vous moquez de la crise et des Montpelliérains.

**Philippe SAUREL :** Le prix qui a été indiqué émane de l'évaluation des Domaines. Dans le cadre de la ville durable, il est d'intérêt général de récupérer les établissements publics et de leur donner une nouvelle vie. Cela coûte moins cher que de faire construire un nouveau dépôt d'archives. De plus, vous savez que la chapelle des Récollets à côté est classée. On ne peut pas faire n'importe quoi sur cette parcelle. La partie confiée à un opérateur tient compte de ces contraintes architecturales. C'est donc parfaitement ficelé, et à moindre coût. Un dépôt d'archives, ce n'est pas n'importe quoi. Il y a une hygrométrie, une lumière et une adaptation des planchers au poids des documents. Il aurait été dommage de détruire un bâtiment construit pour cela.

Sur le fond des archives elles-mêmes, Monsieur DUMONT, vous faites une grave erreur. Les archives publiques sont une conquête de la révolution française. Avant la révolution, les archives étaient stockées dans les châteaux et chez les grandes familles et n'étaient pas en consultation publique. Quel est le but du législateur quand il a fait les archives publiques ? C'est de permettre aux citoyens de contrôler le pouvoir exécutif ? Si on fait l'impasse là-dessus et qu'on considère les archives comme un tas de papiers poussiéreux, on se trompe lourdement.

**Michael DELAFOSSE :** Allez à l'intérieur de Pierre Vives, Monsieur DUMONT, et vous constaterez que la salle de consultation des archives départementales est très fréquentée. Allez voir cette médiathèque extraordinaire et ses expositions. Ne méprisez pas. L'important pour ces nouvelles archives est aussi de donner une unité de lieu. Cela annonce de la mutualisation et une efficacité dans l'accueil du public.

Contre : /  
Abstentions: /  
Adopté à l'unanimité.

## **62- ZAC du Coteau**

### **Cessions de terrain aux propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François MITTERRAND**

#### **Michaël DELAFOSSE:**

La Ville a acquis à l'amiable, après obtention d'une déclaration d'utilité publique, une entité foncière dans l'emprise de la ZAC du Coteau, en limite sud de la ZAC Malbosc, afin de réaliser le groupe scolaire François Mitterrand, inauguré à la rentrée 2012.

Lors des réunions de concertation organisées au mois de février 2012, les propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François Mitterrand, situées rue Louis Martin Berthoud et réalisées dans le cadre de la ZAC Malbosc, ont sollicité la cession d'une bande de terre de 2,80 m de large, séparant leurs parcelles et le groupe scolaire.

L'étude des contraintes techniques du groupe scolaire a permis de conclure à la faisabilité de ces cessions, compatibles avec les emprises et usages du bâtiment. La cession aux propriétaires des parcelles cadastrées TN 346 à TN 354 issues des parcelles communales TN 13 et TN 445 au prix de 55 € le m<sup>2</sup>, conforme à l'estimation des services fiscaux du 26 juin 2012, est donc envisageable.

Les acquéreurs sont :

- Madame VO Jeanne et Monsieur BOYER Laurent, propriétaires de la parcelle TN 346, pour une surface de 35 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1925 €,
- Monsieur et Madame ROSSI Michel, propriétaires de la parcelle TN 347, pour une surface de 33 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1815 €,
- Monsieur et Madame CAZORLA Olivier, propriétaires de la parcelle TN 348, pour une surface de 34 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1870 €,
- Madame Elisabeth HEKKENBERG, propriétaire de la parcelle TN 349, pour une surface de 34 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1870 €,
- Monsieur WANNICKE Rainer et Madame Sabine ZIMERMANN, propriétaires de la parcelle TN 350, pour une surface de 32 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1760 €,
- Monsieur GENOT Serge et Madame CARRIERE Sophie, propriétaires de la parcelle TN 351, pour une surface de 32 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1760 €,
- Monsieur et Madame FERNANDEZ Paul, propriétaires de la parcelle TN 352, pour une surface de 34 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1870 €,
- Madame DEMARETZ Marie-Christine, propriétaire de la parcelle TN 353, pour une surface de 34 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1870 €,
- Monsieur JUGE François et Madame DE TOLEDO Marion, propriétaires de la parcelle TN 354, pour une surface de 34 m<sup>2</sup>, soit un prix de 1870 €.

La Ville prendra en charge les frais d'établissement des documents de division parcellaire, les frais d'acte étant à la charge des acquéreurs. Les actes seront établis par Maître Laurent Vialla, notaire à Montpellier,



initialement en charge de l'acquisition du groupe scolaire, sachant que les acquéreurs qui le souhaitent pourront être représentés par leur notaire en double minute.

Les conditions particulières de la cession sont les suivantes :

- la Ville a pris en charge la clôture le long de la bande de terrain considérée. La Ville en étant propriétaire, son entretien lui incombera afin d'assurer, le cas échéant, sa réparation notamment au regard de la sécurité des élèves de l'établissement,
- les acquéreurs se chargent de la dépose de leur ancienne clôture, de la fourniture et de la pose des segments de clôtures mitoyennes entre les différentes propriétés,
- l'entretien de cette bande de terre qui comprend une haie vive existante, sera assuré par les acquéreurs,
- les arbres de haute tige et bosquets de bambous plantés sur le terrain de l'école à la demande des riverains sont situés à plus de 2 mètres de la limite divisoire avant cession. Du fait du recul de cette limite, ces plantations seront situées à moins de 2 mètres de la nouvelle limite après cession ; cette situation, dérogeant aux dispositions du Code Civil, étant acceptée par les acquéreurs,
- les règles de prospect définies par le règlement du plan local d'urbanisme (PLU), resteront conformes à celles indiquées dans les permis de construire initiaux et applicables après cession.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'accepter la cession aux propriétaires des parcelles TN 346 à TN 354, limitrophes du groupe scolaire François Mitterrand, sis ZAC du Coteau, d'une bande de terre d'une largeur de 2, 80 m au droit de leurs propriétés, issue des parcelles TN13 et TN 445, au prix de 55 € le m<sup>2</sup>, conforme à l'estimation des services fiscaux, dans les conditions ci-dessus définies ;
- de prendre en charge l'établissement des documents d'arpentage nécessaires ;
- d'inscrire la recette de ces cessions au budget communal ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

### **63- Mise en vente d'un terrain situé impasse Lebourg Parcelles cadastrées BY 38 BY 39 BY 40**

**Michaël DELAFOSSE:**

Par actes administratifs des 20 juin 1980 et 18 septembre 1984 et par acte notarié du 31 janvier 1986, la Ville a acquis trois maisons d'habitation mitoyennes élevées de deux étages sises 2, 3 et 4 impasse Lebourg, en secteur sauvegardé, et cadastrées BY 38, BY 39 et BY 40.

Leur superficie au sol respective est de 29 m<sup>2</sup>, 33 m<sup>2</sup> et 29 m<sup>2</sup>, soit une contenance totale de 91 m<sup>2</sup>.

Pour ces trois habitations, un permis de démolir a été autorisé par arrêté municipal du 24 août 1987 (PD n° 87 V0019) après avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 25 mai 1987.

L'utilité de ces emprises foncières inoccupées n'étant plus avérée pour la Ville, il est proposé, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de les vendre en un terrain nu unique de 91 m<sup>2</sup>, en vue de permettre au futur acquéreur d'y construire une habitation à vocation de résidence principale.

Il est proposé la mise en vente de ce bien, de gré à gré après mise en concurrence, au prix plancher de 112.500 € au vu de l'estimation des services fiscaux en date du 12 février 2013.

Sont envisagées les modalités d'appel à concurrence suivantes :

- insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier,
- transmission d'un courrier d'information à la chambre régionale des notaires,
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés fixant les conditions de sélection proposées dont les principales sont les suivantes :
  - ✓ construction d'une habitation à vocation de résidence principale individuelle,
  - ✓ réalisation d'une surface de plancher maximum de 250 m<sup>2</sup> conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé prévoyant que la nouvelle construction conserve la hauteur des immeubles d'origine (R+2)
  - ✓ prix plancher de 112.500 €.

Le candidat retenu sera le mieux-disant au regard des critères de sélection suivants :

- le respect de la destination du bien : vocation de résidence principale,
- la qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et aux prescriptions exposées ci-après,
- les garanties bancaires apportées,
- le prix de vente proposé.

Les prescriptions particulières imposées au projet sont les suivantes : la nouvelle construction pourra adopter, soit une architecture « d'imitation » reproduisant l'architecture ancienne, soit une architecture « d'innovation » employant des formes contemporaines. La surface de plancher maximum de 250 m<sup>2</sup> est préconisée compte tenu des contraintes de hauteur et de vue liées aux habitations mitoyennes.

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné, sous condition suspensive de l'octroi du permis de construire et après délibération du Conseil municipal autorisant la vente du bien. La demande de permis sera soumise à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente des terrains cadastrés BY 38, BY 39 et BY 40 situés impasse Lebox, représentant une emprise foncière de 91 m<sup>2</sup>, après publicité et mise en concurrence, au prix plancher de 112.500 € HT,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents ou actes relatifs à cette

affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**64- ZAC Port-Marianne -Parc Marianne extension  
ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer extension  
Vente de terrains à la SERM  
Délibération modificative des délibérations du 25 juin 2012**

**Michaël DELAFOSSE:**

Par deux délibérations du Conseil Municipal en date du lundi 25 juin 2012, la Ville a décidé de céder à la SERM deux emprises foncières situées :

-ZAC Port-Marianne-Parc Marianne : parcelles sises avenue Raymond Dugrand, cadastrées SB 35p et SB 36p et nouvellement numérotées SB 212 et SB 215, d'une superficie de 921 m2 et pour un prix de 50 655 €,

-ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer : parcelle cadastrée DS 619 p nouvellement divisée et numérotée DS 656 et DS 658, d'une superficie de 414 m2 et pour un prix de 22 790 €.

Afin d'autoriser la régularisation de ces ventes par un acte unique qui sera établi par l'office notarial de Baillargues, il est ici précisé en complément des délibérations du 25 juin 2012 que le montant de ces cessions est considéré hors taxes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

-de préciser que le montant des cessions de la Ville à la SERM autorisées par délibérations du 25 juin 2012 dans le cadre de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, parcelles cadastrées SB 212 et SB 215 et dans le cadre de la ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer, parcelles cadastrées DS 656 et DS 658, est entendu hors taxes ;

-de rappeler que la SERM supportera les frais de l'acte de vente établi par l'office notarial de Baillargues,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**65- MONTPELLIER GRAND COEUR  
Ravalement obligatoire des façades**

## Attribution de subventions

**Michaël DELAFOSSE:**

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

SCI du 3 Roudil (50 % de la subvention)	2.992,35 €
<b>Total</b>	<b>2.992,35 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2.992,35 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

### **66- Réseau municipal radio TETRA Extension, Terminaux, Maintenance Autorisation de signer le marché**

**Michaël DELAFOSSE:**

Dans le cadre des installations de communications radioélectriques, utilisant la technologie numérique TETRA, en service pour les besoins de la police municipale et afin d'étendre les besoins à d'autres services

municipaux, il a été lancé, suite à un appel d'offres infructueux, une procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 35-I-1. et en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée de deux ans avec renouvellement par tacite reconduction pour une période de deux ans, estimé à 620 000 € HT pour la période initiale et 380 000 € HT pour celle de reconduction.

Les critères de jugement des offres étaient les suivants :

- La valeur technique infrastructure et terminaux,
- La valeur technique des prestations,
- Prix,
- Délai.

Suite à la commission d'appel d'offres en date du 5 mars 2013, il a été décidé d'attribuer le marché à l'entreprise TALCO Languedoc pour un montant estimé de 491 167,50 € HT sur la période initiale.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : Investissement Natures 2051, 2183, 2188, 2313, 2315 tous chapitres, Fonctionnement 60632, 6156, 6188 tous chapitres.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la procédure suivie ;
- De passer un marché de fournitures et services avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché de fournitures et services et tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame BOYER (avec procuration) et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.  
Monsieur SAUREL sort de la séance.  
-----

## **67- Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2013**

**Jean-Louis GELY:**

Depuis 1983, la Ville de Montpellier participe financièrement aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2012/2013, le recensement effectué auprès des chefs d'établissements fait apparaître les effectifs suivants :

- classes maternelles : 1 364 enfants domiciliés à Montpellier
- classes élémentaires : 2 190 enfants domiciliés à Montpellier

Soit au total : 3 554 enfants domiciliés à Montpellier

Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2013, identique à celle de 2012, s'établit à :

515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle

515 Euros par enfant en élémentaire

Le montant de la dotation 2013, compte tenu des effectifs s'élève à :

702 460 Euros en maternelle  
1 127 850 Euros en élémentaire

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2013, sur les lignes suivantes :

Nature 6574 fonction 92211 pour les écoles maternelles et 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association pour les seuls enfants domiciliés à Montpellier :

Saint François d'Assise	24, boulevard de Strasbourg	34000-Montpellier
Sainte Famille	10, place Roger Salengro	34000- Montpellier
Les Jonquilles	255, rue Croix de Figuerolles	34000-Montpellier
Notre Dame de Bonne Nouvelle	3, rue Aristide Ollivier	34000-Montpellier
Sainte Thérèse	2, rue Portalieres des Masques	34000- Montpellier
Saint Charles	22, avenue Georges Clémenceau	34000-Montpellier
Sainte Geneviève	1093, avenue Louis Ravas	34000-Montpellier
Saint Jean Baptiste de La Salle	84, rue de Lunaret	34090-Montpellier
Saint François Régis	3, rue de la Merci	34000-Montpellier
Sainte Emilie	4, rue de la Croix Bonhomme	34070 –Montpellier
Sainte Odile	80, rue du Pré aux Clercs	34090- Montpellier
Les Anges Gardiens	2958, avenue des Moulins	34080-Montpellier
Sainte Jeanne d' Arc	51, boulevard Ernest Renan	34000-Montpellier
Ecole juive de Montpellier	rue E Villalon- ZAC B Pascal	34000-Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées concernant les enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération,
- de dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget Primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Jean-Louis GELY :** C'est la même chose que tous les ans.

**Philippe THINES :** Comme chaque année, je voterai contre la subvention allouée aux écoles privées. C'est anormal, même si je sais qu'il y a obligation quand on a commencé à verser. Je rappelle tout de même qu'il n'y a aucune obligation de verser aux écoles maternelles et qu'on pourrait renégocier du fait qu'elles sont complètement à l'écart de la carte scolaire et des rythmes scolaires. On ne peut pas être dehors et dedans et venir réclamer des subventions.

**Francis VIGUIE :** Je partage la déclaration de l'ami THINES. En politique, il faut des principes. Les fonds publics doivent aller à l'école publique. A un moment où des choix budgétaires doivent être faits, les 700 000 € alloués aux maternelles pourraient permettre de faire un certain nombre d'autres choses.

**Jean-Louis GELY :** Ma réponse sera simple. Nous appliquons les textes ; et dans les textes, il y a une directive ministérielle. Une négociation a été faite par la municipalité à la fin du mandat précédant celui-ci, qui prenait la question globalement, primaires et maternelles. Arrêter ce dispositif nous conduirait immanquablement à être l'objet d'un recours devant la juridiction administrative.

Pour : 46

Contre : 3

Abstentions: /

Adopté à la majorité

-----  
Monsieur SAUREL revient en séance.  
-----

## **68- Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les Offres Culturelles 2013**

**Jean-Louis GELY:**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2013, la Ville, la DA et la DRAC ont retenu les projets de 53 écoles, compte tenu de leur intérêt éducatif.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, il est proposé au Conseil Municipal d'allouer à l'OCCE 34 une subvention d'un montant de 52 142 €.

**La subvention attribuée dans le cadre de la réussite éducative pour le dispositif des « Offres Culturelles » est détaillée de la façon suivante:**

CODE	STRUCTURE	ECOLES		NATURE	MONTANT
551	OCCE 34	OCCE Ecole DANTE ALIGHIERI	OFFRES CULTURELLES 2013	P	800
		OCCE Ecole GOETHE		P	600
		OCCE Ecole A.D'AUBIGNE		P	500
		OCCE BLAISE PASCAL		P	450
		OCCE BERGMAN		P	650
		OCCE CHAPLIN		P	500
		OCCE CALMETTE		P	600
		OCCE FREUD		P	1000
		OCCE GAMBETTA		P	600
		OCCE MERMOZ		P	600
		OCCE J.MOULIN		P	450
		OCCE L. MICHEL		P	500
		OCCE LAMARTINE		P	800
		OCCE PERICLES		P	1000
		OCCE POTTIER		P	600
		OCCE PROKOFIEV		P	2000
		OCCE S. BERNHARDT		P	1000
		OCCE DIDEROT		P	1000
		OCCE AMSTRONG		P	3 720
		OCCE BLOCH		P	800
		OCCE DELTEIL		P	1500



	OCCE MITTERAND	P	2400
	OCCE GALILEE	P	1600
	OCCE GARNIER	P	400
	OCCE KUROSAWA	P	900
	OCCE M. BRES	P	900
	OCCE M. CURIE	P	1600
	OCCE M. DE SEVIGNE	P	1900
	OCCE PICASSO	P	600
	OCCE YOURCENAR	P	600
	OCCE BALARD	P	700
	OCCE BOLIVAR	P	2400
	OCCE BOULLOCHE	P	900
	OCCE HEIDELBERG	P	600
	OCCE L. MALET	P	500
	OCCE LOUISVILLE	P	1650
	OCCE M.RENAUD	P	900
	OCCE NERUDA	P	1350
	OCCE ROOSEVELT	P	850
	OCCE WOOLF	P	1250
	OCCE A. DE GAULLE	P	1600
	OCCE A. D'AQUITAINE	P	600
	OCCE BEETHOVEN	P	1000
	OCCE BREL	P	600
	OCCE CHURCHILL	P	800
	OCCE F. BAZILLE	P	900
	OCCE L. FIGUIER	P	700
	OCCE H. BOUCHER	P	700

		OCCE ROUX	P	672
		OCCE SAVARY	P	600
		OCCE SIMON	P	800
		OCCE SURCOUF	P	600
		OCCE VOLTAIRE	P	900
		<b>TOTAL</b>		<b>52 142 €</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement,
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération,
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

### **69- Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les projets Classes de Découverte Neiges et Vertes 2013**

**Jean-Louis GELY:**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier soutient depuis plusieurs années, les écoles dans de nombreux domaines, notamment en accordant une aide financière à l'association Office central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) afin de permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte. Pour la période du 1er janvier au 30 juin 2013, 65 classes issues de 25 écoles bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découvertes.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal **d'attribuer une subvention de 39 945 € à l'OCCE 34.**

**La subvention attribuée dans le cadre de la réussite éducative pour le dispositif des « Classes de découverte neiges et vertes » est détaillée de la façon suivante:**

CODE	STRUCTURE	ECOLES		NATURE	MONTANT
551	OCCE 34	OCCE Ecole Alain SAVARY	CLASSES NEIGES ET VERTES (période de janvier à juin 2013)	P	1728
		OCCE Ecole Marie CURIE		P	896
		OCCE Ecole Victor SCHOELCHER		P	1600
		OCCE Paul LANGEVIN		P	1280
		OCCE Julie DAUBIE		P	1024
		OCCE Louis AMSTRONG		P	1600
		OCCE LOUISVILLE		P	1656
		OCCE Frédéric BAZILLE		P	600
		OCCE GALILEE		P	1504
		OCCE KUROSAWA		P	3248
		OCCE Blaise PASCAL		P	816
		OCCE FLORIAN		P	1344
		OCCE Louis FIGUIER		P	240
		OCCE Dr CALMETTE		P	2080
		OCCE Charles DAVILER		P	2464
		OCCE Jules SIMON		P	1664
		OCCE Anatole France		P	992

		OCCE Sarah BERNHARDT	P	264
		OCCE Jean JAURES	P	1568
		OCCE Eugène POTTIER	P	3200
		OCCE Sergueï PROKOFIEV	P	320
		OCCE FERRY	P	401
		OCCE Simon BOLIVAR	P	2192
		OCCE PAUL BERT/VICTOR HUGO	P	1456
		OCCE Charles DICKENS	P	5808
	<b>TOTAL</b>			<b>39 945 €</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement,
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération,
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

## **70- Ecole SEDAR SENGHOR - Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation déclaration préalable de travaux**

**Jean-Louis GELY:**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les locaux scolaires de l'école Sédar Senghor.

Cette réhabilitation permettra de prendre en compte l'augmentation des effectifs par la création de salles de classe, l'aménagement de locaux pour le personnel et une salle d'activité. Le montant des travaux est de 500 000 € TTC.

Pour des raisons de sécurité, il est prévu la mise en place d'un escalier extérieur de secours, nécessitant une déclaration préalable de travaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la réhabilitation des locaux scolaires de l'école Sédar Senghor,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2013, section investissement, programme 2013I01- fonction 20213- nature 2313,
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux auprès des services compétents,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Jean-Louis GELY :** C'est une des opérations de rénovation que permet la réutilisation de locaux, dits appartements de fonction, qui, soit ne sont plus occupés, soit peuvent être libérés par des opérations tiroirs. Cela nous donne la possibilité, à l'intérieur d'un groupe scolaire, de faire des extensions qui permettent de décompresser les effectifs en termes de locaux de classe et de locaux communs. Nous avons déjà fait des opérations importantes, notamment sur le quartier de La Paillade. Ce sont des travaux importants réalisés dans le cadre des crédits globalisés et qui seront répartis sur trois ans. *In fine*, il y aura trois salles de classe nouvelles, deux sanitaires pour les personnes à mobilité réduite, une salle pour les agents, des aménagements de salles de classe, des vestiaires et différents locaux de service.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

**71- Ecole MITTERRAND - Aménagement des espaces extérieurs - lot n° 1-  
aménagement urbain - avenant n°2-  
Cession du contrat du groupement SGREG SUD EST/SOLS  
MEDITERRANEE à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE**

**Jean-Louis GELY:**

Par délibération n° 2011/618 en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a attribué le lot n° 1 du marché 1H46269A, aménagement des espaces extérieurs de l'école primaire François MITTERRAND au groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE.

Suite à la cession du contrat du groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE, justifié par un transfert d'activité, il est nécessaire de procéder à la cession du marché précité à son nouveau titulaire.

Ainsi à compter du 01/01/2013, le nouveau titulaire de ce marché s'engage à prendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Les clauses et conditions des contrats initiaux et des précédents avenants éventuels demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente cession.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la cession du marché susvisé du groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE, nouveau titulaire;
- D'autoriser madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire

Pour : 50

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**72- Attribution de subventions à diverses associations  
dans le cadre de la thématique du handicap  
Exercice 2013**

**Magalie COUVERT:**

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro association	Association	Nature	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	F	400 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	M	300 €
1936	ROULE NATURE	F	3 000 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	F	3 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	F	10 000 €

697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	F	10 000 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	F	2 400 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	F	5 000 €
4652	CAP HORIZON	F	500 €
2136	ASSOCIATION GEM LESSEPS	M	800 €
5180	GHANDIS	F	500 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	M	1 000 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	F	1 000 €
TOTAL			<b>37 900 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur l'imputation budgétaire : ligne 6574/ chapitre 925/ nature 21496, pour un montant de 37 900 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

### **73- Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013**

**Audrey DE LA GRANGE:**

La Ville de Montpellier poursuit en 2013 sa politique visant à favoriser la mise en place d'actions œuvrant à la cohésion sociale sur les quartiers de la commune. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population. L'ensemble de ces actions et animations vise à renforcer le lien social dans les quartiers.

Les associations ci-dessous interviennent auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales. La présence continue sur le terrain de ces structures permet de mobiliser fortement la population et de renforcer la cohésion sociale dans les quartiers de la ville.

Dans le cadre de la politique dans le champ de la Cohésion Sociale menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro Association	Association	Nature	Montant
429	RAIPONCE	F	3 200 €
1155	ADAGES ANIMATION COLLECTIVE DES FAMILLES	F	11 500 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	M	500 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	M	400 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	F	5 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS (EX ASSO PERGOLA PETIT BARD)	F	3 500 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	F	1 500 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT	F	5 000 €
4908	FACE HERAULT	F	5 000 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	F	4 500 €
5412	ASSOCIATION ASSALAM DE ST MARTIN	F	750 €
1036	APS 34	F	5 700 €
			<b>46 550 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur l'imputation suivante : nature 6574, chapitre 925- ligne de crédit 21498, pour un montant de **46 550 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## 74- Contrat Urbain de Cohésion Sociale

### Attribution de subventions à diverses associations

### Exercice 2013

**Audrey DE LA GRANGE:**



Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté.

En 2007, la Ville de Montpellier, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Centre Communal d'Action Sociale ont signé un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour la période 2006-2009 déterminant la stratégie pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont la Mosson, la Zone Urbaine Sensible (ZUS) Petit-Bard Pergola, la ZUS des Cévennes, la ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord-Ecusson, la ZUS Pas du Loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy. Le pilotage et la conduite du CUCS sont assurés par le GIP-DSUA. Ce contrat a été prolongé tacitement en 2010.

En 2011, conformément à la recommandation formulée par le Conseil National des Villes « de faire correspondre l'élaboration et la conclusion des CUCS ou autres contrats au mandat municipal », les contrats urbains de cohésion sociale ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2014. Les principes et l'économie générale du CUCS 2007-2009, de même que la géographie prioritaire, ont été reconduits jusqu'à cette date.

La stratégie du contrat urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun,
- mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En octobre 2012, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2013. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Plus de 250 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 294 000 €, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
<b>Financement Cohésion Sociale</b>				
	2P	Culture Quartier : Action Cévennes et plus	Petit Bard - Pergola	<b>800 €</b>
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	Club des jeunes	ZUS Cévennes	<b>2 500 €</b>
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	Atelier sociolinguistique	ZUS Cévennes	<b>4 500 €</b>
3628	Adages Espace Famille	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires prioritaires	<b>3 000 €</b>
3628	Adages Espace Famille	Animation vie locale jeunesse	Ensemble des territoires prioritaires	<b>3 000 €</b>
1562	Adages - Maison du Logement	Action de médiation linguistique et interculturelle sur le logement	Gambetta	<b>2 000 €</b>
661	Association Départementale d'Aide aux Victimes	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	Ensemble des territoires prioritaires	<b>7 000 €</b>
1806	AIDES LM 34	Promotion du dépistage du VIH, des hépatites et des IST avec et auprès des personnes migrantes dans la ville de Montpellier	Ensemble des territoires prioritaires	<b>3 000 €</b>
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Accès des jeunes à la vie de la cité	Hauts de Massane	<b>4 000 €</b>
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	<b>1 500 €</b>

4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Etablissements LR	Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier-OPAH copropriété Cévennes 1, à l'auto-réhabilitation de leur logement	ZUS Cévennes	<b>9 500 €</b>
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Etablissements LR	Ateliers de quartier Montpellier ville	Gambetta	<b>5 000 €</b>
1650	Amitié partage et citoyenneté	Projet annuel de l'association Amitié Partage et Citoyenneté (APC)	Petit Bard - Pergola	<b>2 000 €</b>
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Espace public, Espace intermédiaire, Espace privé	Petit Bard - Pergola	<b>2 500 €</b>
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de Ville	Gély - Figuerolles	<b>2 000 €</b>
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	D'Ici et d'Ailleurs	Ensemble des territoires prioritaires	<b>2 000 €</b>
2142	Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economique - APIJE	Aide à la gestion familiale, un support à l'intégration	Petit Bard - Pergola	<b>3 000 €</b>
1036	Association Prévention Spécialisé 34	Chantiers éducatifs pilotés par un collectif sur les Hauts de Massane	Hauts de Massane	<b>6 000 €</b>
343	Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants	Intégration et lien social	Ensemble des territoires prioritaires	<b>2 000 €</b>
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Aide aux démarches administratives- accès aux droits	ZUS Cévennes	<b>1 000 €</b>
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Action éducative auprès des Parents	ZUS Cévennes	<b>4 000 €</b>
1201	La Boutique d'écriture et Co	Enfance, jeunesse à la Boutique d'écriture	Gély - Figuerolles	<b>2 500 €</b>
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	Cités Lab	Ensemble des territoires prioritaires	<b>11 000 €</b>
4955	Musique Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	Paillade	<b>4 000 €</b>
1755	APAJ Centre Gitan	Atelier Prévention Santé Environnement	Gély - Figuerolles	<b>1 800 €</b>
1755	APAJ Centre Gitan	Accompagnement à la culture	Gély - Figuerolles	<b>2 550 €</b>

1755	APAJ Centre Gitan	Webaction	Gély - Figuerolles	<b>3 200 €</b>
1464	Césam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Paillade	<b>5 500 €</b>
1464	Césam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Langage, territoire, pouvoir d'agir	ZUS Cévennes	<b>2 500 €</b>
1161	Compagnie Internationale Alligator - CIA	Correspondance de quartier	ZUS Cévennes	<b>5 000 €</b>
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles	Accès aux droits, médiation familiale et conseil conjugal et familial	Paillade	<b>6 500 €</b>
2432	Allons z'Enfants - Cie Didier Théron	PAILLADE VIVE	Paillade	<b>1 800 €</b>
3185	La Compagnie du Pas'sage - rencontres Scène Jeunesse	Ateliers théâtre jeunes Petit-Bard - Pergola	Petit Bard - Pergola	<b>1 000 €</b>
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants du Petit Bard	Petit Bard - Pergola	<b>500 €</b>
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier La Paillade	Sorties structurantes	Paillade	<b>500 €</b>
3461	CONVERGENCES 34	Jury jeune et festival du cinéma méditerranéen	Gambetta	<b>800 €</b>
3461	CONVERGENCES 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	Gambetta	<b>1 000 €</b>
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires prioritaires	<b>4 000 €</b>
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants-Adolescents-Jeunes	ZUS Cévennes	<b>6 000 €</b>
3675	ESSOR	Résidence d'artistes au moulin des Sittelles	Petit Bard - Pergola	<b>1 500 €</b>
4908	Face Hérault	Accompagner la réhabilitation du Petit-Bard	Petit Bard - Pergola	<b>1 500 €</b>
4908	Face Hérault	Un but pour l'emploi	Ensemble des territoires prioritaires	<b>4 000 €</b>

727	Foyer de la Jeune Fille Gestion Foyers Castellane, Fontcarrade	Habitat cadre de vie	Nord - Ecusson	2 000 €
4904	Habiter Enfin - H E !	Soutien de familles, en particulier monoparentales, discriminées dans l'accès au logement	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Université du Citoyen	Paillade	4 000 €
5214	INFORIM LEO LAGRANGE	CLUB	Paillade	4 500 €
154	JAM Jazz Action	Atelier Human BeatBox	Saint Martin	600 €
296	Jasmin d'Orient	Intégration des femmes immigrées - Accès au droit et lutte contre l'exclusion	Saint Martin	1 500 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1281	Kaina Tv	ECAP	Paillade	2 000 €
1281	Kaina Tv	KAINA TV	Paillade	4 000 €
2242	L'oiseau lyre	Ateliers conte et maîtrise de la langue	Paillade	500 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély - Figuerolles	2 000 €
4388	Le Passe Muraille	Chantiers citoyens	Ensemble des territoires prioritaires	10 000 €
	Les 4 chemins	AGORA	Paillade	1 000 €
3294	Les Ziconofages	Outils vidéo participatifs	Ensemble des territoires prioritaires	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Bien-être au quotidien	Paillade	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Soin de soi	Nord - Ecusson	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Promouvoir et accompagner la mise en place de loisirs familiaux	Paillade	800 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
1553	Mission Locale des jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Renforcement de l'intervention de la Mission Locale dans les quartiers	ZUS Cévennes	2 000 €
5393	Melting Pot Music - MPM	FESTIVAL 2+2=5	Paillade	500 €
29	Radio Clapas	Mots croisés 2013	Saint Martin	2 500 €

5249	Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale - SOMIS	Médiation administrative, interprétariat, écrivain public	Paillade	5 200 €
4807	Tin Hinan	Pour une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	2 000 €
4807	Tin Hinan	Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	3 000 €
1961	Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault - U.D.A.F 34	Médiation locative Cévennes	ZUS Cévennes	4 000 €
3746	UNI\SONS	RENC'ART	Hauts de Massane	1 250 €
3746	UNI\SONS	ATELIERS HIP HOP	Paillade	1 500 €
4163	Via Voltaire	Interface	Gély - Figuerolles	6 000 €
4163	Via Voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Gély - Figuerolles	7 000 €
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925</b>				<b>217 800 €</b>

<b>Financement Education</b>				
Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Médiation Sociale et Educative en direction des familles	Hauts de Massane	1 250 €
1201	La Boutique d'écriture et Co	Enfance, jeunesse à la Boutique d'écriture	Gély - Figuerolles	1 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Séjour Scientifique	Petit Bard - Pergola	1 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Sciences dans mon quartier	Petit Bard - Pergola	2 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Sciences au quotidien	Petit Bard - Pergola	2 000 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson	Accompagner les familles dans la scolarité de leurs enfants	Paillade	2 000 €
3036	Collège G. PHILIPPE	De l'Ecole aux quartiers	Gély - Figuerolles	1 800 €

1424	Collège Las Cazes	Tous en scène	Petit Bard - Pergola	3 000 €
1424	Collège Las Cazes	CLER (Classes Lecture Ecriture renforcée)	Petit Bard - Pergola	4 000 €
1424	Collège Las Cazes	Imagin'art...l'imaginaire des parents du réseau Las Cazes se réveille et se montre!	Petit Bard - Pergola	2 050 €
1424	Collège Las Cazes	Apprentissage de la règle par la connaissance des institutions	Petit Bard - Pergola	2 000 €
3125	Collège Les Garrigues	Impulser l'ambition scolaire de la maternelle à l'université	Hauts de Massane	1 500 €
3125	Collège Les Garrigues	Vers une communauté d'apprentissage : parents/élèves/enseignants	Hauts de Massane	1 500 €
5454	Collège Rimbaud	Associer les parents aux actions d'éducation et de scolarité	Paillade	1 400 €
3461	CONVERGENCES 34	Vie quotidienne, rythmes et consommation pour une meilleure réussite scolaire	Paillade	1 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants-Adolescents-Jeunes	ZUS Cévennes	2 500 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	Réussir Grand Mail	Paillade	1 900 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	2 000 €
3064	Lâche les Mots	SLAM à Sévigné	Gambetta	1 000 €
1469	Les Francas de l'Hérault	Eduquer pour prévenir	Paillade	5 000 €
1035	OCCE CRDEP Ressources Dep Education Prioritaire	Développement d'un réseau de ressources	Paillade	2 000 €
467	Relais enfants dans la ville	Accompagner les jeunes et leurs familles dans la réussite éducative	Paillade	4 000 €
5385	Zadigozinc	Café des enfants de 0 à 16 ans et leur entourage	Paillade	2 000 €
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922</b>				<b>49 900 €</b>

#### Financement Jeunesse

Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
------------------	-----------------	-----------------	--------------------	-------------

1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de Ville en vacances	Gély - Figuerolles	<b>980 €</b>
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier La Paillade	MINI CAMPS VVV	Paillade	<b>980 €</b>
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	<b>1 950 €</b>
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry VVV	Pas du Loup-Paul Valéry	<b>1 950 €</b>
1281	Kaina Tv	Viens chez moi j'habite à la Paillade	Paillade	<b>2 950 €</b>
3294	Les Ziconofages	Stages audiovisuels jeunes	Ensemble des territoires prioritaires	<b>980 €</b>
1068	Secours Populaire Français Montpellier - SPF 34	Jeunesse solidaire et citoyenne à Saint Martin	Saint Martin	<b>600 €</b>
2811	Strata'j'M Sud	Rencontres autour du jeu	Gély - Figuerolles	<b>1 460 €</b>
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924</b>				<b>11 850 €</b>

<b>Financement Sports</b>				
Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	<b>1 500 €</b>
3845	Centre des Arts du Cirque BALTHAZAR	Arts du Cirque à Figuerolles	Gély - Figuerolles	<b>1 500 €</b>
1187	FC ARCEAUX	Stages Vacances Scolaires	ZUS Cévennes	<b>1 500 €</b>
1682	JK JUDO34	De la rue au dojo	Paillade	<b>2 500 €</b>
967	MUC Handball	Handball pour les jeunes filles du quartier Saint Martin	Saint Martin	<b>1 200 €</b>
789	UFOLEP 34	Sport Citoyen 11/17 ans	Petit Bard - Pergola	<b>1 500 €</b>
<b>Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924</b>				<b>9 700 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;



- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types années à la présente subvention ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité

-----  
Madame LE VAN et Monsieur VIGUIE quittent définitivement la séance.  
-----

## **75- PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES Attribution de subventions Exercice 2013**

### **Patrick VIGNAL:**

Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier souhaite développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés à la fois sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, les acteurs associatifs proposent de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires, en leur apportant encadrement, structure et savoir-faire.

Des stages sportifs sont ainsi proposés dont certains associant « la tête et les jambes » autour d'activités cérébrales et sportives comme, multisports et ateliers de chimie, volley-ball et école de journalisme, baptême de l'air et sensibilisation aux métiers de l'aéronautique.

Ce sont plus de 14 500 enfants et adolescents qui peuvent bénéficier chaque année d'activités socio-sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une enveloppe globale annuelle de 178 700 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2013 de la Ville.

Par la présente délibération, il est proposé de soutenir 74 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives durant les vacances d'hiver, de printemps et d'automne, en leur accordant les subventions suivantes :

Code Asso	Noms Associations	Nature	Montant
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	P	3 000 €
1766	Body Fighting Club	P	1 500 €
347	Montpellier école d'Aïkido Traditionnel	P	1 900 €
3823	Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	P	2 000 €
3659	Montpellier Agglomération Tae Kwon Do	P	4 500 €
1320	Tai Chi Chuan Style Yang Originel Montpellier Méditerranée	P	1 000 €
3015	Montpellier Viet vo dao	P	500 €
1746	Montpellier Haedon Kumdo	P	2 000 €
1011	Bozendo Montpellier	P	500 €
5223	Montpellier agglo Athlétic Méditerranée	P	3 000 €
1417	MUC Baseball (les Barracudas)	P	1 000 €
2139	ASPTT Montpellier (basket)	P	2 000 €
72	Croix d'Argent Basket	P	2 500 €
2583	Basket Lattes Montpellier Agglomération	P	1 500 €
3568	Montpellier Basket Mosson	P	2 500 €
702	Montpellier Beach Volley	P	1 500 €
3634	Ecole de bowling	P	3 500 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	P	2 500 €
864	Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	P	3 000 €
1113	Claquettes en vogue	P	2 000 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	P	3 000 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	P	3 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	P	3 000 €
3160	Association des quartiers Les Marelles Aiguelongue Pergola	P	1 900 €
2275	Keep kula	P	1 200 €
NA	Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs (Peps)	P	400 €
406	Echecs club Montpellier	P	2 500 €

3081	Bleu Vertige	P	3 000 €
2954	Scalata Nature	P	3 000 €
919	MUC Escrime	P	600 €
102	FC Petit Bard	P	2 000 €
1187	Arceaux Montpellier	P	2 800 €
2608	RC Lemasson Montpellier	P	2 000 €
931	Association St Martin Gazelec	P	2 000 €
928	MUC Football	P	2 900 €
2139	ASPTT Montpellier (football)	P	1 500 €
4806	ASC Paillade Mercure	P	2 900 €
1420	Stade Lunaret	P	3 000 €
4701	Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	P	2 000 €
4171	Profession Sport et Loisirs 34	P	2 000 €
5002	Mosson Full Contact	P	2 900 €
3367	Génération Millénaire	P	2 500 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	P	2 900 €
4291	Sport insertion jeunes Montpellier	P	1 900 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	P	1 900 €
963	CEP Montpellier gymnastique	P	2 500 €
1891	Montpellier GRS	P	3 000 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	P	1 000 €
2260	Montpellier Club Handisport	P	1 000 €
3914	Montpellier Agglomeration Hockey club	P	2 700 €
1682	JK Judo 34	P	2 000 €
5683	Ecole de Judo Montpellier Agglomération (EJMA)	P	1 000 €
4547	La Maison du Judo	P	2 000 €
964	MUC Lutte	P	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	P	1 800 €

788	Montpellier Paillade Natation	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (natation)	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (omnisports)	P	4 000 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	P	2 200 €
4643	Montpellier Funny Riders	P	3 000 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	P	1 800 €
4555	Roll'School	P	1 000 €
4380	Aqualove	P	2 500 €
4265	Association Attitude	P	2 500 €
3131	MUC Skate Board	P	2 900 €
842	Spéléo Club Alpin	P	1 500 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	P	2 500 €
2139	ASPTT (tennis)	P	2 000 €
1541	Montpellier tennis de table	P	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	P	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	P	2 000 €
914	AS Croix d'Argent Volley	P	3 000 €
1230	ASBAM Volley Ball	P	3 500 €
1634	Volley Loisir Montpelliérain	P	1 500 €
		<b>Total</b>	<b>163 600 €</b>

Ces sommes représentant un montant de 163 600 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 163 600 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48  
Contre : /  
Abstentions : /  
Adopté à l'unanimité.

**76- Quartier Montpellier Centre - Terrain Astruc (les Arceaux)**  
**Mise en oeuvre de bâtiments modulaires**  
**Autorisation de déposer un permis de construire**  
**Demande de subventions**

**Patrick VIGNAL:**

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier souhaite valoriser les installations existantes afin d'offrir aux associations montpelliéraines des équipements permettant l'organisation des compétitions sportives dans des conditions optimales.

En 2006, la réfection de l'aire de jeu en synthétique a été réalisée. Toutefois, les vestiaires existants et le local associatif mis à disposition de l'association les Arceaux ne permettent pas d'accueillir l'ensemble des sections du club, ni de recevoir les équipes adverses dans des lieux conformes.

Afin de conforter le projet sportif développé par le club, il convient de réaliser :

- un local de stockage de matériel,
- un vestiaire arbitre,
- deux vestiaires joueurs,
- deux WC publics,
- une laverie.

Ces locaux d'une surface totale de 112 m<sup>2</sup> répondent aux normes exigées par la Fédération Française de Football et permettent l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Les travaux seront réalisés en une seule tranche. Le montant estimé de cette opération est de 250 000 €. Les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville : Ligne 22796, Nature 2313, Fonction 904412.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de création de vestiaires et locaux techniques ;
- d'autoriser le lancement des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à déposer le permis de construire et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48  
Contre : /  
Abstentions : /  
Adopté à l'unanimité.

**77- QUARTIER PRES D'ARENES**

**Agrandissement du local associatif  
Boulodrome Ernest Onillon  
Autorisation de déposer le permis de construire  
Demande de subventions**

**Patrick VIGNAL:**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite mettre à disposition des associations sportives montpelliéraines, des installations autorisant une pratique sportive et une vie associative de qualité.

Afin de permettre le développement du Club Saint Martin, il y a lieu de prévoir l'agrandissement des locaux associatifs sur le boulodrome Ernest Onillon.

Pour l'association forte de plus de 200 licenciés, ouverte tous les jours aux sociétaires, les travaux consisteront en l'extension de la salle d'activités existante pour créer une surface supplémentaire de 37 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment, en maçonnerie traditionnelle, accueillera les réunions et les organisations de compétitions de l'association. Enfin, le réaménagement des sanitaires existants intégrera la nouvelle réglementation relative à l'accès aux personnes à mobilité réduite.

La mise à disposition de ce nouveau local sera valorisée dans le cadre de la révision de la convention de mise à disposition de locaux associatifs.

Les travaux seront réalisés en une seule tranche. Le montant estimé de cette opération est de 110 000 €. Les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville (Chapitre 908, Fonction 2315, Ligne 14704).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter le projet d'agrandissement du local associatif au Boulodrome E. Onillon ;
- d'autoriser le lancement des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à déposer le permis de construire et à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**78- Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissement Languedoc-Roussillon**

## **Serge FLEURENCE :**

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°2 à la convention qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement à l'accès à l'emploi et au développement économique.

Au titre de l'année 2013, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle ERDF Hérault s'engage à mobiliser 50 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (45 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et ERDF Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Elles se déclinent comme suit :

### **▪ la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille :**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En termes de supports d'intervention seront pris en charge à ce titre le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier. Plus spécifiquement il sera réalisé cinq fresques soit sur des postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF soit sur d'autres supports servant à agrémenter l'aménagement d'espaces extérieurs.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animée par ERDF ;
- prévention des addictions animées par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.

### **▪ le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des territoires prioritaires de la Politique de la Ville en partenariat avec l'association Le Passe Muraille :**

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par la promotion de la mobilité, le financement d'une partie du permis de conduire et l'acquisition de compétences.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

Des jeunes ayant participé aux chantiers citoyens pourront être accompagnés au titre de cette action.

### **▪ la mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants du quartier du Petit Bard avec FACE Hérault :**

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action porte plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Dans le cadre de cette opération, FACE Hérault s'engage à réaliser les actions suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes afin notamment de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
  - un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
  - un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ERDF.
- **l'accompagnement à l'auto-réhabilitation de leur logement des propriétaires occupants dans le cadre de l'OPAH copropriété Cévennes 1 avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissement LR (ANCB Ets LR) :**

Cette action consiste à accompagner des propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne permettent pas de pallier la dégradation de leurs logements ou de procéder à l'auto-réhabilitation de leur habitat. Cette action s'accompagne de travaux de gros et second œuvre du logement.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre les précarités énergétiques en améliorant le confort et la maîtrise des énergies dans l'habitat des personnes en difficulté et la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Chaque action décrite ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties (cf. annexes 2, 3 et 4).

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à les cofinancer ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat (cf. annexe 1) entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault,
- d'approuver les conventions de partenariat entre :
  - \* la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens ainsi que l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes (cf. annexe 2),
  - \* la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'association FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action de médiation sociale sur le quartier du Petit-Bard (cf. annexe 3)
  - \* la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de son action d'accompagnement à l'auto-réhabilitation des propriétaires occupants dans le cadre de l'OPAH Cévennes 1 (cf. annexe 4) ;
- de prendre acte, en complément des subventions octroyées par la Ville dans le cadre de l'appel à projet du CUCS aux structures concernées, de l'attribution de la somme de 45 000 € par ERDF selon les modalités suivantes :
  - 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille (10 000 € par la Ville au titre du CUCS),
  - 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes par l'association Le Passe Muraille,
  - 3 500 € au titre de l'action de médiation sociale par l'association FACE Hérault (1 500 € par la Ville au titre du CUCS),



- 4 000 € au titre de l'action d'auto-réhabilitation accompagnée par l' « ANCB » Ets LR (9 500 par la Ville au titre du CUCS).
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par ERDF Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 €.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **79- Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire**

**Serge FLEURENCE:**

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (titre 1 – chapitre 2) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, ainsi que le décret d'application n°2012-1293 du 22 novembre 2012, créent pendant une durée de 4 ans des modes de recrutement réservés donnant accès au statut de fonctionnaire, pour les agents non titulaires sous certaines conditions.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emploi, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il appartient à l'organe délibérant, après avis du comité technique paritaire, d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire. Le comité technique paritaire de la Ville de Montpellier s'est tenu le 15 février et a approuvé ce programme.

Ce programme détermine notamment, en fonction des besoins de notre collectivité les cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire, annexé à la présente délibération, qui sera mis œuvre au cours de l'année 2013.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **80- Modification du tableau des effectifs**

**Serge FLEURENCE:**

Les modifications suivantes au tableau des effectifs sont proposées :

**I - Créations de postes :**

**Filière Administrative :**

Directeur territorial : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Attachés territoriaux : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux : Création de deux postes.

**Filière Médico-sociale :**

Cadre d'emplois des Médecins : Création d'un poste.

**Filière Technique :**

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création de deux postes.

Ingénieur en chef classe normale : Création d'un poste.

Ingénieur principal : Création de deux postes.

Adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : Création de six postes.

Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste.

**Emplois d'avenir :**

Création de quinze emplois non permanents en Contrat Unique d'Insertion (CUI) dont cinq seront à temps non complet (85,3 %).

**II - Suppressions de postes :**

**Filière Administrative :**

Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : Suppression d'un poste.

**Filière Technique :**

Ingénieur : Suppression d'un poste.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces modifications.**

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

**81- Modification des modalités des mises en oeuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires**

**Serge FLEURENCE:**

Par délibération du 24 juillet 2008 complétant la délibération du 28 novembre 2002, la ville de Montpellier a défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires.

Or, les conditions d'exercice des heures supplémentaires ainsi que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit sont clairement et exhaustivement définies par le décret 2002-60 modifié par le décret 2007-1630.

Ces textes précisent notamment les dispositions suivantes :

Les heures supplémentaires ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de la hiérarchie afin de répondre à un besoin ne s'inscrivant pas dans le cycle normal du temps de travail. Le travail supplémentaire, tel que défini précédemment, accompli entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail supplémentaire de nuit.

Seuls les agents de catégorie C et de catégorie B sans limitation d'indice peuvent bénéficier de l'indemnisation des heures supplémentaires dont le volume mensuel ne peut excéder 25 heures. Lorsque les nécessités de service le justifient, et de façon exceptionnelle, il est possible de déroger à ce plafond de 25 heures mensuelles. Dans ce cas, le chef de service en informe le comité technique paritaire qui suit le mois de déclaration des heures en justifiant le caractère exceptionnel de ce dépassement. Ce dépassement ne peut en aucun cas conduire à enfreindre les règles relatives au temps de travail définies par l'article 3 du décret n°2000-815 modifié par le décret 2006-744 I.

La réalisation d'heures supplémentaires ouvre droit soit à un repos compensateur soit au paiement d'une indemnité dont le montant est fonction de l'indice détenu par l'agent et dont le calcul s'effectue conformément aux termes de l'article 7 du Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

La réalisation de toute heure supplémentaire est subordonnée à l'existence d'un dispositif de contrôle.

Considérant que ces dispositions décrivent de façon complète l'utilisation, la récupération et l'indemnisation des heures supplémentaires, sans possibilité d'adaptation locale, il est proposé d'abroger les délibérations du 28 novembre 2002 et du 24 juillet 2008 et d'y substituer une note de service qui rappelle l'ensemble du corpus réglementaire.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal :**

- D'abroger les délibérations du 28 novembre 2002 et du 24 juillet 2008
- De donner un effet immédiat à cette abrogation.

**Philippe THINES :** Il s'agit d'un sujet sensible, car c'est un complément de salaire qui peut être important. Je souhaiterais que l'application ne soit pas un couperet qui tombe du jour au lendemain.

**Serge FLEURENCE :** Il y a une réglementation, et nous allons l'appliquer. Je rappelle que, pour des raisons exceptionnelles, on peut effectivement déplacer les 25 heures prévues, mais en même temps, on ne peut pas accumuler des heures supplémentaires et me demander d'avoir plus d'emplois jeunes. Il faut faire des choix.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## 82- Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2013

### Max LEVITA:

Le produit fiscal d'une collectivité est le résultat du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Les Services Fiscaux viennent de notifier à la Ville de Montpellier les bases d'imposition prévisionnelles pour 2013.

### Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2013 s'élèvent à :

- Taxe d'Habitation : 337 397 000 €
- Taxe sur le Foncier Bâti : 326 729 000 €
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 457 400 €

### Evolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation

Conformément aux engagements pris lors de la préparation budgétaire et du vote du Budget Primitif 2013, le vote d'aujourd'hui vient confirmer l'évolution des taux d'imposition pour 2013 qui sera de + 0 %.

### Produit d'imposition pour 2013 :

Le produit d'imposition pour 2013 s'établirait comme suit :

TAXES	Bases d'imposition 2013	Taux d'imposition pour 2013	Evolution des taux en 2013	Produit d'imposition 2013 (en €)
Taxe d'Habitation	337 397 000	22,49%	0%	75 880 585
Taxe sur le Foncier Bâti	326 729 000	31,18%	0%	101 874 102
Taxe sur le Foncier Non Bâti	457 400	112,71%	0%	515 536
			<b>TOTAL</b>	<b>178 270 223</b>

Parallèlement, il convient de noter que la Ville poursuit son approche sociale et solidaire de la fiscalité locale avec des allègements de cotisations décidés par le Conseil Municipal qui ont représenté en 2012 près de 16 M€.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- fixer les taux d'imposition 2013, à l'identique de ceux de 2009, 2010, 2011 et 2012 comme suit :

- Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%

- Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
- Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%

- approuver le produit d'imposition de 178.270.223 euros qui s'établira comme présenté ci-dessus,

- autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Max LEVITA :** Les taux ne bougent pas. Je voudrais indiquer que nous avons eu une très bonne note de la part des Contribuables associés, qui nous donnent 3 étoiles pour la santé financière et la dette. Il y a eu un article de *Marianne* où nous sommes bien placés sur la dette, mal placés sur la taxe foncière. Comme chaque année pour la taxe d'habitation, tous ces organismes qui nous classent oublient d'indiquer que nous avons un abattement à la base de 15 %. Nous sommes donc dans la moyenne basse. Les bases n'évoluent pas au rythme prévu. Nous avons demandé une vérification auprès de la Direction des Finances publiques.

**Christian DUMONT :** Je suis assez étonné de cette autosatisfaction. Tout se passe très bien. J'interroge le peuple de gauche. Si tout se passe très bien, je ne comprends pas pourquoi vous n'êtes pas tous derrière Mme MANDROUX, qui est la sortante au Conseil municipal. Il va bien falloir l'expliquer.

Je note que si les taux restent inchangés, leur valeur élevée fait quand même de notre ville l'une des plus imposées de France. Nous l'avions dénoncé lors du vote du budget. Il ne faudra pas compter sur nous pour voter ces taux.

Pour : 46

Contre : 2

Abstentions: /

Adopté à la majorité

### **83- Convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la communauté d'agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures de marchés publics**

**Max LEVITA:**

Conformément au Code des marchés publics, notamment son article 56, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser des offres communiquées par voie électronique, pour les procédures marchés publics supérieures à 90 000 € HT.

La Communauté d'Agglomération propose à ses communes membres depuis plusieurs années une solution mutualisée de dématérialisation des procédures dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La dernière convention de mutualisation signée entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération ayant expirée, il convient donc d'en conclure une nouvelle.

Cette nouvelle convention maintient une solution de type « portail » dématérialisé permettant aux communes membres de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Ainsi, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

De plus, la commune de Montpellier, à l'instar des autres collectivités partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

La convention proposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie,
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation,
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier,
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme de dématérialisation,
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12).

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification à la commune de Montpellier et jusqu'au 30 mars 2016.

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de cette gestion de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de Montpellier s'élève à 3 726,30 € HT par an.

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de Montpellier ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

**Compte tenu de ces développements, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures des marchés publics ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2013 de la Ville, ligne 15 037, chapitre 920, rubrique 020, nature 6288 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention telle qu'annexée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **84- Cotisations Organisation des Grandes Villes et Finances pour l'année 2013**

**Max LEVITA:**

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013:

Chapitre	Nature	Organisme	MONTANT
920	6281	AMF 34 - Association des Maires du département de l'Hérault	5 127 €
920	6281	AMGVF - Association des Maires des Grandes Villes de France	31 723 €
920	6281	Institut de la Décentralisation	7 000 €
			<b>43 850 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accepter le versement de la cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 43 850 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **85- Tarifs 2013 – Compléments sur les amodiations et sur l'occupation du domaine public**

### **Max LEVITA:**

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs et de modifier les tarifs de redevances 2013 d'occupation du domaine public concernant les marchés et marchés aux puces et brocantes, échafaudages et matériels de chantiers et étalages et autres dispositifs sur le domaine public

#### **1. Tarif de cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs**

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs pour une durée de 13 ans à compter du 14 février 2013 pour toute prolongation.

PLACE EN AMODIATION	Unité	Tarifs TTC
---------------------	-------	---------------

		2013
Cession d'une place en amodiation pour une durée de 13 ans des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs.	Place /13 ans	9 700 €

## 2. Modifications des redevances 2013 d'occupation du domaine public

Il est proposé au conseil municipal de modifier les tarifs de redevances d'occupation du domaine public suivant considéré dans la délibération du conseil municipal du 17 décembre 2012 approuvant les tarifs 2013 :

- Marchés et marchés aux puces-brocantes**

MARCHES - MARCHES AUX PUCES - BROCANES	Unité	Tarifs TTC 2013
<b>Marché aux Plants</b>		
Redevance emplacement abonné annuel du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14.00 €
Redevance emplacement abonné annuel du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10.00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	séance	35.00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	trimestre	25.00 €

- Echafaudages et matériels de chantiers**

Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs TTC 2013
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écoperches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m² de sol occupé / semaine	4.50 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m² de sol occupé / semaine	15.50 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable au-delà de 6 semaines	m² de sol occupé / Trimestre	65.00 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au-delà de 6 semaines	m² de sol occupé / semaine	4.50 €

- étagères et autres dispositifs sur le domaine public**



<b>Etalages et autres dispositifs sur le domaine public</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarifs TTC 2013</b>
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	ml/an	128.00 €
Zone de stationnement des véhicules pour activités commerciales	ml/an	400.00 €
Vitrine mobile	m²/an	92.00 €
Présentoir, porte cartes, mannequin, portes menu hors terrasse	an	51.00 €
Conservateur à glace, crêpière, rôtière	an	408.00 €
Banc de fruits de mer	an	510.00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs proposés.
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **86- Attributions et modifications d'affectation de subventions Exercice 2013**

**Max LEVITA:**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous:

### **1) Attributions de subventions:**

Attributions de subventions dans le cadre de l'emploi:

<b>CODE STRUCTURE</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT</b>
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES	Fonctionnement	2 500 €

77	COMIDER COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	2 800 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	Projet	2 000 €
1732	SENIOROBOULO.COM	Fonctionnement	500 €
1732	SENIOROBOULO.COM	Projet	1 500 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement	4 000 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	Projet	10 000 €
4657	FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES	Projet	3 000 €
4908	FACE HERAULT (Action 45 et +)	Projet	3 000 €
4908	FACE HERAULT (Face Energie Sports)	Projet	2 000 €
		<b>Total</b>	<b>31 300 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attributions de subventions dans le cadre du développement économique et commercial:

<b>CODE STRUCTURE</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT</b>
211	BRICABRAC ARS FABRIC	Fonctionnement	3 000 €
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement	1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERCANTS	Projet	1 500 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	300 €
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
	ASSO DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	Projet	1 400 €
	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE France	Projet	31 700 €
		<b>Total</b>	<b>43 600 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	Fonctionnement	5 000 €
		<b>Total</b>	<b>5 000 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT PROPOSE CM 25/03/2013	MONTANT VOTE CM 04/02/2013
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Fonctionnement	14 000 €	13 000 €
95	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement	1 000 €	
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Fonctionnement	3 500 €	4 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Projet	3 000 €	
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	7 300 €	
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	1 900 €	
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement	1 000 €	
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	6 000 €	
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement	1 000 €	
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	900 €	
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement	2 900 €	
794	OCCITANIE PETANQUE	Fonctionnement	1 500 €	
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	3 000 €	
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	3 400 €	
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Fonctionnement	2 800 €	
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 800 €	
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement	19 000 €	20 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement	21 300 €	
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement	42 000 €	44 000 €

931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000 €	9 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	1 000 €	9 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement	20 000 €	11 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement	450 €	
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 950 €	
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	8 000 €	
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement	450 €	
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	450 €	
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN	Fonctionnement	3 700 €	
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement	500 €	
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €	12 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	2 500 €	
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement	26 000 €	
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	1 940 €	
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	3 000 €	
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement	13 800 €	14 000 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement	3 000 €	
1238	MONTPELLIER A M JUDO	Fonctionnement	2 900 €	
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Fonctionnement	1 200 €	
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement	4 800 €	
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	3 000 €	
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	12 000 €	15 000 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement	2 900 €	
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	Fonctionnement	950 €	
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €	
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Projet	250 €	
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement	11 000 €	

1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 250 €	
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	112 000 €	
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB	Fonctionnement	2 500 €	
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	1 500 €	
2016	JEAN MONNET ANTIGONE PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €	
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement	9 200 €	
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement	34 300 €	35 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	Fonctionnement	1 000 €	
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement	9 000 €	10 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement	2 000 €	
	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement	10 000 €	
2466	AS CEVENNES	Fonctionnement	3 100 €	
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement	980 €	
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement	10 000 €	
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €	9 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	3 000 €	
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement	6 000 €	
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement	2 300 €	
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement	2 500 €	
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement	3 900 €	
3088	ASSOCIATION LOISIRS FIGUEROLLES	Fonctionnement	1 000 €	
3165	GRAND MAIL PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	Projet	80 000 €	
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement	750 €	
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement	1 950 €	

3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement	9 000 €	7 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 450 €	
3649	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE SECTION D'ALCO	Fonctionnement	380 €	
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	Fonctionnement	4 500 €	4 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	Projet	2 000 €	
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Fonctionnement	3 500 €	
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Projet	2 000 €	
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement	4 800 €	
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement	5 000 €	5 500 €
4009	LOS VALENTS DE MONTPELHIER	Fonctionnement	550 €	
4079	GROUPE DECISION	Fonctionnement	300 €	
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE	Fonctionnement	5 000 €	3 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement	2 250 €	
4291	SPORT INSERTION JEUNES	Fonctionnement	1 200 €	
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement	1 450 €	
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement	2 900 €	
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK	Fonctionnement	5 800 €	
4561	ASSO SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement	12 500 €	
4564	AIKICIAM	Fonctionnement	400 €	
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement	980 €	
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement	3 500 €	
4748	CHEMIN DES CIMES	Fonctionnement	2 800 €	
4748	CHEMIN DES CIMES	Projet	3 000 €	
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	4 700 €	
4856	MONTPELLIER OMNI BOXE	Fonctionnement	2 900 €	
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	3 000 €	
5001	CLUB DES SUPPORTERS MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB	Fonctionnement	1 800 €	

5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement	4 000 €	
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Fonctionnement	500 €	
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Projet	500 €	
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement	3 000 €	
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement	4 000 €	
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	3 500 €	
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS	Fonctionnement	2 300 €	4 700 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	Fonctionnement	45 000 €	50 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	Projet	45 000 €	
5400	A.K SPORT	Fonctionnement	11 500 €	
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	480 €	
5610	DES FOULEES VOUS	Projet	500 €	
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement	500 €	
		<b>Total</b>	<b>780 060 €</b>	<b>279 700 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subvention dans le cadre des finances:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	1 000 €
		<b>Total</b>	<b>1 000 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 18891, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
428	MOUVEMENT DE LA PAIX - COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €
3146	COMPAGNIE DU CLAPAS	Projet	2 500 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE	Fonctionnement	600 €
5424	FORCE HERAULT	Fonctionnement	2 000 €

1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE ET DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Projet	500 €
		<b>Total</b>	<b>6 100 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Projet	1 500 €
646	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ET AMIS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION - APEC	Projet	800 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement	300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	8 000 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	Fonctionnement	200 €
		<b>Total</b>	<b>10 800 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Investissement	8 300 €
		<b>Total</b>	<b>8 300 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 21434, nature 20421, chapitre 900.

**2) Modifications d'affectation de subventions:**

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les ajustements de montant énoncés ci-dessous:

CODE	STRUCTURE	N° DCM	NATURE	MONTANT INITIAL	NOUVEAU MONTANT	LIGNE DE CREDIT	CHAPITRE	NATURE
4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	2013/54	Fonctionnement	1 867 500 €	1 927 500 €	2437	929	6574
3486	GIP DSUA	2011/691	Fonctionnement	192 180 €	181 792 €	2331	928	65738

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant;
- D'accepter les modifications d'attribution de subventions ci-dessus;



- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations ci-dessus avec les natures 6574, 65738 pour le fonctionnement et 20421 pour l'investissement.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexes à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur DUMONT quitte définitivement la séance et donne sa procuration à Madame CANAUD.  
-----

## 87- Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville de Montpellier - Exercice 2013

**Max LEVITA:**

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il convient de procéder à des ajustements de crédits sur le Budget Principal afin de constater budgétairement la volonté de la Ville de participer au dispositif « Emplois d'avenir », visé par la loi 2012-1189 du 26 octobre 2012.

Cette Décision Modificative permet en outre d'affiner le montant de la Dotation Globale Forfaitaire qui s'établit à 50 737 893 euros, conformément à la notification de la Direction Générale des Collectivités Locales (prévision BP 2013 : 50 300 000 euros). Elle permet également de diminuer la prévision du recours à l'emprunt de 241 883 euros.

### 1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 470 073 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

#### **Recettes de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
922	211	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	32 180,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	437 893,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>470 073.00</b>

#### **Dépenses de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
922	211	64	CHARGES DE PERSONNEL	215 790,00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	8 500,00
920	020	60	ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	3 900,00

939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	241 883,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>470 073,00</b>

## **2. Section d'investissement**

Elle se décompose de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	241 883,00
911		1641	EMPRUNTS ET DETTES	-241 883,00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>0,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **88- Marchés publics - achat de vêtements de travail - Résiliation lot n°2 : Achat de vêtements de travail (blouses, tee-shirts, vêtements médicaux)**

**Max LEVITA:**

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Municipal a attribué à la société EPSI, 13854 AIX EN PROVENCE, le lot n°2 (achat de blouses, tee-shirts, médical) de l'appel d'offre 2H82 - Achat de vêtements de travail, déposé en préfecture le 02 janvier 2013.

Conformément à l'article 13 du C.C.A.P. et en application des articles 29 et 33 du C.C.A.G. fournitures courantes et services, il est proposé de résilier le marché aux motifs d'intérêt général : des erreurs de calcul portant sur le jugement du critère prix ont été constatées dans le rapport d'analyse des offres du lot 2. Les corrections de ces erreurs sont de nature à revoir le classement final des offres visant à désigner l'offre économiquement la plus avantageuse, et modifient le fournisseur attributaire de ce lot.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De résilier le marché attribué à la société EPSI .
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46  
Contre : /  
Abstentions : /  
Adopté à l'unanimité.

## **89- Achat de carburants avec cartes accréditives - Appel d'offres -**

### **Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, GRABELS, LAVERUNE, et SAINT JEAN de VEDAS Autorisation de signer la convention**

**Max LEVITA:**

La Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, la Communauté d'Agglomération et les Communes de PIGNAN, GRABELS, SAINT BRES, LAVERUNE, SAINT JEAN DE VEDAS, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de carburant destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties ainsi que le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un Groupement de Commandes publiques conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur de Groupement et sa commission d'Appel d'offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics (Appel d'offres ouvert).

Les montants estimatifs HT des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

- La Commune de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 550 000 € HT/an,
- La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 440 00 € HT/an,
- La Commune de PIGNAN sur une estimation annuelle de 12 600 € HT/an,
- La Commune de GRABELS sur une estimation annuelle de 20 000 € HT/an,
- La Commune de SAINT BRES sur une estimation annuelle de 12 600 € HT/an,
- La Commune de LAVERUNE sur une estimation annuelle de 6 200 € HT/an,
- La commune de SAINT JEAN de VEDAS sur une estimation annuelle de 37 700 € HT/an,
- CCAS de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 38 500 € HT/an.

Le marché sera à bons de commande et prévoira la fourniture de carburant dans un réseau national de stations services notamment désignées dans le marché.

Un système de cartes accréditatives à code personnel et confidentiel, ainsi que la fourniture informatisée des éléments de facturation et de consommation seront proposés par le fournisseur pour chacun des membres du groupement.

Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an renouvelable trois fois. Chaque commune ou groupement de communes sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Autoriser l'établissement d'un Groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, SAINT JEAN de VEDAS, GRABELS, LAVERUNE et de lancer un Appel d'offres.
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **90- Achat de matériel de quincaillerie - visserie - échelles - Appel d'Offres -**

**Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès.**

**Max LEVITA:**

Dans le cadre de l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Saint-Jean-de-Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Brès, il est apparu nécessaire de lancer un appel d'offres concernant l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles.

L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an reconductible trois fois.

Il apparaissait pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Saint-Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Bres selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de quatre lots :

#### **LOT 1 : Quincaillerie :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 75 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 20 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000€ HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé sera de 8 000€ HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 6 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.

La Commune de Saint Brès ne participe pas à ce lot.

#### **LOT 2 : Quincaillerie Alu :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 17 500 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint Brès, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

Les Communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Saint Jean de Védas et Prades-le-lez ne participent pas à ce lot.

#### **LOT 3 : Visserie Boulonnerie :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 12 500 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 20 000 € HT/an .

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 1 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint Brès, le montant estimé sera de 1 000 € HT/an.

#### **LOT 4 : Echelles :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 17 500 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 1 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 1 500 € HT/an.

Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.

Le CCAS de Montpellier, les Communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, et Saint Brès ne participent pas à ce lot.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès, convention aux termes de laquelle les communes délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier la compétence pour attribuer cet Appel d'Offres
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

## **91- Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération Grand Cœur**

### **Hélène MANDROUX :**

Dans le cadre du Renouvellement Urbain, pour le financement de l'opération Grand Cœur confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4M€ auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu un Prêt Renouvellement Urbain Aménagement pour le financement de l'opération Grand Cœur, selon les caractéristiques suivantes :

- Montant : 4 M€,
- Périodicité des échéances : annuelle,
- Durée de la période d'amortissement : 4 ans  
dont 1 an de différé d'amortissement,
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 2,35% au 1er février 2013)
- Taux annuel de progressivité des échéances : de 0% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A, taux actuel 1,75%),
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%

- Caution bancaire auprès de la caisse d'Epargne : 20% soit 800 000€ (conditions : 0,65% du capital restant dû, durée 4 ans, frais de dossier 0.1%)

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur d'un montant de 3 200 000 €, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 40

Contre : /

Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN (représentée), Jean-Louis GELY et Jacques MARTIN (plus représenté), administrateurs de la SERM, ne prennent pas part au vote

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

2012/0478	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Laurence COLAS
2012/0492	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS FONCIA LMG
2012/0498	De conclure, suite au marché concernant l'aménagement du Pont des Pradiers et la mission de maîtrise d'oeuvre avec la société SAFEGE, l'avenant n°1 qui fixe le coût prévisionnel des travaux à 700 000 euros HT ainsi que le forfait définitif de rémunération de SAFEGE à 80 500 euros HT
2012/0500	D'attribuer à la société BIOFAQ le marché concernant les analyses d'autocontrôle de la cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils de la Ville pour un montant de 45 000.00 € HT par an

2012/0501	D'attribuer les lots 1 (études urbaines et paysagères) et 2 (études VRD) du marché à bon de commande "Réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagement", respectivement à M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5 pour un montant compris entre 40 000 € HT et 60 000 € HT et au bureau d'étude SITETUDES pour un montant compris entre 10 000 € HT et 20 000 € HT
2012/0502	D'attribuer le marché concernant l'abonnement à la base de données juridiques et publication des Jurisclasseurs à la société LEXIS NEXIS pour un montant de 15 846 € HT
2012/0503	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL ZAMGI
2012/0504	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GROUPE CONFIANCE
2012/0505	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Laurence COLAS
2012/0506	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SMACL et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PUIDDEMONT-GENTILI
2012/0507	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans une affaire d'occupation illicite de l'espace Rock de Grammont
2012/0508	D'attribuer le lot 10 Chauffage-ventilation-plomberie dans le cadre des marchés liés à la construction de la salle de boxe Jean FARRE, à l'entreprise SOLANREF, pour un montant total H.T de 57 423,60 €
2012/0509	D'attribuer le marché à la société SOX & FOX pour la réalisation de visuels, documents de présentation (infographie/cartographie) pour un montant compris entre un minimum de 5000 € H.T. et un maximum de 35 000 € H.T, la première année. Les années de reconductions éventuelles sont comprises entre 500 € H.T. et 15 000€ H.T.
2013/0002	D'attribuer à la société BBS Conseil le marché pour la réalisation de comptages directionnels et d'enquêtes de stationnement pour un montant compris entre 2000 et 50 000 €
2013/0007	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Commune c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE LEVAT
2013/0008	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TAUZIN Marc
2013/0009	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SPIE S.A
2013/0010	Suite au jugement du tribunal administratif du 09 novembre 2012 rendu dans le contentieux opposant la Ville à l'ordre des architectes du Languedoc Roussillon à propos de la réalisation du groupe scolaire Cheng Du il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille



2013/0011	D'annuler la décision 2012/0490 concernant l'attribution d'un marché d'acquisition et de mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies suite à une erreur de raison sociale de prestataire
2013/0012	D'attribuer le marché "Achat de 234 caveaux funéraires en béton gris" à la société STRADAL, pour un montant de 122 850 € HT
2013/0013	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la location de films pour le cinéma Nestor Burma, pour un montant global maximum de 45 000 € HT, aux différents distributeurs de film présents sur le marché
2013/0014	Dans le cadre de la consultation pour l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies, il est proposé d'attribuer le marché à la Société GFI PROGICIELS, pour un montant de 134 303.60 € HT pour une durée maximale de 3 ans
2013/0015	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum de 40 000 Euros H.T. pour le nettoyage intérieur des véhicules de service de la Police Municipale, au centre de nettoyage automobile AUTO NICKEL pour une durée de 48 mois
2013/0016	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et COMPLETEL, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2013/0017	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FREZABEU LILIANE
2013/0018	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL "PIZZA LE VALENTINO"
2013/0019	Au regard du fonctionnement de la régie de recettes et d'avances de l'Espace Jeunesse, il est nécessaire de reprendre l'ensemble des dispositions relatives à celle-ci, en modifiant et en complétant son cadre juridique
2013/0020	De signer l'avenant n° 1 au marché concernant le traitement des espaces paysagers conclu avec l'entreprise Atelier Sites pour un montant supplémentaire de 13 081,64 € H.T. ce qui porte le marché à 71 391,64 € HT
2013/0021	Attendu qu'il est nécessaire d'adapter l'organisation des régies à celle du service Occupation du Domaine Public, il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits relatifs aux étalages.
2013/0022	D'attribuer les marchés "achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches" aux sociétés : - SARL BEBE 34, lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00€ HT. - WESCO, lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 37 000.00€ HT. - STE MATHOU, lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 17 000.00€ HT. - CAMEL DIAM, lot 4, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un

	<p>maximum de 11 000.00€ HT.</p> <p>Ceux sont des marchés uniques à bons de commandes passés pour une durée de 1 an à compter de sa notification.</p>
2013/0023	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2013/0024	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la réalisation d'objets lumineux pour la Panacée à M. Sébastien Cordoléani pour un montant de 21 800 € HT
2013/0025	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Mr Samuel GOUDOU située 22 rue Guillaume Pellicier (lots 11, 12, 13), cadastrée section IZ 148, pour un montant de 56.050 € plus 5.000 € de commission.
2013/0026	D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la SERM, sur la propriété des Epoux DURAND située 99 rue de la Castelle, cadastrée section OI 181, pour un montant de 220.125 € plus 29.900 € de commission.
2013/0027	D'attribuer le marché de «Licences, maintenance et prestations logiciel Transform» à la société DS Informatique Diffusion Sarl Pronews pour un montant total de 7500 € HT pour les licences, un montant annuel de maintenance de 4500 € HT (révisable selon l'indice Syntec) et un tarif de 950 € HT par journée de prestations et une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction
2013/0028	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la scénographie, création graphique et supports de communication pour la Comédie du Livre 2013 à Mme Aurélie TORRE pour un montant de 27 000 € HT
2013/0029	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la mission d'attaché de presse pour six expositions photographiques au Pavillon Populaire à l'agence Catherine Philippot Relations Media pour un montant de 60 000 € HT
2013/0030	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la conception et réalisation du site Internet de la Panacée à la société ABRèGe pour un montant de 31 200 € HT
2013/0031	D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place des salles de restauration et nettoyage des locaux des centres de loisirs à la société Cleaning Bio, pour une durée allant jusqu'à la rentrée de septembre 2013 pour un montant maximum de 40 000 euros HT
2013/0032	D'attribuer le marché "Achat de mobiliers de bureau avec prestation connexe" à la société ADELIE, pour un montant maximum de commandes de 85 000 € HT. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.
2013/0034	D'attribuer le marché à l'entreprise TGH Languedoc pour "la réalisation d'un mur de clôture du parc de la Guirlande" pour un montant HT de 33 901 euros
2013/0035	Considérant la nécessité d'intégrer le virement d'organismes sociaux dans les recettes autorisées, et le besoin de remettre à jour les décisions relatives aux régies des crèches et des Haltes-garderies, du Service Enfance de la Ville de Montpellier, il convient de reprendre en une décision unique la liste des régies de la petite enfance, ainsi que les règles

	s'appliquant à celles-ci.
2013/0036	Considérant la création de la régie « étalages » pour l'Occupation du Domaine Public, il convient de réduire le montant maximum des recettes autorisées pour la régie Terrasses Secteur 2 en reprenant l'intégralité de la décision.
2013/0038	D'attribuer le marché "Achat de boissons" à la société JEX, pour un montant maximum de commandes de 85 000.00€. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour une durée d'un an à compter de sa notification.
2013/0039	De signer une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC du Coteau par M. RIGAIL qui prévoit l'extension de sa maison d'habitation.
2013/0040	De conclure avec Madame RIGAL une convention d'occupation précaire et révocable du domaine public pour l'occupation d'une maison située 18 rue St Cléophas, dans l'attente de trouver un autre logement. Cette maison était attribuée comme logement de fonction dans le cadre de son emploi de gardien du stade Sabathé à Monsieur RIGAL décédé début décembre 2012.
2013/0041	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint, pour la période 2013-2014, pour un montant de 635 € TTC.
2013/0042	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur du Cabinet, pour la période 2013-2014

-----

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h05.

-----